

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 218

[F — 27014]

16 DECEMBRE 1994. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1995 (*)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er.

Dispositions générales.

Article 1er. - Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Région wallonne afférentes à l'année budgétaire 1995 sont ouverts conformément aux programmes énumérés au tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après.

Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1995 à charge des crédits variables.

(En millions de francs)

	Sorte de crédits	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Ministère de la Région wallonne	Crédits non dissociés	102.285,1	102.285,1
	Crédits dissociés	30.892,2	25.774,5
	Crédits variables	5.621,7	5.008,6
Ministère wallon de l'Équipement et des Transports	Crédits non dissociés	18.563,6	18.563,6
	Crédits dissociés	13.387,1	13.029,7
	Crédits variables	378,0	378,0
Total général	Crédits non dissociés	120.848,7	120.848,7
	Crédits dissociés	44.279,3	38.804,2
	Crédits variables	5.999,7	5.386,6

Art. 2. - Chaque Membre du Gouvernement wallon est autorisé, dans les limites de ses compétences, à accorder des provisions aux avocats et huissiers de justice qui interviennent pour le compte de la Région wallonne.

Art. 3. - Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 millions de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'effet de payer les créances n'excédant pas 200.000 francs, hors TVA.

Ce montant maximum est porté à :

- 30 millions de francs pour les comptables extraordinaires des services centraux de la Division du Budget et de la Comptabilité départementale du Ministère de la Région wallonne et pour les comptables extraordinaires de la Division de la Comptabilité du Ministère de l'Équipement et des Transports, à l'exception du comptable extraordinaire chargé de la liquidation des indemnités imputées à charge de l'allocation de base 12.04 du programme 01 de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, pour lequel l'avance de fonds est portée à 50 millions de francs. Pour les

comptables des relations extérieures et des investissements étrangers, ce montant est porté à 15 millions de francs par programme.

- 140 millions de francs pour le comptable extraordinaire du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ayant en charge la gestion du transport scolaire, à l'effet de payer les créances relatives au transport scolaire pour un montant ne dépassant pas 600.000 francs, hors TVA, pour autant que ces créances soient relatives à des marchés ayant fait l'objet d'un contrat, à l'entretien des véhicules gérés par le service des transports scolaires ainsi qu'au paiement de frais de transports d'élèves en application de la loi du 15 juillet 1983 portant création du service des transports scolaires.

En cas d'urgence, les créances de plus de 200.000 francs, hors TVA, liées aux relations extérieures de la Région et imputées aux allocations de base de la section 16 et de la section 11, programme 05, peuvent également être liquidées sur avances de fonds pour autant qu'elles restent inférieures à 500.000 francs, hors TVA.

Toutefois, les comptables extraordinaires du Ministère, chargés du paiement des avances pour frais de mission, sont autorisés à consentir aux fonctionnaires, membres de cabinet et experts envoyés en mission à l'étranger, les avances nécessaires quel que soit le montant de celles-ci.

En outre, les comptables extraordinaires du Ministère sont autorisés à régler sans limitation tout montant dû par la Région suite aux jugements ou arrêts prononcés contre elle.

Art. 4. - Les crédits dissociés d'engagement et d'ordonnement disponibles à la clôture de l'année 1995 ne sont pas reportés à l'année 1996 et ajoutés aux crédits propres de cette année.

Art. 5. - Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base relatives à la dette des programmes 08 de la section 10, 07 de la section 11, 05 et 06 de la section 13, 02 et 04 de la section 14, 04 et 05 de la section 15 et 01 et 03 de la section 17 peuvent être redistribuées par le Ministre du Budget quel qu'en soit le montant en vue de compléter le montant nécessaire au paiement des intérêts des emprunts contractés par la Région.

Art. 6. - Le Ministre du Budget peut autoriser la Trésorerie à payer par avances, dans la limite des crédits budgétaires et à charge de régularisation ultérieure, les dépenses afférentes à la dette à charge des allocations de base des programmes 08 de la section 10, 07 de la section 11, 05 et 06 de la section 13, 02 et 04 de la section 14, 04 et 05 de la section 15 et 01 et 03 de la section 17.

Art. 7. - Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le Ministre ayant les Technologies et la Recherche dans ses attributions peut, avec l'accord du Ministre du Budget, opérer transferts de crédits entre les allocations de base 01.01 du programme 02 et 01.02 du programme 03 de la section 12.

* Session 1994-1995 :

Documents du Conseil 4-IVb (1994-1995), N° 1 à 4.

Compte rendu intégral. - Séance publique du 15 décembre 1994. - Discussion.

Compte rendu intégral. - Séance publique du 16 décembre 1994. - Discussion. - Vote.

Art. 8.- Le Gouvernement wallon est autorisé à verser aux fonds sociaux, à charge des crédits inscrits à l'allocation de base 30.01 du programme 01 de la section 11 du budget, les montants nécessaires à la couverture des obligations conventionnelles relatives aux restructurations intervenues.

Art. 9.- Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base des programmes 01 et 06 de la section 11 peuvent être redistribuées par les Ministres chargés de l'Economie, des P.M.E. et du Budget quel qu'en soit le montant dans le cadre de la mise en œuvre des décrets du 25 juin 1992, modifiant les lois des 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et 4 août 1978 de réorientation économique.

Art. 10.- Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est habilité à procéder à la réaffectation en bâtiment multifonctionnel de la cité sociale «HADES», propriété de la SC le Foyer d'Hornu.

Art. 11.- Le Gouvernement wallon est habilité à mettre en œuvre des mesures spécifiques et/ou à majorer les interventions financières de la Région dans les zones d'initiatives privilégiées, définies selon les critères suivants:

- 1) pour les zones à forte pression foncière : le prix des terrains à bâtir;
- 2) pour les zones de requalification des noyaux d'habitat :
 - la densité de population;
 - la qualité de l'habitat;
- 3) pour les zones de quartier d'initiative où sont menées des politiques intégrées de revitalisation :
 - la densité de population;
 - la qualité de l'habitat;
 - le profil socio-économique de la population;
- 4) pour les zones de cités sociales à requalifier :
 - la densité de population;
 - la qualité de l'habitat;
 - le profil socio-économique des locataires.

Art. 12.- Le Gouvernement wallon est autorisé à verser au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées ouvert auprès du Crédit communal de Belgique :

— au 1er avril 1995 : 387.551.043 F représentant le montant de l'annuité de l'année 1993 relative aux emprunts de 2 milliards et de 750 millions contractés respectivement pour Charleroi et Liège;

— au 1er juillet 1995 : 208.147.858 F représentant la couverture en 1992 de la différence entre l'annuité réclamée par le Crédit communal de Belgique aux communes emprunteuses et une annuité calculée au même taux d'intérêt diminué de deux pour cent pour les emprunts d'aide extraordinaire et comptabilisés comme tels, ainsi que pour les emprunts de consolidation à long terme des charges des emprunts d'aide extraordinaire garanties par la Région wallonne de 1981 à 1984;

— au 1er août 1995 : 1.550.000.000 F représentant l'intervention complémentaire régionale;

— au 1er octobre 1995 : la tranche prévue à l'article 20, § 4, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles de financement général des communes. Sont considérées comme communes en difficultés financières au sens de l'article 20, § 4, les communes ayant conclu des emprunts de trésorerie avec accès au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées.

Art. 13.- Le Gouvernement wallon est autorisé à répartir les crédits inscrits aux allocations de base 43.05, 43.09 et 43.10 du programme 02 de la section 14.

Art. 14.- Le Gouvernement wallon est autorisé à répartir les crédits inscrits aux allocations de base 43.04, 43.06 et 43.07 du programme 03 de la section 14.

Art. 15.- Sans préjudice des dispositions du décret du 23 novembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, le Gouvernement wallon peut octroyer le subventionnement à 100 % pour l'aménagement actif d'espaces publics.

Art. 16.- Pour l'année budgétaire 1995, le Gouvernement wallon est autorisé, selon les modalités qu'il détermine, à céder aux sociétés concessionnaires des aéroports de Charleroi-Bruxelles Sud et de Liège-Bierset le droit de percevoir les redevances afférentes à leur utilisation.

Art. 17.- En complément à l'article 20 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, les études et travaux connexes à une infrastructure appartenant à une personne de droit public dont la propriété, eu égard à son affectation, ne peut être acquise par l'organisme d'épuration, peuvent être subventionnés par la Région, pour autant que ces travaux soient nécessaires à l'établissement d'ouvrages d'épuration visés à l'article 18, 1^o et 4^o, du même décret.

Une convention passée entre la personne de droit public propriétaire de l'infrastructure et l'organisme d'épuration et approuvée par le Gouvernement wallon définit les droits et obligations des parties ainsi que les modalités pratiques de réalisation des études et travaux.

Art. 18.- Dans les limites des allocations de base concernées, les subventions suivantes pourront être octroyées, en ce compris les interventions cofinancées par les fonds européens.

Programme 09.02 : Service social :

Subventions destinées à permettre au service social des services du Gouvernement wallon de mener des actions sociales en faveur des agents de l'ensemble des services du Gouvernement wallon et d'assurer le fonctionnement technique de cette ASBL.

Programme 10.02 : Services de la Présidence, Secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie :

Subventions relatives à des actions ou études qui participent au développement de l'institution régionale.

Subventions aux pouvoirs locaux pour les actions spécifiques soutenues par le Gouvernement wallon.

Subventions à l'Institut Jules Destrée pour lui permettre de mener des actions spécifiques de promotion de l'identité wallonne soutenues par le Gouvernement wallon.

Programme 10.06 : Fonction publique :

Subventions à des organismes publics ou privés de formation permettant la mise en œuvre de plans de formation destinés aux agents de la Région wallonne, ainsi que des pouvoirs subordonnés.

Programme 11.01 : Expansion économique :

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement économique régional.

Programme 11.06 : P.M.E. et Classes moyennes :

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement économique régional.

Programme 11.07 : Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire :

Subventions complémentaires et supplétives aux associations d'élevage, de production et de sélection animales et végétales pour la recherche appliquée, l'encadrement, la vulgarisation et la promotion agricole.

Subventions en vue de la labellisation et du contrôle de qualité des produits.

Subventions complémentaires et supplétives aux Facultés universitaires, centres de recherche et d'étude, et établissements d'enseignement agricole supérieur pour la recherche appliquée dans la mise au point de techniques et systèmes de production et de diversification agricoles.

Subventions complémentaires et supplétives aux associations et groupements assurant l'information, la sensibilisation et l'encadrement en matière agricole.

Subventions à différentes associations pour la promotion des productions agricoles wallonnes.

Subventions complémentaires et supplétives aux Services de remplacement agricole.

Subventions aux laboratoires d'analyse intégrés dans la Commission des Sols de Wallonie et le réseau REQUASUD.

Subventions à la culture du colza d'hiver à vocation non alimentaire.

Programme 11.08 : Promotion de l'emploi :

Subventions pour actions pilotes s'adressant en priorité aux chômeurs.

Subventions pour initiatives portant sur des programmes spécifiques en matière d'insertion professionnelle.

Programme 11.13 : Formation des appointés et salariés hors Forem :

Subventions relatives à des actions ou activités qui participent à la formation professionnelle.

Programme 12.01 : Energie :

Subventions pour favoriser ou soutenir toute action de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables.

Subventions destinées à couvrir des dépenses relatives au cofinancement avec la CEE d'actions menées par des partenaires de la Région dans le cadre des programmes européens.

Subventions à l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT) à Paris pour mener à bien des actions spécifiques «Energie» dans le cadre du suivi des Sommets de la francophonie.

Programme 12.02 : Recherche :

Subventions pour la diffusion et le développement des technologies nouvelles, de l'innovation industrielle et des recherches de technologies avancées.

Subventions pour toute activité de promotion de la recherche, de l'innovation et du développement technologique.

Subventions à l'institution pour le développement de la gazéification souterraine ou à un organisme chargé notamment de tout ou partie de ses missions.

Subventions à des centres de recherche pour le financement de projets de recherche, l'acquisition d'équipements et pour la fourniture de services de conseils technologiques.

Programme 12.03 : Aide aux entreprises :

Subventions pour la prise en charge des dépenses relatives à des projets de recherche industrielle de base.

Subventions pour la prise en charge des dépenses consacrées au financement de la préparation ou de l'accompagnement des projets de recherche ou de développement.

Programme 13.01 : Forêts :

Subventions aux exploitants forestiers pour le stockage des bois chablis consécutifs aux tempêtes.

Subventions aux associations actives dans le domaine de la défense de la forêt et de sa valorisation

Subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de travaux forestiers.

Programme 13.02 : Conservation de la nature :

Subventions à diverses associations et personnes privées pour la conservation de la nature.

Subventions pour la sauvegarde des arbres et des haies remarquables en propriété privée et en espaces verts publics.

Soutien à des actions pilotes au niveau communal, en matière de conservation de la nature et d'espaces verts.

Sensibilisation du public aux plantations «Journée de l'Arbre».

Programme 13.03 : Environnement :

Subventions aux associations en matière de protection et de défense de l'environnement.

Subventions aux associations et aux pouvoirs publics subordonnés dans le cadre de la «semaine verte».

Primes aux communes pour l'engagement d'éco-conseillers.

Subventions aux associations et aux communes pour l'encouragement d'actions de prévention et de recyclage des déchets ménagers.

Subventions à la SPAQUE pour son fonctionnement et pour les travaux de réhabilitation des anciennes décharges.

Programme 13.04 : Gestion du sous-sol :

Subventions à des personnes physiques ou des organismes privés en matière de valorisation des ressources du sous-sol.

Programme 13.05 : Eau (contrôle, gestion et production) :

Subventions pour la conception et l'édition de «La Tribune de l'Eau».

Subventions aux comités de rivière pour financer l'étude préparatoire au contrat de rivière.

Subventions à des organismes privés pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation dans les domaines qui concernent l'eau.

Programme 13.09 : Prévention des pollutions :

Soutien aux programmes de formation et de recyclage du personnel des pouvoirs subordonnés.

Programme 13.10 : Chasse, pêche et pisciculture :

Subventions aux associations de chasseurs et pêcheurs.

Subventions destinées au développement de la pisciculture.

Programme 14.01 : Tutelle :

Subventions de fonctionnement au Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces.

Subventions et indemnités à des associations privées organisant des actions relatives aux différents domaines de la vie communale.

Subventions à des communes et à des organismes publics menant des actions de réflexion et de sensibilisation permettant un développement des pouvoirs locaux.

Programme 14.02 : Financement général des communes :

Subventions en faveur de Namur-Capitale.

Subventions en faveur des communes dans le cadre d'aide à la gestion, d'actions spécifiques pour l'insertion et la sécurité et d'actions rencontrant des besoins spécifiques.

Programme 14.03 : Financement général des provinces :

Intervention pour la prise en charge des frais de fonctionnement des centres extérieurs de la Tutelle.

Subvention complémentaire afin de rencontrer des besoins spécifiques et d'apporter une compensation à la taxe sur les captages d'eau.

Programme 14.04 : Travaux subsidiés :

Subventions pour le placement d'une signalisation aux abords des chantiers repris dans les plans triennaux.

Subventions à des organismes privés ou publics pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation dans les domaines des travaux subsidiés.

Subventions au secteur public et privé pour des actions de sensibilisation, d'information, de promotion et d'éducation dans le domaine sportif.

Programme 15.01 : Aménagement du territoire et urbanisme :

Subventions relatives à des actions qui favorisent le bon aménagement du territoire tant au niveau local qu'au niveau régional.

Programme 15.02 : Rénovation urbaine et sites d'activité économique désaffectés :

Subventions relatives à des actions visant à promouvoir et favoriser la réaffectation, la rénovation et l'adaptation du patrimoine existant dans le but d'une utilisation plus parcimonieuse du sol.

Subventions aux communes et aux régies foncières dans le cadre de leurs acquisitions et échanges de terrains réalisés dans le cadre de la politique foncière décidée par la Région.

Subventions aux communes mettant en œuvre des opérations de rénovation urbaine de type «quartier d'initiative» pour couvrir en partie les charges salariales et autres relatives à des chefs de projets engagés par la commune et affectés exclusivement à la gestion de l'opération. Ces subventions sont fixées forfaitairement à 1,5 millions de francs et par opération «quartier d'initiative».

Programme 15.03 : Rénovation rurale et remembrement :

Subvention à la Fondation rurale de Wallonie conformément à la convention cadre.

Subventions à des personnes physiques ou à des organismes privés pour des opérations de promotion, de valorisation, de sensibilisation ou d'information sur le développement rural ou le remembrement.

Subventions à des personnes physiques ou à des organismes privés pour des actions, des initiatives ou des opérations de rénovation rurale.

Programme 15.04 : Logement - secteur privé :

Subventions relatives à des actions visant à promouvoir une meilleure adaptation du parc de logement du secteur privé aux besoins de la société.

Programme 15.05 : Logement - secteur public :

Subventions relatives aux actions des pouvoirs publics en matière de construction, de rénovation et de promotion du logement.

Subventions relatives aux actions menées en faveur des régies de quartier dans les cités sociales.

Programme 15.06 : Monuments, sites et fouilles :

Subventions relatives aux études préalables, à la protection, à la mise en valeur, à la réaffectation, à la restauration et à la promotion du patrimoine monumental, naturel et archéologique de la Région wallonne.

Programme 16.02 : Promotion de la Région au niveau international :

Subventions relatives à des actions, activités ou études.

Programme 17.01 : Santé :

Subventions pour recherches dans le domaine de la santé.

Subventions aux centres de santé intégrés.

Subventions aux actions dans le domaine de la toxicomanie.

Subventions à des initiatives menées dans le cadre de l'objectif 1.

Programme 17.02 : Santé mentale :

Subventions pour recherches dans le domaine de la santé mentale.

Subventions aux centres de télé-accueil.

Subventions aux organismes d'étude et d'expérimentation en santé mentale.

Programme 17.03 : Action sociale :

Subsides à des organismes d'action sociale, familiale et du troisième âge.

Subventions pour le financement de recherches dans le domaine social.

Subventions à des organismes de coordination et de documentation en matière sociale.

Subventions aux centres de service social.

Soutien à des initiatives particulières des centres publics d'aide sociale.

Soutien à des formations d'intervenants sociaux et de fonctionnaires.

Soutien à des initiatives relatives à la médiation de dettes des centres de service social.

Prise en charge des médiateurs sociaux dans les régies de quartier et les agences immobilières sociales.

Programme 17.05 : Personnes âgées :

Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées relevant du secteur privé.

Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées relevant du secteur public.

Programme 17.06 : Personnes handicapées :

Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées.

Subsides à des services d'aide aux activités de la vie journalière pour personnes handicapées adultes.

Subventions pour la formation du personnel des instituts médico-socio-pédagogiques.

Programme 17.07 : Intégration sociale des immigrés :

Subventions en matière d'intégration sociale des populations d'origine étrangère.

Subsides accordés aux centres régionaux d'intégration pour les populations d'origine étrangère.

Subsides aux organismes publics et privés développant des actions dans le domaine de l'accueil et de l'intégration des personnes d'origine étrangère.

Subside à des organismes publics et privés dans le cadre des opérations «Été solidaire, je suis partenaire».

Programme 18.01 : Tourisme :

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement touristique régional.

Programme 50.02 : Frais de fonctionnement et prestations de tiers :

Subventions destinées à l'organisation d'expositions et de conférences ainsi qu'à des études.

Subventions pour la promotion d'actions de sécurité routière.

Subventions à diverses associations et groupements pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation en matière d'infrastructure publique.

Programme 50.04 : Implantation immobilière :

Subventions pour l'octroi de prix dans le cadre de l'intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments régionaux.

Programme 52.03 : Promotion de la navigation intérieure :

Subventions à des associations actives dans le domaine de la promotion et de la valorisation de la navigation intérieure.

Subventions destinées à l'organisation d'expositions et de conférences ainsi qu'à des études.

Programme 54.01 : Transport urbain et interurbain :

Subventions aux associations ayant pour objet la promotion des transports en commun.

Subventions aux associations étudiant et/ou prônant la mobilité en matière de transports.

Subventions de soutien aux organisateurs de manifestations en rapport avec les transports.

Subventions destinées à promouvoir l'image de la Région wallonne et de ses interventions en faveur des transports.

Subventions aux sociétés du groupe TEC et à la Société régionale wallonne des Transports en vue de réaliser des investissements visant à améliorer la qualité des transports en commun.

Programme 54.02 : Aéroports et aérodromes :

Subventions aux sociétés d'exploitation des aéroports et aérodromes régionaux en vue de la promotion de leurs installations.

Subventions relatives à la réalisation et l'exploitation d'un centre de télécommunications avancées dans le cadre de l'objectif 1.

Programme 54.04 : Promotion et coordination des transports :

Subventions relatives à des activités de formation, de recherche et d'innovation dans le domaine des transports.

Subventions destinées à promouvoir l'image de la Région wallonne et de ses interventions en faveur des transports.

Art. 19.- Le Ministre qui a le budget dans ses attributions informe régulièrement la Cour des Comptes des engagements pris sur les autorisations visées à l'article 26.

Les autorisations visées par les articles 27, 28 et 30 sont soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des Comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des Comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires et mentionnant, d'une part, le montant des autorisations visées au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des autorisations visées depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue un relevé récapitulatif annuel.

La Cour des Comptes renvoie au Ministre qui a le budget dans ses attributions un exemplaire, visé, de ce relevé.

Art. 20.- Le Gouvernement wallon est autorisé, au-delà du solde disponible sur le compte régional destiné à prendre en charge les engagements de l'Établissement, à reprendre, à charge des allocations de base concernées de la section 18, l'encours des engagements résultant des décisions prises par ledit organisme.

Art. 21.- Le Gouvernement wallon est autorisé, au nom de la Région wallonne, à céder à titre gratuit, au Patrimoine de l'Université de Liège le terrain de 10.000 m² et les bâtiments dont elle est propriétaire dans le Parc scientifique du Sart-Tilman, et qui sont actuellement occupés par le Centre Spatial Liégeois.

Art. 22.- Les crédits non dissociés de l'allocation de base 34.01 du programme 01 de la section 17 et des allocations de base 33.08 et 43.08 du programme 06 de la section 17 peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures.

Art. 23.- Le Gouvernement wallon est autorisé à réaliser des transferts de crédit entre les allocations de base 52.31, 63.01, 72.01 du programme 01, 52.21 et 63.01 du programme 04, 52.31, 63.01 et 63.02 du programme 05 et 52.22 et 52.31 du programme 06 de la section 17.

Art. 24.- L'article 1er, § 3, du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics est complété comme suit :

«c) à l'engagement de personnel sous contrat d'emploi à durée déterminée affecté à la réalisation de commandes».

CHAPITRE 2.

Autorisations.

Art. 25.- Le Gouvernement wallon est autorisé à contracter, auprès du Crédit communal de Belgique, au nom de la Région wallonne, et pour le compte de l'hôpital psychiatrique «Les Maronniers» à Tournai, un crédit pour un montant de 34 millions de francs, et pour le compte de l'hôpital «Chênes aux Haies» à Mons, un crédit de 100 millions de francs, afin d'assurer le préfinancement des frais de fonctionnement des hôpitaux précités.

Ces crédits peuvent être augmentés des tranches d'amortissement échues des emprunts de respectivement 200 millions de francs et 100 millions de francs contractés en 1994.

Les charges d'amortissements et intérêts des crédits et emprunts précités seront incorporés dans le prix de journée d'entretien des hôpitaux concernés.

Art. 26.- Le Gouvernement wallon, nonobstant l'article précédent, est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, pour des sommes équivalentes à 40 % du prix des travaux effectués aux hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai.

Les autorisations d'emprunts ne pourront pas dépasser 80 millions de francs en 1995.

Les intérêts et les amortissements des prêts précités seront incorporés dans le prix de la journée d'entretien des hôpitaux concernés.

Art. 27.- Le Ministre ayant la politique de l'Eau dans ses attributions est autorisé à engager en 1995, à charge du Fonds pour la protection des eaux de surface (programme 06, section 13), des subventions pour travaux des organismes d'épuration, à concurrence du solde non utilisé au 31 décembre 1994 de l'autorisation visée à l'article 29, alinéa 2, du décret du 23 décembre 1993 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1994.

En complément à l'article 30 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est en outre autorisé à engager des dépenses à charge du Fonds pour la protection des eaux de surface (programme 06, section 13) quel que soit le solde disponible de ce fonds, à concurrence du montant mentionné au tableau annexé au présent décret en regard des dépenses de l'année 1995.

Art. 28.- Le Gouvernement wallon est autorisé à conclure des contrats de promotion selon les conditions de vente ou de location reprises à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 mai 1981 relatif aux conditions générales de passation des marchés publics de promotion des travaux et de

fournitures, en vue de la construction des bâtiments administratifs suivants, plafonnés aux montants ci-après :

Namur :

site de la gare	2.600,0 millions F
place Léopold, immeuble «Bilot»	240,0 millions F
boulevard Smet de Nayer, immeuble «Germinal»	350,0 millions F
quartier des Célestines	310,0 millions F
Moulins de Beez	880,0 millions F
Charleroi :	
rue Saint-Charles	495,0 millions F

Art. 29.- Le Gouvernement wallon est autorisé à prendre, au nom de la Région wallonne, l'engagement de subsidier les dépenses d'investissement des comités de remembrement et l'engagement d'accorder à ceux-ci des avances récupérables pour des dépenses de même nature.

Ces engagements peuvent porter en 1995 sur des sommes ne dépassant pas 283,2 millions de francs en ce qui concerne les subsides et 125,8 millions de francs en ce qui concerne les avances.

CHAPITRE 3.

Garanties régionales.

Art. 30.- Le Gouvernement wallon est autorisé à déterminer le recours à l'emprunt en fonction de l'état de la trésorerie du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie. Le total des emprunts autorisés sous le couvert de la garantie régionale ne pourra en aucun cas excéder 1,6 milliard de francs.

La garantie couvre également les opérations de gestion financière afférentes à ces emprunts. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux opérations de gestion financière des emprunts conclus de 1990 à 1994 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et garantis par la Région.

Art. 31.- Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux emprunts de la Société wallonne des Distributions d'Eau à concurrence d'un montant maximum de 2 milliards de francs pour l'année 1995.

Art. 32.- § 1er. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, jusqu'au 31 décembre 1995, la garantie supplétive de la Région wallonne au remboursement total ou partiel, en principal, intérêts et accessoires, d'emprunts d'aide extraordinaire et comptabilisés comme tels, souscrits auprès du Crédit communal de Belgique par des communes. Cette garantie ne pourra être accordée qu'aux communes qui déposeront un plan de gestion de leurs finances et acceptent, pour en garantir l'exécution, des modalités particulièrement contraignantes de tutelle.

§ 2. Le Gouvernement wallon est autorisé aux mêmes conditions à souscrire des emprunts en vue de prêter aux communes les sommes nécessaires pour assurer la consolidation à long terme des charges des emprunts d'aide extraordinaire garantis par la Région wallonne de 1981 à 1984.

§ 3. Les garanties supplétives accordées en vertu du présent article ne peuvent dépasser un montant global de 12 milliards de francs.

Art. 33.- Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux emprunts contractés par les agriculteurs et les sociétés agricoles pour les investissements en agriculture et horticulture dans le cadre du fonds d'investissement agricole, pour un montant total de 3,3 milliards de francs en 1995.

Art. 34.- Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région aux emprunts de la Société régionale wallonne des Transports relatifs aux investissements d'exploitation, y compris les opérations effectuées au titre de locataire d'autobus et/ou de matériel, pour un montant maximum de 1.200 millions de francs.

Art. 35.- Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région, à concurrence d'un montant maximum de 500 millions de francs, pour les emprunts concernant les constructions hospitalières et médico-sociales dans le cadre d'une convention type entre la Région wallonne et les institutions financières.

CHAPITRE 4.

Octroi d'avances.

Art. 36.- Le Ministre-Président et les Membres du Gouvernement wallon peuvent consentir des avances sur les interventions financières de la Région dans les dépenses afférentes :

1° aux travaux d'épuration d'eaux usés et de remembrement.

Ces avances ne peuvent excéder :

- a) 30 % du montant des marchés attribués d'une valeur inférieure à 50 millions de francs;
- b) 25 % du montant des marchés attribués d'une valeur comprise entre 50 et 200 millions de francs;
- c) 20 % du montant des marchés attribués d'une valeur supérieure à 200 millions de francs.

Le montant de l'intervention de la Région déterminé lors de la désignation de l'adjudicataire sert de référence au calcul de l'avance.

Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire à la réception, par l'administration, de l'ordre de commencer les travaux.

2° Aux travaux exécutés dans le cadre d'une opération de rénovation rurale ou urbaine.

a) Ces avances ne peuvent excéder 20 % de la subvention calculée sur base du montant du marché adjudgé. Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire à la réception, par la Région, de l'ordre de commencer les travaux.

b) Une avance préalable, fixée forfaitairement à 5 % de la subvention calculée sur base de l'estimation du marché, peut être consentie pour les études d'avant-projet et de projet. Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire après approbation, par la Région, de l'estimation du marché lors de la présentation de l'avant-projet.

Art. 37.- Le Gouvernement wallon est autorisé à intervenir, dans la limite des crédits inscrits à l'allocation de base 63.05 du programme 04 de la section 14, auprès des communes frappées de calamités afin de leur permettre d'accorder aux sinistrés des avances récupérables dans l'attente de l'intervention du Fonds des Calamités.

CHAPITRE 5.

Section particulière.

Art. 38.- Par dérogation à l'article 16 de la loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les dispositions des articles 1er et 5 de cette même loi ne sont pas d'application pendant l'année 1995 à l'égard des fonds constituant le Titre IV du tableau annexé au présent décret.

Art. 39.- Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau annexé au présent décret est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui en ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 40.- Sur les fonds des sections 31 et 34 figurant au Titre IV du tableau annexé au présent décret, aucun engagement nouveau ne pourra être pris en 1995.

Art. 41.- Le Ministre ayant le budget dans ses attributions peut engager, au-delà des recettes disponibles des articles 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA) et 60.02.A.03 (FSE) de la section 10 de la partie I du Titre IV, des dépenses escomptées à concurrence des montants d'intervention décidés par la C.E.E.

CHAPITRE 6.

Entreprises régionales.

Art. 42.- Est approuvé le budget de l'Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau de l'année 1995 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.435,3 millions de francs pour les recettes et à 1.435,3 millions de francs pour les dépenses.

Art. 43.- Par dérogation à l'article 116 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau.

Art. 44.- Est approuvé le budget de l'Office régional wallon des Déchets de l'année 1995 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 2.994,1 millions de francs pour les recettes et à 2.994,1 millions de francs pour les dépenses.

Art. 45.- Par dérogation à l'article 116 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office régional wallon des Déchets.

CHAPITRE 7.

Service régional à gestion séparée.

Art. 46.- Est approuvé le budget de l'Agence wallonne à l'Exportation de l'année 1995 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.050,9 millions de francs pour les recettes et à 944,3 millions de francs pour les dépenses.

CHAPITRE 8.

Organismes d'intérêt public.

Art. 47.- Est approuvé le budget du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompes d'eau souterraine de l'année 1995 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 52,9 millions de francs pour les recettes et à 52,9 millions de francs pour les dépenses.

Art. 48.- Est approuvé le budget de l'Office wallon de Développement rural de l'année 1995 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 842,0 millions de francs pour les recettes et à 842,0 millions de francs pour les dépenses.

Art. 49.- Le Ministre qui a le Remembrement dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office wallon de Développement rural.

CHAPITRE 9.

Dispositions diverses.

Art. 50.- Le Gouvernement wallon est autorisé, jusqu'au 31 décembre 1997, à prendre en charge les intérêts des emprunts souscrits auprès du Crédit communal de Belgique ou d'organismes financiers agréés par le Gouvernement wallon par des communes frappées de calamités en 1993, afin de leur permettre d'accorder aux sinistrés des avances récupérables de première nécessité dans l'attente de l'intervention du Fonds des Calamités.

Cette prise en charge pourra porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 400 millions de francs, en ce compris les prêts consentis en 1994.

Art. 51.- Les soldes et encours au 31 décembre 1994 à l'article 60.01.A de la section 10 de la section particulière, partie II, sont transférés au crédit variable 60.01, programme 01 de la section 11.

Art. 52.- Les soldes et encours au 31 décembre 1994 aux articles 60.02.A, 60.07.A et 60.09.A de la section 10 de la section particulière, partie II, sont transférés au crédit variable 01.01, programme 05 de la section 12.

Art. 53.- Les soldes et encours au 31 décembre 1994 à l'article 60.05.A.01 de la section 10 de la section particulière, partie I, sont transférés au crédit variable 01.02, programme 01 de la section 13.

Art. 54.- L'encours au 31 décembre 1994 à l'article 60.05.A.02 de la section 10 de la section particulière, partie I, est transféré à l'allocation de base 73.01, programme 01 de la section 13.

Le solde éventuel à la même date est annulé.

Art. 55.- Les soldes et encours au 31 décembre 1994 à l'article 60.05.A.03 de la section 10 de la section particulière, partie I, sont transférés au crédit variable 01.03, programme 01 de la section 13.

Art. 56.- L'encours au 31 décembre 1994 à l'article 60.05.A.04 de la section 10 de la section particulière, partie I, est transféré à l'allocation de base 73.01, programme 01 de la section 13.

Le solde éventuel à la même date est annulé.

Art. 57.- L'encours au 31 décembre 1994 à l'article 60.04.A de la section 10 de la section particulière, partie II, est transféré à l'allocation de base 70.01, programme 01 de la section 13.

Le solde éventuel à la même date est annulé.

Art. 58.- L'encours au 31 décembre 1994 à l'article 60.04.A de la section 40 de la section particulière, partie II, est transféré à l'allocation de base 63.01, programme 06 de la section 13.

Le solde éventuel à la même date est annulé.

Art. 59.- Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, chaque Ministre peut, dans le cadre de ses compétences et avec l'accord du Ministre du Budget, opérer, au sein de chaque programme concerné, les transferts de crédits nécessaires des allocations de base ordinaires vers les allocations spécifiques créées pour les cofinancements européens.

CHAPITRE 10.

Dispositions finales.

Art. 60.- Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Namur, le 16 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1995

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
	Section 01.			
	<i>Dotation au Conseil régional wallon.</i>			
Programme 01.00	Dotation au Conseil régional wallon	583,0	0	0
	<i>Totaux pour la section 01.</i>	583,0	0	0
	Section 02.			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme.</i>			
Programme 02.00	Subsistance	215,8	0	0
	<i>Totaux pour la section 02.</i>	215,8	0	0
	Section 03.			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scienti- fique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.</i>			
Programme 03.00	Subsistance	158,5	0	0
	<i>Totaux pour la section 03.</i>	158,5	0	0
	Section 04.			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget.</i>			
Programme 04.00	Subsistance	207,1	0	0
	<i>Totaux pour la section 04.</i>	207,1	0	0
	Section 05.			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports.</i>			
Programme 05.00	Subsistance	165,3	0	0
	<i>Totaux pour la section 05.</i>	165,3	0	0
	Section 06.			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre des Travaux publics.</i>			
Programme 06.00	Subsistance	154,4	0	0
	<i>Totaux pour la section 06.</i>	154,4	0	0

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
Section 07.				
<i>Dépenses de cabinet du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé.</i>				
Programme 07.00	Subsistance	161,0	0	0
<i>Totaux pour la section 07.</i>		161,0	0	0
Section 08.				
<i>Dépenses de cabinet du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture.</i>				
Programme 08.00	Subsistance	179,0	0	0
<i>Totaux pour la section 08.</i>		179,0	0	0
Section 09.				
<i>Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux divisions organiques.</i>				
Programme 09.01	Conseil économique et social de la Région wallonne	102,2	0	0
Programme 09.02	Service social	66,0	0	0
<i>Totaux pour la section 09.</i>		168,2	0	0
Section 10.				
<i>Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne.</i>				
Programme 10.01	Gestion générale du personnel du Ministère	5 265,4	0	0
Programme 10.02	Service de la Présidence, secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie ..	83,0	0	0
Programme 10.03	Informatique administrative	284,8	0	0
Programme 10.04	Statistiques régionales	33,2	0	0
Programme 10.05	Direction juridique	5,2	0	0
Programme 10.06	Fonction publique	24,4	0	0
Programme 10.07	Trésorerie, Budget et Finances	65,5	0	0
Programme 10.08	Dette générale	3 713,6	0	0
Programme 10.12	Communication et information	31,0	0	0
<i>Totaux pour la section 10.</i>		9 506,1	0	0

		<i>(En millions de francs)</i>		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
Section 11.				
<i>Economie, emploi et formation professionnelle.</i>				
Programme 11.01	Expansion économique	429,7	5 571,1	5 672,6
	<i>Fonds organique : Fonds de rénovation industrielle (première, deuxième et troisième missions)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	4,1	4,1
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	0	0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	4,1	4,1
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	0	0
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	4,1	4,1
Programme 11.02	Restructuration et développement	544,2	2 350,0	2 350,0
Programme 11.03	Zonings	113,0	977,0	925,0
Programme 11.05	Promotion des investissements étrangers	81,7	0	7,2
Programme 11.06	P.M.E. et Classes moyennes	201,0	2 826,1	2 796,6
Programme 11.07	Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire	860,4	2 067,0	874,8
Programme 11.08	Promotion de l'emploi	197,2	0	0
Programme 11.09	Forem	2 088,7	0	0
	<i>Fonds organique : Fonds budgétaire en matière d'emploi</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	100,0	100,0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	100,0	100,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	100,0	100,0
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	0	0
Programme 11.10	Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge financière est assurée par l'intermédiaire du Forem	8 173,7	0	0
Programme 11.11	Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration	5 137,3	520,6	430,9
Programme 11.13	Formation des salariés et appointés hors Forem	152,5	0	0
Programme 11.14	Forem - Formation	1 796,3	0	0
Programme 11.15	Formation agricole	33,8	0	0
Programme 11.16	Formation des indépendants	756,5	10,0	10,0
<i>Totaux pour la section 11.</i>		20 566,0	14 421,8	13 167,1
Section 12.				
<i>Technologies et recherche.</i>				
Programme 12.01	Energie	22,5	326,0	400,0
Programme 12.02	Recherche	321,0	1 209,7	1 118,9
Programme 12.03	Aides aux entreprises	0	1 329,1	1 435,6

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
Programme 12.05	Fonds d'aide et d'interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies	0	0	0
	<i>Fonds organique : Fonds destiné au financement des aides et des interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	1,3	173,3
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	100,0	100,0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	101,3	273,3
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	101,3	120,4
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	0	152,9
	Totaux pour la section 12.	343,5	2 966,1	3 074,9
	Section 13.			
	Ressources naturelles et environnement.			
Programme 13.01	Forêts	116,8	249,4	247,6
	<i>Fonds organique : Fonds pour la gestion des forêts de l'ancienne «Gruerie d'Arton» (article 7 de la loi domaniale du 26 juillet 1952)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	22,8	22,8
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	10,0	10,0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	32,8	32,8
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	10,0	10,0
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	22,8	22,8
	<i>Fonds organique : Fonds pour la gestion de la forêt d'Herbeumont (article 1er, 16, de la loi domaniale du 1er juillet 1983)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	12,0	12,0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	3,0	3,0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	15,0	15,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	3,2	3,2
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	11,8	11,8
Programme 13.02	Conservation de la nature	111,0	143,5	135,6
Programme 13.03	Environnement	694,1	0	1,0
	<i>Fonds organique : Fonds pour la gestion des déchets (décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	1 014,1	1 086,9
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	1 575,0	1 575,0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	2 589,1	2 661,9
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	2 589,1	2 589,1
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	0	72,8
Programme 13.04	Ressources du sous-sol	48,8	1,5	23,2
Programme 13.05	Eau (contrôle, gestion et production)	2 497,8	706,7	932,9
	<i>Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux potabilisables (décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	390,0	470,0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	1 500,0	1 500,0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	1 890,0	1 970,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	1 200,0	200,0
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	690,0	1 770,0
	<i>Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux souterraines (décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	50,0	50,0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	50,0	50,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	50,0	20,0
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	0	30,0

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
Programme 13.06	Protection des eaux contre la pollution	879,2	2 215,9	376,9
	<i>Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux de surface (décret du 30 avril 1990 sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	- 2 477,4	1 514,8
	<i>Recettes nettes de l'année en cours</i>	0	1 507,0	1 507,0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	- 970,4	3 021,8
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	1 568,1	1 965,9
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	- 2 538,5	1 055,9
Programme 13.08	Contrôle des pollutions	86,8	39,7	39,4
Programme 13.09	Prévention des pollutions	32,7	0	0
Programme 13.10	Chasse, pêche et pisciculture	26,5	56,0	34,9
	<i>Totaux pour la section 13.</i>	4 493,7	8 833,1	6 579,7
	<i>Section 14.</i>			
	<i>Pouvoirs locaux.</i>			
Programme 14.01	Tutelle	38,4	0	0
Programme 14.02	Financement général des communes	34 067,3	100,0	100,0
Programme 14.03	Financement général des provinces	4 205,7	0	0
Programme 14.04	Travaux subsidiés et infrastructures sportives	2 327,3	3 405,4	2 339,2
	<i>Totaux pour la section 14.</i>	40 638,7	3 505,4	2 439,2
	<i>Section 15.</i>			
	<i>Aménagement du territoire et logement.</i>			
Programme 15.01	Aménagement du territoire et urbanisme	68,0	158,0	178,4
Programme 15.02	Rénovation urbaine et sites d'activité économique désaffectés	32,5	906,0	674,5
	<i>Fonds organique : Fonds de rénovation des sites wallons (loi du 27 juin 1978)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1995</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	0	0
	<i>Disponible pour l'année 1995</i>	0	0	0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	0	0
	<i>Solde au 31 décembre 1995</i>	0	0	0
Programme 15.03	Rénovation rurale et remembrement	744,7	215,0	179,5
Programme 15.04	Logement : secteur privé	2 944,0	860,0	676,0
Programme 15.05	Logement : secteur public	5 418,0	1 105,4	1 200,4
Programme 15.06	Monuments, sites et fouilles	227,2	727,0	733,0
	<i>Totaux pour la section 15.</i>	9 434,4	3 971,4	3 641,8
	<i>Section 16.</i>			
	<i>Relations extérieures.</i>			
Programme 16.01	Commerce extérieur	322,9	0	0

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
Programme 16.02	Promotion de la Région au niveau international	143,0	87,0	124,9
<i>Totaux pour la section 16.</i>		465,9	87,0	124,9
<i>Section 17.</i>				
<i>Action sociale et santé.</i>				
Programme 17.01	Santé	1 329,7	1 460,0	870,0
Programme 17.02	Santé mentale	607,5	0	0
Programme 17.03	Action sociale	343,0	0	0
Programme 17.04	Famille	2 430,8	75,0	32,0
Programme 17.05	Personnes âgées	14,1	520,0	282,0
Programme 17.06	Personnes handicapées	9 594,5	161,0	111,0
Programme 17.07	Intégration sociale des immigrés	38,7	0	0
<i>Totaux pour la section 17.</i>		14 358,3	2 216,0	1 295,0
<i>Section 18.</i>				
<i>Tourisme.</i>				
Programme 18.01	Tourisme	486,2	513,1	460,5
<i>Totaux pour la section 18.</i>		486,2	513,1	460,5
<i>Section 50.</i>				
<i>Secrétariat général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.</i>				
Programme 50.01	Gestion générale du personnel du Ministère	5 104,6	0	0
Programme 50.02	Frais de fonctionnement et prestations de tiers	130,1	0	0
Programme 50.03	Gestion immobilière et bâtiments	986,2	0	0
Programme 50.04	Implantation immobilière	411,3	302,0	289,5
Programme 50.05	Équipement et fournitures	308,3	0	0
Programme 50.06	Gestion informatique du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ...	304,9	0	0
<i>Totaux pour la section 50.</i>		7 245,4	302,0	289,5
<i>Section 51.</i>				
<i>Réseau routier de la Région.</i>				
Programme 51.01	Construction du réseau	1 576,6	2 953,4	3 647,0

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
Programme 51.02	Maintenance et entretien du réseau	71,8	3 638,7	2 870,0
	<i>Fonds organique : Fonds du trafic et des avaries (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>			
	Solde au 1er janvier 1995	0	163,9	222,9
	Recettes de l'année en cours	0	160,0	160,0
	Disponible pour l'année 1995	0	323,9	382,9
	Dépenses à charge du Fonds	-0	160,0	160,0
	Solde au 31 décembre 1995	0	163,9	222,9
	Totaux pour la section 51.	1 648,4	6 752,1	6 677,0
	Section 52.			
	<i>Voies hydrauliques de la Région.</i>			
Programme 52.01	Investissements sur les voies hydrauliques, aux ports et voies d'accès, ainsi qu'aux barrages et réservoirs	10,3	1 599,5	1 608,1
Programme 52.02	Maintenance et entretien des voies hydrauliques	30,4	809,7	690,2
	<i>Fonds organique : Fonds du trafic et des avaries (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>			
	Solde au 1er janvier 1995	0	270,0	289,2
	Recettes de l'année en cours	0	198,0	198,0
	Disponible pour l'année 1995	0	468,0	487,2
	Dépenses à charge du Fonds	0	198,0	198,0
	Solde au 31 décembre 1995	0	270,0	289,2
Programme 52.03	Promotion de la navigation intérieure	5,3	0	0
	Totaux pour la section 52.	46,0	2 607,2	2 496,3
	Section 53.			
	<i>Services techniques.</i>			
Programme 53.01	Electricité - Routes - Construction	0	429,2	469,1
Programme 53.02	Electricité - Routes - Entretien	0	1 356,3	1 226,8
Programme 53.03	Electricité - Voies hydrauliques - Construction	0	55,0	35,5
Programme 53.04	Electricité - Voies hydrauliques - Entretien	0	324,4	267,8
Programme 53.05	Réseau de télécommunication - Construction	0	192,0	161,5
Programme 53.06	Réseau de télécommunication - Entretien	0	208,0	202,2
Programme 53.07	Intégration paysagère	0	52,0	30,0
Programme 53.08	Cartographie	56,5	0	10,0
Programme 53.09	Équipement du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports	350,1	0	0
	<i>Fonds organique : Fonds des études techniques (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>			
	Solde au 1er janvier 1995	0	31,5	33,0
	Recettes de l'année en cours	0	20,0	20,0
	Disponible pour l'année 1995	0	51,5	53,0
	Dépenses à charge du Fonds	0	20,0	20,0
	Solde au 31 décembre 1995	0	31,5	33,0
	Totaux pour la section 53.	406,6	2 636,9	2 422,9

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
<i>Section 54.</i>				
<i>Transports.</i>				
Programme 54.01	Transport urbain et interurbain	8 275,3	768,0	721,3
Programme 54.02	Aéroports et aérodromes régionaux	143,0	657,4	778,6
Programme 54.03	Navigation intérieure	5,2	0	0
Programme 54.04	Promotion et coordination des transports	14,2	41,5	22,1
Programme 54.05	Transports scolaires	779,5	0	0
<i>Totaux pour la section 54.</i>		9 217,2	1 466,9	1 522,0
TOTAUX GENERAUX.		120 848,7	50 279,0	44 190,8

TITRE IV.- SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Solde au 1er janvier 1995	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1995
		PARTIE I.				
		Opérations alimentées par des recettes courantes.				
		<i>Section 10.</i>				
AN	60 02 A	01. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.E.D.E.R.	800,0	3 400,6	3 400,6	800,0
AN		02. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.E.O.G.A.	38,5	227,5	263,5	2,5
AN		03. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.S.E.	54,9	12,0	19,3	47,6
AN		04. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par les Communautés européennes dans le cadre du P.D.I.	18,0	0	6,6	11,4
TA	60 03 C	Fonds de gestion du patrimoine immobilier régional non destiné à l'administration	0	13,0	12,0	1,0
LU	60 04 C	Fonds piscicole (loi du 1er juillet 1954)	8,1	34,1	41,6	0,6
		<i>Totaux pour la section 10.</i>	919,5	3 687,2	3 743,6	863,1
		<i>Section 31.</i>				
AN	66 08 A	Fonds destiné à assurer l'engagement et l'ordonnement des dépenses en matière de crédits parallèles	5,7	0	0	5,7
		<i>Totaux pour la section 31.</i>	5,7	0	0	5,7
		<i>Section 34.</i>				
CO	60 01 A	01. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal N° 1 du 18 avril 1967).- Secteur Affaires économiques	48,2	0	0,2	48,0
		<i>Totaux pour la section 34.</i>	48,2	0	0,2	48,0
		Totaux pour le Titre IV, partie I.	973,4	3 687,2	3 743,8	916,8
		PARTIE II.				
		Opérations alimentées par des recettes en capital.				
		<i>Section 10.</i>				
LU	60 03 A	Intervention en vue de créer des réserves foncières, soit par acquisition, soit par subsides aux organismes publics et pouvoirs subordonnés, soit par avances récupérables à ces mêmes organismes et pouvoirs	3,5	0	0	3,5
CO	60 05 A	Fonds destiné à l'indemnisation des expropriations réalisées dans le cadre des lois d'expansion économique	74,8	4,0	0,1	78,7
		<i>Totaux pour la section 10.</i>	78,3	4,0	0,1	82,2
		<i>Section 33.</i>				
LU	63 01 A	Fonds destiné à l'octroi d'avances récupérables à l'Office wallon de Développement rural en vue de l'exécution des articles 56 et 57 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux et de l'article 76 de la loi du 12 juillet 1976 relative au remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure	33,9	0	0	33,9
		<i>Totaux pour la section 33.</i>	33,9	0	0	33,9

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Solde au 1er janvier 1995	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1995
		<i>Section 34.</i>				
CO	60 01 A	01. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Affaires économiques (lois d'expansion)	90,8	0	90,8	0
CO		03. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Travaux publics	100,3	0	95,9	4,4
CO		06. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Affaires économiques, restructurations.- Mise en œuvre par l'Exécutif de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962	103,4	0	103,4	0
		(Les dépenses à charge de ce sous-littéra peuvent être payées par ouverture de crédit, en application de l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 sur la Cour des Comptes.)				
		<i>Totaux pour la section 34.</i>	294,5	0	290,1	4,4
		<i>Section 38.</i>				
LU	60 78 A	Fonds destiné à la lutte contre les nuisances dans la Région wallonne	56,2	0	0	56,2
		<i>Totaux pour la section 38.</i>	56,2	0	0	56,2
		<i>Section 40.</i>				
LU	60 01 A	Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal N° 1 du 18 avril 1967)	62,4	0	0	62,4
		<i>Totaux pour la section 40.</i>	62,4	0	0	62,4
		Totaux pour le Titre IV, partie II.	525,3	4,0	290,2	239,1
		TOTAUX POUR LE TITRE IV.	1 498,7	3 691,2	4 034,0	1 155,9

TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	(En millions de francs)	
				Crédits d'engage- ment	Crédits dissociés Crédits d'ordon- nancement
		ENTREPRISE REGIONALE DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION D'EAU.			
		DEPENSES.			
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>			
LU	11.03	Rémunérations et allocations du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	130,0	—	—
LU	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	4,0	—	—
LU	12.01	Fourniture de biens et de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions à l'entreprise régionale, y compris redevance et taxe relatives à l'application des décrets du 30 avril 1990	154,6	—	—
LU	12.02	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux)	1,7	—	—
LU	12.05	Taxe et redevance en application des décrets du 30 avril 1990	112,5	—	—
LU	21.01	Intérêts à payer	0	—	—
LU	33.01	Indemnités diverses à des tiers résultant de la responsabilité de l'entreprise	1,0	—	—
LU	41.01	Transfert à la trésorerie régionale	0	—	—
LU	03.01	Alimentation du fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	0	—	—
LU	03.02	Alimentation du fonds de réserve	122,8	—	—
LU	03.03	Alimentation du fonds de renouvellement	31,9	—	—
LU	03.04	Alimentation du fonds d'amortissement	63,9	—	—
		<i>Totaux pour la section I.</i>	622,4	—	—
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>			
LU	71.01	Achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise ...	—	0	0
LU	73.01	Dépenses relatives à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais	—	162,9	417,5
LU	73.02	01. Travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau, y compris les grands travaux hydrauliques	—	150,0	138,3
LU		02. Travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau.- Application du décret du 30 avril 1993 relatif au calcaire carbonifère	—	162,0	55,0
LU	73.20	Travaux d'amélioration et entretiens extraordinaires, y compris application des décrets du 30 avril 1990	—	130,0	184,1
LU	74.01	Achat de machines, mobilier, matériel, y compris moyens de transport	—	20,0	18,0
		<i>Totaux pour la section II.</i>	0	624,9	812,9
		<i>Totaux pour les dépenses.</i>	622,4	624,9	812,9

TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Droits constatés	
		RECETTES.		
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>		
LU	16.01	Vente d'eau et d'électricité	475,6	
LU	16.02	Produits en relation avec les missions spécifiques de l'entreprise	0,6	
LU	16.04	Produits divers	1,2	
LU	08.01	01. Intervention financière de la Région wallonne : fonctionnement	0	
LU		02. Intervention financière de la Région wallonne en application des décrets du 30 avril 1990	0	
LU	08.02	Subvention de la Région wallonne pour risques et charges à l'égard de tiers .	0	
LU	08.03	01. Intérêts des fonds placés	21,2	
LU		02. Prélèvement sur le fonds d'amortissement	122,8	
LU		03. Prélèvement sur le fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	1,0	
		<i>Total pour la section I.</i>	622,4	
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>		
LU	08.04	01. Intervention financière de la Région wallonne	400,0	
LU		02. Intervention financière de la Région wallonne en application des décrets du 30 avril 1990	55,0	
LU	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0	
LU	08.06	Prélèvement sur le fonds de renouvellement	61,4	
LU	08.07	Prélèvement sur le fonds de réserve	296,5	
		<i>Total pour la section II.</i>	812,9	
		<i>Total pour les recettes.</i>	1 435,3	

TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	(En millions de francs)		
			Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
		OFFICE REGIONAL WALLON DES DECHETS.			
		DEPENSES.			
		Section I.- Opérations courantes.			
LU	11.03	Rémunérations et allocations du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale et des cellules "technologies propres" et "produits propres"	p.m.	—	—
LU	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	p.m.	—	—
LU	12.01	Etudes, fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de l'entreprise régionale	—	27,0	37,0
LU	12.02	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux)	p.m.	—	—
LU	12.03	Etudes, fourniture de biens, services et prestations intellectuelles, ainsi que relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions	25,0	—	—
LU	12.04	Collectes de déchets spéciaux et matières récupérables	—	145,0	145,0
LU	12.05	Fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions des cellules "technologies propres" et "produits propres"	—	0	0
LU	12.07	Fourniture de biens et services liés à la gestion informatique des informations concernant le transfert et l'élimination de déchets (crédits non limitatifs)	—	4,0	12,0
LU	12.08	Frais de perception de la taxe sur les déchets ménagers (crédits non limitatifs)	45,0	—	—
LU	14.01	Frais exceptionnels de traitement, de transfert ou d'élimination de déchets, avancés par la Région en vertu des articles 16, 21 ou 28 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets	—	0	0
LU	21.01	Intérêts de la dette	0	—	—
LU	30.01	Subventions au secteur autre que public en matière de gestion des déchets	—	7,0	8,8
LU	32.01	Frais de fonctionnement de la SPAQUE (crédits non limitatifs)	60,0	—	—
LU	33.01	Indemnités diverses à des tiers résultant de la responsabilité de l'entreprise	0	—	—
LU	43.01	Subventions aux pouvoirs subordonnés pour l'amélioration en matière de gestion des déchets	125,0	—	—
LU	43.03	Subsides en faveur des communes et des intercommunales s'inscrivant dans une politique de traitement des déchets (crédits non limitatifs)	—	697,0	697,0
LU	03.01	Alimentation du fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	0	—	—
LU	03.02	Alimentation du fonds de renouvellement	0	—	—
LU	03.03	Alimentation du fonds d'amortissement	0	—	—
LU	03.04	Alimentation du fonds de réserve	0	—	—
		Totaux pour la section I.	255,0	880,0	899,8

TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>			
LU	50.02	Subventions au secteur autre que public en faveur de la protection de l'environnement	—	0	0
LU	51.01	Avances à des tiers en matière d'intervention régionale concernant les mesures de réhabilitation	—	400,0	0
LU	60.01	Subventions au secteur public en faveur de la protection de l'environnement et du traitement des déchets	—	1 655,0	1 722,3
LU	71.01	Achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise ...	—	0	0
LU	73.01	Dépenses relatives à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais	—	0	0
LU	74.06	Achat de machines, mobilier, matériel, y compris moyens de transport	4,0	—	—
LU	81.01	Apports de capitaux et avances récupérables en matière d'environnement et de traitement de déchets	—	580,0	113,0
LU	91.02	Apports de capitaux et avances récupérables en matière d'environnement et de traitement de déchets	—	0	0
LU	91.01	Amortissement de la dette	0	—	—
		<i>Totaux pour la section II.</i>	4,0	2 635,0	1 835,3
		<i>Totaux pour les dépenses.</i>	259,0	3 515,0	2 735,1

TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	L I B E L L E S	Droits constatés
		RECETTES.	
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>	
LU	16.01	Vente de services	0
LU	16.02	Produits divers	0
LU	06.01	Prélèvement sur le Fonds pour la gestion des déchets	2 509,1
LU	06.02	Dotation de la Région wallonne pour risques et charges à l'égard de tiers	0
LU	06.03	01. Intérêts des fonds placés	0
LU		02. Prélèvement sur le fonds d'amortissement	0
LU		03. Prélèvement sur le fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	0
		<i>Total pour la section I.</i>	2 509,1
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>	
LU	96.01	Produit des emprunts	0
LU	08.04	Dotation de la Région wallonne	485,0
LU	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0
LU	08.06	Prélèvement sur le fonds de renouvellement	0
LU	08.07	Prélèvement sur le fonds de réserve	0
		<i>Total pour la section II.</i>	485,0
		<i>Total pour les recettes.</i>	2 994,1

TITRE VI.- SERVICE REGIONAL A GESTION SEPARÉE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	
		AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION — AWEX	
		SECTION I.- OPERATIONS COURANTES.	
		A. Recettes.	
CO	16.01	Remboursement de prestations de services	10,0
CO	16.02	Produits divers	213,5
CO	06.01	Intervention de la Région wallonne	133,7
CO	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1994, y compris le solde disponible du Fonds du commerce extérieur	418,5
		<i>Total pour les recettes.</i>	775,7
		B. Dépenses.	
CO	11.03	Rémunérations et allocations du personnel contractuel de l'agence régionale	16,0
CO	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel contractuel de l'agence régionale	1,6
CO	12.02	Fourniture de biens et services pour la réalisation des missions de l'AWEX, notamment frais de missions, participation à des foires, séminaires, colloques, réunions, relations publiques, documentation, expertises, études, etc.	234,0
CO	12.03	Frais de fonctionnement des représentations à l'étranger	250,0
CO	30.01	Subvention pour favoriser le commerce extérieur ainsi que l'investissement à l'étranger	57,0
CO	30.02	Subventions Fonds du commerce extérieur, formation, bureaux multi-secto- riels, portage des PME, partenariat économique et programme FEDER (objectifs 2 et 5B)	163,0
		<i>Total pour les dépenses.</i>	721,6
		C. Transferts.	
		D. Crédit provisionnel.	
CO	11.05	Provision pour indexation des traitements, coût de la programmation socia- le	0
		<i>Total pour le crédit provisionnel.</i>	0
		E. Solde.	
		Recettes	775,7
		Dépenses	721,6
		Crédit provisionnel	0
		<i>Total pour le solde.</i>	54,1

TITRE VI.- SERVICE REGIONAL A GESTION SEPARÉE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	
		SECTION II.- OPERATIONS DE CAPITAL.	
		<i>A. Recettes.</i>	
CO	81.01	Remboursement de prêts, d'apports de capitaux, d'avances	3,0
CO	06.01	Intervention de la Région wallonne	189,2
CO	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1994, y compris le solde disponible du Fonds du commerce extérieur	83,0
CO	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0
		<i>Total pour les recettes.</i>	275,2
		<i>B. Dépenses.</i>	
CO	71.01	Achat ou aménagement de terrains et bâtiments en rapport avec les missions de l'agence	0
CO	74.06	Achat de machines, mobiliers, matériels, y compris moyens de transport ...	4,2
CO	81.01	Prêts remboursables, avances récupérables, apports de capitaux en vue de fa- ciliter le commerce extérieur ainsi que l'investissement à l'étranger	61,0
CO	81.02	Prêts Fonds du commerce extérieur, lignes de crédit, prises de participation dans le capital, actions partenariat et Fonds du commerce extérieur ex- tension	157,5
		<i>Total pour les dépenses.</i>	222,7
		<i>C. Transferts.</i>	
		<i>D. Solde.</i>	
		Recettes	275,2
		Dépenses	222,7
		Solde	0
		<i>Total pour le solde.</i>	52,5
		SECTION III.- OPERATIONS POUR ORDRE.	
		<i>A. Recettes.</i>	
		1. Fonds de tiers	0
		2. Fonds de trésorerie	0
		<i>Total pour les recettes.</i>	0
		<i>B. Dépenses.</i>	
		1. Fonds de tiers	0
		2. Fonds de trésorerie	0
		<i>Total pour les dépenses.</i>	0
		<i>C. Solde.</i>	

TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1995	1994	1993
			par article	présumées	effectuées
		FONDS WALLON D'AVANCES POUR LA REPARATION DES DOMMAGES PROVOQUES PAR LES PRISES ET POMPAGES D'EAU SOUTERRAINE.			
		4. RECETTES.			
LU	411.05	Remboursements d'avances	22,0	—	—
LU	411.07	Produits des contributions	—	—	—
LU	413.01	Intérêts sur placements	9,0	—	—
LU	442.01	Emprunts	—	—	—
LU	460.05	Prélèvement sur fonds de réserve	21,9	—	—
		TOTAUX POUR LES RECETTES.	52,9	—	—
		5. DEPENSES.			
LU	511.08	Indemnités de gestion	0,1	—	—
LU	513.02	Frais de déplacements	0,1	—	—
LU	522.01	Frais de bureau	0,2	—	—
LU	524.01	Frais d'expertises	0,5	—	—
LU	524.02	Frais d'hypothèques	0,5	—	—
LU	524.03	Frais de justice	1,0	—	—
LU	525.01	Intérêts d'emprunts	—	—	—
LU	540.01	Frais d'études et d'essais géotechniques	20,0	—	—
LU	540.02	Versement d'avances	30,0	—	—
LU	560.01	Remboursement d'emprunts	—	—	—
LU	560.02	Remboursement de contributions	0,5	—	—
LU	560.05	Consolidation des fonds de réserve	—	—	—
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.	52,9	—	—

TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1995	1994	1993
			par article	présumées	effectuées
		OFFICE WALLON DE DEVELOPPEMENT RURAL.			
		4. RECETTES.			
		<i>Chapitre 41.</i>			
		<i>Produits résultant de l'exercice des missions de l'Office.</i>			
LU	411.01	Produits résultant de la propriété de biens immobiliers acquis dans le cadre de l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement	2,2	2,2	1,1
LU	411.02	Produits résultant de la propriété de biens acquis dans le cadre de la politique foncière	—	—	—
LU	411.03	Récupération de frais de surveillance, de contrôle et d'études	13,4	12,0	5,5
LU	411.04	Conventions conclues dans le cadre du développement rural	7,5	6,0	2,4
LU	411.05	Récupération de paiements indus	—	—	0,1
LU	411.06	Loyers d'immeubles	3,6	4,4	2,4
LU	411.07	Ventes de plans et cahiers des charges	0,1	0,1	0,1
LU	411.09	Intervention des membres du personnel dans la charge des avantages chèques-repas	3,6	3,5	2,9
LU	412.01	Ventes de publications	—	—	—
LU	413.01	Intérêts sur placements	3,0	3,0	6,1
LU	414.01	Produits divers	—	—	0,8
		<i>Totaux pour le chapitre 41.</i>	33,4	31,2	21,4
		<i>Chapitre 42.</i>			
		<i>Recettes avec affectation spéciale.</i>			
LU	420.01	Intervention de la Région wallonne dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement.- Part subsidiable .	131,1	100,2	147,0
LU	420.02	Intervention de la Région wallonne dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement.- Part non subsidiable avancée	50,3	118,6	124,4
LU	420.03	Intervention de la Région wallonne dans l'acquisition de biens immobiliers consécutive à l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement.- Avances	11,0	20,5	17,0
		<i>Totaux pour le chapitre 42.</i>	192,4	239,3	288,4
		<i>Chapitre 43.</i>			
		<i>Produits de la vente d'objets patrimoniaux.</i>			
LU	430.01	Immeubles	—	0,4	0,1
LU	430.02	Mobilier	—	—	—
LU	430.03	Machines et matériel	—	—	—

TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1995	1994	1993
			par article	présumées	effectuées
LU	430.04	Véhicules automobiles	—	—	—
LU	430.05	Récupération de garanties	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 43.</i>	—	0,4	0,1
		<i>Chapitre 44.</i>			
		<i>Recettes financières patrimoniales.</i>			
LU	444.01	Remboursement sur avances récupérables accordées au personnel	—	—	—
LU	444.02	Remboursement sur prêts accordés aux comités de remboursement en vue du règlement de leurs soldes créditeurs	27,6	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 44.</i>	27,6	—	—
		<i>Chapitre 45.</i>			
		<i>Intervention de la Région wallonne.</i>			
LU	450.01	Dotation de fonctionnement pour les dépenses courantes	486,2	456,6	387,7
LU	450.02	Dotation de fonctionnement pour les dépenses de capital	11,8	12,2	13,0
LU	450.03	Politique foncière	—	—	3,0
		<i>Totaux pour le chapitre 45.</i>	498,0	468,8	403,7
		<i>Chapitre 49.</i>			
		<i>Recettes pour ordre.</i>			
LU	490.01	Produits résultant de la récupération des avances consenties pour des dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remboursement, à rembourser à la Région wallonne	58,0	102,5	48,0
LU	490.02	Produits résultant de la revente ou de la réattribution de biens immobiliers acquis dans le cadre du droit de préemption prévu en matière de remboursement, à rembourser à la Région wallonne	10,1	17,3	5,5
LU	490.03	Fonds européens	22,5	—	23,2
		<i>Totaux pour le chapitre 49.</i>	90,6	119,8	76,7
		TOTAUX POUR LES RECETTES.	842,0	859,5	790,3
		5. DÉPENSES.			
		<i>Chapitre 51.</i>			
		<i>Dépenses de personnel.</i>			
LU	511.01	Rémunération du personnel définitif	302,5	278,8	241,1
LU	511.02	Rémunération du personnel contractuel	21,7	24,8	18,0
LU	511.03	Charges de pensions	68,8	63,4	56,4
LU	511.04	Charges sociales dérivant de la législation sociale - part patronale	46,1	43,5	38,3

TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1995	1994	1993
			par article	présumées	effectuées
LU	511.05	Charges sociales ne dérivant pas de la législation sociale - part patronale ...	0,2	0,2	—
LU	511.06	Service social	2,1	2,1	2,1
LU	511.07	Formation professionnelle	3,1	3,1	—
LU	511.09	Charge des avantages chèques-repas	14,8	13,6	12,2
LU	511.10	Honoraires forfaitaires	0,2	0,9	0,6
LU	512.01	Indemnités aux membres du comité de coordination	0,2	0,3	0,2
LU	513.02	Représentation et déplacements	10,5	8,3	7,0
		<i>Totaux pour le chapitre 51.</i>	470,2	439,0	375,9
		<i>Chapitre 52.</i>			
		<i>Paiements à des tiers pour prestations, fournitures, etc.</i>			
LU	521.01	Loyers des locaux et charges complémentaires	3,6	3,1	2,9
LU	521.02	Location de matériel et de mobilier	0,9	1,4	1,1
LU	521.03	Entretien et réparations des locaux	3,8	3,8	3,7
LU	521.04	Entretien et réparation du matériel, du mobilier et des véhicules : a) matériel et mobilier	4,5	5,1	4,0
		b) véhicules	0,3	0,3	0,3
LU	521.05	Assurances	0,5	0,5	5,0
LU	521.06	Impôts et taxes	3,2	3,3	3,4
LU	521.07	Consommations diverses (combustibles, énergie électrique, etc.)	3,2	3,0	3,0
LU	521.09	Divers	—	—	—
LU	522.01	Frais de bureau généralement quelconques : a) fournitures de bureau	5,2	5,2	7,4
		b) téléphone, fax et mobilophone	1,2	1,0	—
		c) affranchissement du courrier	0,6	0,8	—
		d) périodiques	0,5	0,4	—
		e) divers	0,1	0,2	—
LU	523.01	Frais de publications et de publicité	2,0	1,4	1,3
LU	524.01	Frais de contentieux	0,2	0,2	—
LU	525.01	Frais de gestion financière	0,1	0,1	0,1
LU	526.01	Frais de transport	—	—	0,1
LU	526.09	Divers	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 52.</i>	29,9	29,8	32,3
		<i>Chapitre 53.</i>			
		<i>Paiements à des tiers par suite de l'exercice par l'organisme de ses missions.</i>			
LU	533.05	Dépenses dans le cadre de la politique foncière	—	—	1,1
LU	533.06	Frais connexes liés au remembrement et au développement rural	11,5	11,0	8,2

TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1995	1994	1993
			par article	présumées	effectuées
LU	533.07	Frais de sous-traitance liés à l'exercice des missions de l'organisme	8,0	8,0	3,7
LU	533.08	Prêts accordés aux comités de remboursement en vue du règlement de leurs soldes créditeurs	27,6	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 53.</i>	47,1	19,0	13,0
		<i>Chapitre 54.</i>			
		<i>Dépenses sur recettes avec affectation spéciale.</i>			
LU	540.01	Interventions dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remboursement	181,4	167,5	116,1
LU	540.02	Dépenses résultant de l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remboursement	10,0	19,5	16,3
LU	540.03	Précompte immobilier afférent aux biens acquis par l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remboursement	1,0	1,0	—
LU	540.09	Interventions dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remboursement approuvées avant le 1er janvier 1993 ..	—	51,3	164,3
		<i>Totaux pour le chapitre 54.</i>	192,4	239,3	296,7
		<i>Chapitre 55.</i>			
		<i>Acquisition de biens patrimoniaux.</i>			
LU	550.01	Bâtiments, terrains, immeubles	4,1	4,3	5,5
LU	550.02	Mobilier	2,2	2,2	1,6
LU	550.03	Machines et matériel	5,5	6,1	5,7
LU	550.04	Véhicules automobiles	—	—	—
LU	550.05	Garanties	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 55.</i>	11,8	12,6	12,8
		<i>Chapitre 56.</i>			
		<i>Opérations financières en principal.</i>			
		<i>(Crédits non limitatifs.)</i>			
LU	560.01	Placements divers	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 56.</i>	—	—	—
		<i>Chapitre 57.</i>			
		<i>Affectation du boni.</i>			
		<i>(Crédits non limitatifs.)</i>			
LU	570.01	Versement à la Région wallonne	—	—	53,5
		<i>Totaux pour le chapitre 57.</i>	—	—	53,5

TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1995	1994	1993
			par article	présumées	effectuées
		<i>Chapitre 59.</i>			
		<i>Dépenses pour ordre.</i>			
		<i>(Crédits non limitatifs.)</i>			
LU	590.01	Remboursement à la Région wallonne des avances consenties pour des dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remboursement	58,0	102,5	—
LU	590.02	Remboursement à la Région wallonne des produits de la vente ou de la réattribution de biens immobiliers acquis dans le cadre du droit de préemption prévu en matière de remboursement	10,1	17,3	—
LU	590.03	Versements pour compte de tiers	22,5	—	19,3
		<i>Totaux pour le chapitre 59.</i>	90,6	119,8	19,3
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.	842,0	859,5	803,5

Vu pour être annexé au décret du 16 décembre 1994.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 218

[F — 27014]

16. DEZEMBER 1994. — Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1995 (*)

Der wallonische Regionalrat hat angenommen und Wir, wallonische Regierung, sanktionieren was folgt :

KAPITEL I.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 1.- Für die Ausgaben der wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1995 werden nicht aufgegliederte Mittel und aufgegliederte Mittel bereitgestellt, gemäß den Programmen, aufgeführt in der diesem Dekret beiliegenden Tabelle und zusammengefaßt in nachfolgender Aufstellung.

Eine Veranschlagung der in 1995 anzurechnenden Ausgaben zu Lasten der variable Mittel wird ebenfalls in dieser Aufstellung erwähnt.

(In Millionen Franken)

	Art der Mittel	Verpflichtungsermächtigungen	Ausgabeermächtigungen
Ministerium der wallonischen Region	Nicht aufgegliederte Mittel	102.285,1	102.285,1
	Aufgegliederte Mittel	30.892,2	25.774,5
	Variable Mittel	5.621,7	5.008,6
Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen	Nicht aufgegliederte Mittel	18.563,6	18.563,6
	Aufgegliederte Mittel	13.387,1	13.029,7
	Variable Mittel	378,0	378,0
Allgemeiner Gesamtbetrag	Nicht aufgegliederte Mittel	120.848,7	120.848,7
	Aufgegliederte Mittel	44.279,3	38.804,2
	Variable Mittel	5.999,7	5.386,6

Art. 2.- Jedem Mitglied der wallonischen Regierung ist es gestattet, im Rahmen seiner Befugnisse, den Anwälten und Gerichtsvollziehern, die für Rechnung der Region vermitteln, Kostenvorschüsse zu gewähren.

Art. 3.- In Abweichung von Artikel 15 des Gesetzes vom 29. Oktober 1846 zur Einrichtung des Rechnungshofes, dürfen den außerordentlichen Rechnungsführern des Ministeriums der wallonischen Region und des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen Geldvorschüsse in Höhe von höchstens 15 Millionen Franken gewährt werden, um die Schuldforderungen, die 200.000 Franken, ohne Mehrwertsteuer, nicht überschreiten, zu zahlen.

Dieser Höchstbetrag wird gebracht auf :

— 30 Millionen Franken für die außerordentlichen Rechnungsführer der Zentraldienststellen der Abteilung für Haushalt und Verwaltungsrechnungsführung des Ministeriums der wallonischen Region und für die außerordentlichen Rechnungsführer der Abteilung Rechnungsführung des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, mit Ausnahme des außerordentlichen Rechnungsführers, beauftragt mit der Zahlung der Entschädigungen, angerechnet zu Lasten der Basiszuwendung 12.04, Programm 01, Abschnitt 10, des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der wallonischen Region,

für den der Betrag des Geldvorschusses auf 50 Millionen Franken festgesetzt wird. Für die Rechnungsführer der auswärtigen Beziehungen und der Investitionen aus dem Ausland wird dieser Betrag auf 15 Millionen je Programm gebracht.

— 140 Millionen Franken für den, mit dem Schülertransport beauftragten, außerordentlichen Rechnungsführer des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zwecks Zahlung der Schuldforderungen bezüglich des Schülertransports, deren Betrag 600.000 Franken, ohne Mehrwertsteuer, nicht überschreitet, und insofern diese Schuldforderungen sich beziehen auf vertraglich festgelegte Aufträge, auf die Wartung der durch den Schülertransportdienst betreuten Fahrzeuge, sowie auf die Zahlung der Schülertransportkosten in Anwendung des Gesetzes vom 15. Juli 1983 zur Errichtung des Schülertransportdienstes.

In dringenden Fällen dürfen die den Auslandsbeziehungen der Region betreffenden Ausgaben, die 200.000 Franken, ohne Mehrwertsteuer, übersteigen und den Basiszuwendungen des Abschnitts 16 und des Abschnitts 11, Programm 05, angerechnet werden, und insofern sie weniger als 500.000 Franken, ohne Mehrwertsteuer, betragen, ebenfalls durch Geldvorschüsse gezahlt werden.

Den außerordentlichen Rechnungsführern der Verwaltung, beauftragt mit der Zahlung der Vorschüsse für Dienstreisekosten, ist es jedoch gestattet, den Beamten, Kabinettsmitgliedern und Sachverständigen, die mit einer Auslandsdienstreise beauftragt sind, die erforderlichen Vorschüsse zu gewähren, ungeachtet der Höhe des Betrages.

Den außerordentlichen Rechnungsführern der Verwaltung ist es außerdem gestattet, unbegrenzt die Beträge zu begleichen, die die Region schuldet infolge der gegen sie verkündeten Urteile oder Verfügungen.

Art. 4.- Die zum Abschluß des Jahres 1995 verfügbaren aufgegliederten Mittel, Verpflichtungsermächtigungen sowie Ausgabeermächtigungen, werden weder auf das Jahr 1996 übertragen noch den für dieses Jahr bereitgestellten Haushaltsmitteln hinzugefügt.

Art. 5.- In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, dürfen die die Schuld betreffenden Basiszuwendungen der Programme 08 des Abschnitts 10, 07 des Abschnitts 11, 05 und 06 des Abschnitts 13, 02 und 04 des Abschnitts 14, 04 und 05 des Abschnitts 15 sowie 01 und 03 des Abschnitts 17 durch den Minister des Haushalts umverteilt werden, ungeachtet des Betrages, zwecks Ergänzung des zur Zahlung der Zinsen der durch die Region abgeschlossenen Anleihen erforderlichen Betrages.

Art. 6.- Der Minister des Haushalts darf dem Schatzamt gestatten, die Ausgaben bezüglich der Schuldenlast zu Lasten der Basiszuwendungen der Programme 08 des Abschnitts 10, 07 des Abschnitts 11, 05 und 06 des Abschnitts 13, 02 und 04 des Abschnitts 14, 04 und 05 des Abschnitts 15 sowie 01 und 03 des Abschnitts 17, mittels Vorschüssen zu zahlen, im Rahmen der Haushaltsmittel und zu Lasten eines nachträglichen Ausgleichs.

* Sitzungsperiode 1994-1995 :

Ratsdokumente 4-IVb (1994-1995), Nr. 1 bis 4.

Ausführlicher Bericht.- Öffentliche Sitzung vom 15. Dezember 1994.- Diskussion.-

Ausführlicher Bericht.- Öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1994.- Diskussion.- Verabschiedung.

Art. 7.- In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, der die Technologie und die Forschung unter seine Befugnisse hat, mit dem Einverständnis des Ministers des Haushalts Haushaltsmittelübertragungen vornehmen zwischen den Basiszuwendungen 01.01, Programm 02, und 01.02, Programm 03, des Abschnitts 12.

Art. 8.- Der wallonischen Regierung ist es gestattet, den Solzialfonds, zu Lasten der in der Basiszuwendung 30.01 des Programms 01, Abschnitt 11, im Haushaltsplan eingetragenen Haushaltsmittel, die erforderlichen Summen zu entrichten zur Begleichung der vertraglichen Verpflichtungen hinsichtlich der stattgefundenen Umstrukturierungen.

Art. 9.- In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, dürfen die Basiszuwendungen der Programme 01 und 06 des Abschnitts 11 durch die mit der Wirtschaft, den KMB und dem Haushalt beauftragten Minister umverteilt werden, ungeachtet des Betrages, im Rahmen der Durchführung der Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung der Gesetze vom 30. Dezember 1970 bezüglich der Wirtschaftsexpansion und vom 4. August 1978 zur Wirtschaftsneuorientierung.

Art. 10.- Der Minister, der das Wohnungswesen unter seine Befugnisse hat, wird ermächtigt zur Wiederverwendung als multifunktionnelles Gebäude, der Sozialsiedlung «HADES», Eigentum der SC le Foyer d'Hornu,

Art. 11.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Ergreifung besonderer Maßnahmen und/oder zur Erhöhung der finanziellen Beteiligung der Region in den bevorzugten Initiativzonen, definiert entsprechend den nachfolgenden Kriterien :

- 1) für die Zonen mit Grundstücksmangel : der Preis der Baugelände;
- 2) für die Umqualifizierungszonen der Wohnzentren :
 - die Bevölkerungsdichte;
 - die Qualität der Wohnungen;
- 3) für die Zonen der Initiativstadtviertel, in denen eine integrierte Politik zur Neubelebung geführt wird :
 - die Bevölkerungsdichte;
 - die Qualität der Wohnungen;
 - das sozialwirtschaftliche Profil der Bevölkerung;
- 4) für die Umqualifizierungszonen der Sozialsiedlungen :
 - die Bevölkerungsdichte;
 - die Qualität der Wohnungen;
 - das sozialwirtschaftliche Profil der Mieter.

Art. 12.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Überweisung, auf das beim Gemeindegeld Belgiens eröffnete regionale Konto für die Sanierung der Finanzen überschuldeter Gemeinden, folgender Beträge :

— am 1. April 1995 : 387.551.043 F, gleich dem Betrag der Annuität des Jahres 1993 bezüglich der für Charleroi, beziehungsweise, je zur Hälfte, für Charleroi und Lüttich aufgenommenen Darlehen von 2 Milliarden und 750 Millionen Franken;

— am 1. Juli 1995 : 208.147.858 F, gleich dem Betrag zur Zahlung, in 1992, der Differenz zwischen der Jahresrate, die der Gemeindegeld Belgiens von den entleihenden Gemeinden zurückfordert, und einer Jahresrate, die zu einem um zwei Prozent herabgesetzten Zinsfuß errechnet wird, für die Anleihen für Sonderhilfe, die auch als solche gebucht werden, sowie für die langfristigen Konsolidierungsanleihen für die Lasten der von 1981 bis 1984 durch die wallonische Region verbürgten Anleihen für Sonderhilfe;

— am 1. August 1995 : 1.550.000.000 F, gleich dem Betrag der zusätzlichen Beteiligung der Region;

— am 1. Oktober 1995 : die in Artikel 20, Absatz 4, des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Vorschriften zur allgemeinen Finanzierung der Gemeinden vorgesehene Tranche. Gelten als sich in finanzielle Schwierigkeiten befindende Gemeinden, im Sinne des Artikels 20, Absatz 4, die Gemeinden, die Kassendarlehen aufgenommen haben mit Zugang zum Regionalen Konto für die Sanierung der Finanzen überschuldeter Gemeinden.

Art. 13.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Verteilung der in den Basiszuwendungen 43.05, 43.09 und 43.10 des Programms 02 des Abschnitts 14 bereitgestellten Haushaltsmittel.

Art. 14.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Verteilung der in den Basiszuwendungen 43.04, 43.06 und 43.07 des Programms 03 des Abschnitts 14 bereitgestellten Haushaltsmittel.

Art. 15.- Unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 23. November 1988 bezüglich der durch die wallonische Region für bestimmte Investitionen öffentlichen Nutzens bewilligten Zuschüsse, kann die wallonische Regierung die Bezuschussung zu 100 % für die aktive Gestaltung öffentlicher Anlagen bewilligen.

Art. 16.- Für das Haushaltsjahr 1995 wird die wallonische Regierung ermächtigt zur Übertragung, gemäß den durch die Regierung festgelegten Modalitäten, an die Konzessionsgesellschaften der Flughäfen Charleroi-Brüssel Süd und Lüttich-Bierset, der Einziehungsbefugnis der Flughafenbenutzungsgebühren.

Art. 17.- Zusätzlich zu Artikel 20 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz gegen Oberflächengewässerverschmutzung, können die Studien und Arbeiten in Zusammenhang mit einer sich im Besitz einer Rechtsperson befindenden Infrastruktur, deren Eigentumsrecht, in Anbetracht der Zweckbestimmung, nicht erworben werden kann durch die Einrichtung für Wasserklämung, durch die Region bezuschusst werden, vorausgesetzt, daß diese Arbeiten erforderlich sind zur Errichtung der in Artikel 18, 1° und 4°, des genannten Dekrets bezeichneten Kläranlagen.

In einem zwischen der Rechtsperson, in dessen Eigentum die Infrastruktur sich befindet, und der Einrichtung für Wasserklämung, vereinbarten und durch die wallonische Regierung genehmigten Abkommen werden die Rechte und Verpflichtungen beider Parteien sowie die zweckdienlichen Modalitäten zur Verwirklichung der Studien und Arbeiten festgelegt.

Art. 18.- Im Rahmen der diesbezüglichen Basiszuwendungen können nachfolgende Zuschüsse gewährt werden, die durch europäische Fonds mitfinanzierten Beteiligungen einbezogen.

Programm 09.02 : Sozialdienst :

Zuschüsse, um dem Sozialdienst der Dienststellen der wallonischen Regierung die Durchführung sozialer Maßnahmen zugunsten der Angestellten der gesamten Dienststellen der wallonischen Regierung sowie die technische Funktion dieser GoE zu ermöglichen.

Programm 10.02 : Dienststellen des Präsidenten, Sekretariat der wallonischen Regierung und Kanzlei :

Zuschüsse für Aktionen oder Studien, die zur Entwicklung der regionalen Institution beitragen.

Zuschüsse an die örtlichen Behörden für durch die wallonische Regierung unterstützte Sonderaktionen.

Zuschüsse an das Institut Jules Destrée zwecks Führung von durch die wallonische Regierung unterstützte Sonderaktionen zur Förderung der wallonischen Identität.

Programm 10.06 : Öffentliches Amt :

Zuschüsse an öffentliche oder private Einrichtungen für Ausbildung zwecks Verwirklichung der Ausbildungsprogramme zugunsten der Angestellten der wallonischen Region sowie der untergeordneten Behörden.

Programm 11.01 : Wirtschaftsexpansion :

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien, die zur regionalen wirtschaftlichen Entwicklung beitragen.

Programm 11.06 : KMB und Mittelstand :

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien, die zur regionalen wirtschaftlichen Entwicklung beitragen.

Programm 11.07 : Landwirtschaft, Schlachthöfe und landwirtschaftliche Nahrungsmittel :

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Verbände für Zucht, Erzeugung und Auslese von Tieren und Gewächsen, für angewandte Forschung, Betreuung, Verbreitung und Förderung der Landwirtschaft.

Zuschüsse zwecks Gütezeichenverschung und Qualitätskontrolle der Erzeugnisse.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Universitätsfakultäten, Forschungs- und Studienzentren, und Landwirtschaftshochschulen für angewandte Forschung in Sachen Entwicklung von Techniken, Produktionssystemen und Diversifizierung in der Landwirtschaft.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Verbände und Gruppen, die beitragen zur Information, Sensibilisierung und Betreuung in Sachen Landwirtschaft.

Zuschüsse an unterschiedliche Verbände zwecks Förderung der wallonischen landwirtschaftlichen Erzeugnisse.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Dienststellen für landwirtschaftliche Vertretung.

Zuschüsse an in der Bodenkommision Wallonics und im REQUASUD Netz eingegliederte Labore für Analyse.

Zuschüsse zum Anbau von nicht zur Nahrung bestimmten Winterraps.

Programm 11.08 : Förderung der Beschäftigung :

Zuschüsse für Versuchsmaßnahmen, die vorrangig auf Arbeitslose hinzeln.

Zuschüsse für Initiative für besondere Programme in Sachen Berufsgliederung.

Programm 11.13 : Ausbildung der Besoldeten und Lohnempfänger außerhalb Forem :

Zuschüsse für Aktionen oder Aktivitäten, die zur Berufsausbildung beitragen.

Programm 12.01 : Energie :

Zuschüsse zur Förderung oder Unterstützung jeglicher Aktion zur Förderung des zweckmäßigen Energieverbrauchs und wiederverwertbarer Energie.

Zuschüsse zur Zahlung der Ausgaben bezüglich der Kofinanzierung, zusammen mit der EG, der durch Partner der Region im Rahmen der europäischen Programme geführten Aktionen.

Zuschüsse an die Geschäftsstelle für kulturelle und technische Zusammenarbeit (ACCT) in Paris zur Führung von Sonderaktionen in Sachen «Energie» im Rahmen der Ergebnisse der Gipfelkonferenzen der Frankophonie.

Programm 12.02 : Forschung :

Zuschüsse für die Verbreitung und die Entwicklung der neuen Technologien, der industriellen Erneuerung und der Forschung fortgeschrittener Technologie.

Zuschüsse für jegliche Aktivität zur Förderung der Forschung, der technologischen Neuerung und Entwicklung.

Zuschüsse an die Einrichtung für die Entwicklung der Untertagevergasung oder an eine ganz oder teilweise mit den Aufgaben der genannten Einrichtung beauftragten Einrichtung.

Zuschüsse an Forschungszentren zwecks Finanzierung der Forschungsprojekte, Erwerb der Ausrüstung und für die Lieferung von Dienstleistungen in Sachen technologischer Beratung.

Programm 12.03 : Beihilfe an Betriebe :

Zuschüsse zur Kostenübernahme der Ausgaben für Projekte in Sachen industrielle Grundlagenforschung.

Zuschüsse zur Kostenübernahme der Ausgaben zwecks Finanzierung der Vorbereitung oder der Begleitung der Projekte in Sachen Forschung oder Entwicklung.

Programm 13.01 : Forstverwaltung :

Zuschüsse an Forstwirte zur Einlagerung des nach Stürmen anfallenden Sammelholzes.

Zuschüsse an im Bereich des Schutzes und der Aufwertung der Wälder tätige Verbände.

Zuschüsse an untergeordnete Behörden in Sachen Forstarbeiten.

Programm 13.02 : Erhaltung der Natur :

Verschiedene Zuschüsse an Verbände und Privatpersonen für die Erhaltung der Natur.

Zuschüsse für die Erhaltung bemerkenswerter Bäume und Hecken auf Privateigentum und in öffentlichen Grünflächen.

Unterstützung der Versuchsmaßnahmen auf gemeindlicher Ebene, in Sachen Erhaltung der Natur und der Grünflächen.

Sensibilisierung des Publikums für die Anpflanzungen «Tag des Baumes».

Programm 13.03 : Umwelt :

Zuschüsse an Verbände in Sachen Schutz und Erhaltung der Umwelt.

Zuschüsse an Verbände und untergeordnete öffentliche Behörden im Rahmen der «grünen Woche».

Prämien an die Gemeinden für die Einstellung von Umweltberatern.

Zuschüsse an Verbände und Gemeinden zur Förderung von Maßnahmen in Sachen Vorbeugung und Wiederverwertung des Hausmülls.

Zuschüsse an die SPAQUE für Funktionskosten und Arbeiten zur Sanierung der alten Müllkippen.

Programm 13.04 : Verwaltung der Bodenschätze :

Zuschüsse an natürliche Personen oder private Einrichtungen in Sachen Erschließung der Bodenschätze.

Programm 13.05 : Wasser (Kontrolle, Verwaltung und Produktion) :

Zuschüsse für Entwurf und Ausgabe der «La Tribune de l'Eau».

Zuschüsse an die Ausschüsse «comités de rivière» zur Finanzierung der Vorstudie zum Flußvertrag.

Zuschüsse an Privateinrichtungen für Sensibilisierung, Information und Bildung im Bereich des Wasserwesens.

Programm 13.09 : Bekämpfung der Umweltverschmutzung :

Unterstützung der Programme zur Bildung und Umschulung des Personals der untergeordneten Behörden.

Programm 13.10 : Jagd, Fischfang und Fischzucht :

Zuschüsse an Jäger- und Fischerverbände.

Zuschüsse zur Entwicklung der Fischzucht.

Programm 14.01 : Aufsicht :

Funktionszuschüsse an den Hohen Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen.

Zuschüsse und Entschädigungen an Privatverbände, die Aktionen, die die verschiedenen Bereiche des Gemeindelebens betreffen, organisieren.

Zuschüsse an Gemeinden und öffentliche Einrichtungen für Überlegungen hinsichtlich der Entwicklung der örtlichen Behörden.

Programm 14.02 : Allgemeine Finanzierung der Gemeinden :

Zuschüsse zugunsten der Hauptstadt Namur.

Zuschüsse zugunsten der Gemeinden im Rahmen der Verwaltungsbeihilfe, für Sondermaßnahmen zur sozialen Eingliederung und Sicherheit und für Maßnahmen im Zusammenhang mit speziellen Bedürfnissen.

Programm 14.03 : Allgemeine Finanzierung der Provinzen :

Beteiligung zur Kostenübernahme der Funktionskosten der auswärtigen Aufsichtszentren.

Zusätzlicher Zuschuß für spezielle Bedürfnisse und zwecks Ausgleich für die zu entrichtenden Gebühren für Wasserentnahme.

Programm 14.04 : Bezuschufte Arbeiten :

Zuschüsse für die Aufstellung der Signalisation an in den Dreijahresplänen aufgenommenen Baustellen.

Zuschüsse an private oder öffentliche Einrichtungen für Tätigkeiten zur Sensibilisierung, Information und Bildung im Bereich der bezuschußten Arbeiten.

Zuschüsse im öffentlichen und privaten Bereich für Maßnahmen zur Sensibilisierung, Information, Förderung und Bildung im Sportbereich.

Programm 15.01 : Raumordnung und Städtebau :

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung einer sachverständigen Raumordnung auf lokaler wie auf regionaler Ebene.

Programm 15.02 : Sanierung der Städte und der verlassenen Wirtschaftsgebiete :

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung und Ermutigung zur Wiederinbetriebnahme, Sanierung und Anpassung des vorhandenen Patrimoniums hinsichtlich einer wirtschaftlicheren Bodenverwendung.

Zuschüsse an Gemeinden und Bodenverwaltungsregionen im Rahmen deren Anschaffungen und Austauschgeschäfte von Grundstücken im Rahmen der durch die Region festgelegte Bodenpolitik.

Zuschüsse an Gemeinden, die Städtesanierungsprojekte des Typs «quartier d'initiative» durchführen, zur teilweisen Zahlung der Lohn- und sonstigen Kosten der durch die Gemeinde eingestellten, und ausschließlich der Verwaltung des Projektes zugewiesenen, Projektleiter. Diese Zuschüsse sind festgesetzt auf den Pauschalbetrag von 1,5 Millionen Franken und pro Projekt «quartier d'initiative».

Programm 15.03 : Ländliche Erneuerung und Flurbereinigung :

Zuschüsse an die «Fondation rurale de Wallonie», gemäß dem Rahmenabkommen.

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen für Tätigkeiten zur Förderung, Erschließung, Sensibilisierung oder Information in Sachen ländliche Entwicklung oder Flurbereinigung.

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen für Aktionen, Initiative oder Tätigkeiten in Sachen ländliche Erneuerung.

Programm 15.04 : Wohnungswesen - privater Bereich :

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung einer besseren Anpassung der vorhandenen Wohnungen im Privatbereich an den gesellschaftlichen Bedürfnissen.

Programm 15.05 : Wohnungswesen - öffentlicher Bereich :

Zuschüsse für Maßnahmen der öffentlichen Behörden in Sachen Bau, Renovierung und Förderung im Wohnungswesen.

Zuschüsse für Maßnahmen zugunsten der Wohnviertelverwaltungen in den Sozialsiedlungen.

Programm 15.06 : Denkmalschutz, Landschaftspflege und Ausgrabungen :

Zuschüsse für wissenschaftliche Vorstudien, Schutz, Wiederaufwertung, Wiederbenutzung, Restaurierung und Förderung des Denkmalpatrimoniums, des natürlichen und archäologischen Patrimoniums der wallonischen Region.

Programm 16.02 : Förderung der Region auf internationaler Ebene :

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien.

Programm 17.01 : Gesundheitswesen :

Zuschüsse für Forschung im Bereich des Gesundheitswesens.

Zuschüsse an integrierte Gesundheitszentren.

Zuschüsse für Maßnahmen im Bereich der Rauschgiftsucht.

Zuschüsse für Initiativen im Rahmen des «objectif 1».

Programm 17.02 : Geistesgesundheit :

Zuschüsse für Forschung im Bereich der Geistesgesundheit.

Zuschüsse an Zentren für telefonische Beratung.

Subventions an Einrichtungen für Studien und Versuche im Bereich der Geistesgesundheit.

Programm 17.03 : Soziale Maßnahmen :

Zuschüsse an Einrichtungen für Maßnahmen im sozialen, Familien- und Seniorenbereich.

Zuschüsse zur Finanzierung der Forschung im sozialen Bereich.

Zuschüsse an Einrichtungen für Koordination und Dokumentation im sozialen Bereich.

Zuschüsse an Zentren für Sozialdienst.

Unterstützung der besonderen Initiativen der öffentlichen Zentren für Sozialhilfe.

Unterstützung zur Ausbildung der Sozialarbeiter und der Beamten.

Unterstützung der Initiativen in Sachen Schuldenvermittlung der Zentren für Sozialhilfe.

Kostenübernahme der Sozialvermittler in den Wohnviertelverwaltungen und sozialen Immobiliengesellschaften.

Programm 17.05 : Senioren :

Zuschüsse an Tagesbetreuungsstellen für Senioren im Privatbereich.

Zuschüsse an Tagesbetreuungsstellen für Senioren im öffentlichen Bereich.

Programme 17.06 : Behinderte :

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung und gesellschaftlichen Eingliederung Behinderter.

Zuschüsse an Stellen zur Unterstützung der Betätigung im täglichen Leben für erwachsene Behinderte.

Zuschüsse für die Ausbildung des Personals der medizinisch-sozialpädagogischen Institute.

Programm 17.07 : Gesellschaftliche Eingliederung der Einwanderer :

Zuschüsse in Sachen gesellschaftliche Eingliederung der Bevölkerung ausländischer Herkunft.

An regionale Zentren für die Eingliederung der Bevölkerung ausländischer Herkunft bewilligte Zuschüsse.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen für Maßnahmen im Bereich der Betreuung und der Eingliederung der Personen ausländischer Herkunft.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen im Rahmen der Aktionen «*Été solidaire, je suis partenaire*».

Programm 18.01 : Tourismus :

Zuschüsse für Maßnahmen, Tätigkeiten oder Studien zur Förderung der Entwicklung des regionalen Tourismus.

Programm 50.02 : Funktionskosten und Leistungen durch Drittpersonen :

Zuschüsse für die Organisation von Ausstellungen und Konferenzen sowie für Studien.

Zuschüsse zur Förderung der Maßnahmen für Verkehrssicherheit.

Zuschüsse an verschiedene Verbände und Gruppierungen für Tätigkeiten zur Sensibilisierung, Information und Bildung in Sachen öffentliche Infrastruktur.

Programm 50.04 : Standortwahl der Gebäude :

Zuschüsse zur Preisverleihung im Rahmen der Einfügung von Kunstwerken in den regionalen Gebäuden.

Programm 52.03 : Förderung der Innenschiffahrt :

Zuschüsse an im Bereich der Förderung und Erschließung der Innenschiffahrt tätige Verbände.

Zuschüsse für die Organisation von Ausstellungen und Konferenzen sowie für Studien.

Programm 54.01 : Nah- und Ferntransportwesen :

Zuschüsse an Verbände zwecks Förderung der öffentlichen Verkehrsmittel.

Zuschüsse an Verbände, die sich, in Sachen Transport, mit dem Studium der Mobilität befassen und/oder die Mobilität befürworten.

Zuschüsse zur Unterstützung der Veranstalter von Kundengebungen im Zusammenhang mit dem Transport.

Zuschüsse zur Förderung des Anschens der wallonischen Region und deren Beteiligung zugunsten des Transports.

Zuschüsse an die Gesellschaften der Gruppe TEC und an die wallonische regionale Transportgesellschaft zur Verwirklichung von Investitionen zur Verbesserung der Qualität der öffentlichen Verkehrsmittel.

Programm 54.02 : Flughäfen und Flugplätze :

Zuschüsse an die Betriebsgesellschaften der regionalen Flughäfen und Flugplätze hinsichtlich der Förderung ihrer Anlagen.

Zuschüsse zur Verwirklichung und Inbetriebnahme eines hochentwickelten Fernmeldetechnikzentrums im Rahmen des «*objectif 1*».

Programm 54.04 : Förderung und Koordination des Transports :

Zuschüsse für Aktivitäten zur Ausbildung, Forschung und Neuerung im Transportbereich.

Zuschüsse zur Förderung des Image der wallonischen Region und deren Beteiligung zugunsten des Transports.

Art. 19.- Der Minister, der den Haushalt unter seine Befugnisse hat, unterrichtet regelmäßig den Rechnungshof über die eingegangenen Verbindlichkeiten zu Lasten der in Artikel 26 bezeichneten Ermächtigungen.

Die in Artikel 27, 28 und 30 bezeichneten Ermächtigungen unterliegen dem Sichtvermerk des Kontrolleurs der Verpflichtungen und dem Rechnungshof.

Vor dem 10. eines jeden Monats übermittelt der Kontrolleur der Verpflichtungen dem Rechnungshof eine Aufstellung, zusammen mit den Belegen, die in drei Exemplaren aufgestellt ist, und einerseits den

Betrag der im Laufe des abgelaufenen Monats mit einem Sichtvermerk versehenen Ermächtigungen und andererseits den Betrag der seit Jahresbeginn mit einem Sichtvermerk versehenen Ermächtigungen enthält.

Die Aufstellung des Dezembermonats bildet die jährliche zusammenfassende Ausstellung.

Der Rechnungshof übermittelt dem Minister, der den Haushalt unter seine Befugnisse hat, ein mit dem Sichtvermerk versehenes Exemplar dieser Aufstellung.

Art. 20.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, über den verfügbaren Saldo des regionalen Kontos für die Übernahme der Verbindlichkeiten des «Etablissement» hinaus, zur Übernahme, zu Lasten der diesbezüglichen Basiszuwendungen des Abschnitts 18, der infolge der durch genanntes Organ getroffenen Entscheidungen noch laufenden Verbindlichkeiten

Art. 21.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, im Namen der Region, dem Patrimonium der Universität Lüttich unendgeldlich das im «Parc scientifique» von Sart-Tilman gelegene Grundstück von 10.000 m² mit den Gebäuden, die Eigentum der Region sind und zur Zeit durch das Raumfahrtzentrum von Lüttich benutzt werden, abzutreten

Art. 22.- Die nicht auf gegliederten Haushaltsmittel der Basiszuwendung 34.01, Programm 01, Abschnitt 17, und der Basiszuwendungen 33.08 und 43.08, Programm 06, Abschnitt 17, dürfen verwendet werden für sich auf vorherige Haushaltsjahre beziehende Ausgaben.

Art. 23.- Die wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, Haushaltsmittelübertragungen vorzunehmen zwischen den Basiszuwendungen 52.31, 63.01, 72.01 des Programms 01, 52.21 und 63.01 des Programms 04, 52.31, 63.01 und 63.02 des Programms 05 sowie 52.22 und 52.31 des Programms 06 des Abschnitts 17.

Art. 24.- Artikel 1, Absatz 3, des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten wird folgendermaßen ergänzt :

«c) zur Einstellung, mit zeitlich begrenzten Arbeitsvertrag, von für die Erledigung von Bestellungen bereitgestelltem Personal ».

KAPITEL 2.

Ermächtigungen.

Art. 25.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Aufnahme, beim Gemeindegeldkredit Belgiens, im Namen der wallonischen Region und für Rechnung des psychiatrischen Krankenhauses «Les Maronniers» in Tournai, eines Kredits von 34 Millionen Franken, sowie, für Rechnung des Krankenhauses «Chênes aux Haies» in Mons, eines Kredits von 100 Millionen Franken, mit dem Ziel die Vorfinanzierung der Funktionskosten der genannten Krankenhäuser zu gewährleisten.

Die Kredite dürfen erhöht werden in Höhe der fälligen Tilgungstranchen der in 1994 aufgenommenen Anleihen von 200, beziehungsweise 100 Millionen Franken.

Die Zins- und Tilgungslasten dieser Kredite und Anleihen werden im Tagespflegesatz der besagten Krankenhäuser mit einberechnet.

Art. 26.- Unbeschadet des vorhergehenden Artikels, wird die wallonische Regierung ermächtigt, die Verpflichtung einzugehen, am Verfalltag und in einer Frist von höchstens zwanzig Jahren, die Zinsen und die Tilgung der Darlehen zu zahlen, die der Gemeindegeldkredit Belgiens gewährt hat, in Höhe der Beträge gleich 40 % des Preises der in den Krankenhäusern von Mons und Tournai ausgeführten Arbeiten.

Die Darlehensermächtigungen dürfen in 1995 80 Millionen Franken nicht übersteigen.

Zinsen und Tilgung der erwähnten Darlehen werden im Tagespflegesatz der besagten Krankenhäuser mit einbezogen.

Art. 27.- Der Minister, der das Wasserwesen unter seine Befugnisse hat, wird ermächtigt zur Festlegung, in 1995, zu Lasten des Fonds zum Schutz der Oberflächengewässer (Programm 06, Abschnitt 13), von Zuschüssen für die Arbeiten der Wasserkläranlagen, in Höhe des bis zum 31. Dezember 1994 nicht beanspruchten Saldos der in Artikel 29, Absatz 2, des Dekrets vom 23. Dezember 1993 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1994 eingetragenen Ermächtigung.

Zusätzlich zum Artikel 30 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, wird der Minister, der das Wasserwesen unter seine Befugnisse hat, außerdem ermächtigt zur Festlegung von Ausgaben, zu Lasten des Fonds zum Schutz der Oberflächengewässer (Programm 06, Abschnitt 13), ungeachtet des vorhandenen verfügbaren Saldos des besagten Fonds, und zwar in Höhe des in der diesem Dekret beiliegenden Aufstellung vermerkten Betrages der entsprechenden Ausgaben des Jahres 1995.

Art. 28.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt Bauverträge abzuschließen, entsprechend den in Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 18. Mai 1981 bezüglich der allgemeinen Bedingungen der Vergabe öffentlicher Aufträge zur Förderung von Arbeiten und Lieferungen erwähnten Verkaufs- oder Mietbedingungen, im Hinblick auf die Errichtung nachfolgender Verwaltungsgebäude, wobei nachfolgende Beträge nicht überschritten werden dürfen :

Namur :

«site de la gare»	2.600,0 Millionen F
place Léopold, Gebäude «Bilot»	240,0 Millionen F
boulevard Smet de Nayer, Gebäude «Germinal»	350,0 Millionen F
«quartier des Célestines»	310,0 Millionen F
«Moulin de Beez»	880,0 Millionen F

Charleroi :

rue Saint-Charles	495,0 Millionen F
-------------------------	-------------------

Art. 29.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, im Namen der Region die Verpflichtung einzugehen zur Bezuschussung der Investitionsausgaben der Flurbereinigungsausschüsse und zur Bewilligung, zugunsten dieser Ausschüsse, befreibarbarer Vorschüsse für gleichartige Ausgaben.

Diese Verpflichtungen dürfen sich in 1995 beziehen auf eine Gesamtsumme, die, was die Zuschüsse betrifft, 283,2 Millionen Franken, und, was die Vorschüsse betrifft, 125,8 Millionen Franken nicht übersteigt.

KAPITEL 3.

Regionale Bürgschaften.

Art. 30.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt über Darlehensanträge zu bestimmen unter Berücksichtigung der Finanzlage des Fonds der kinderreichen Familien Walloniens. Der Gesamtbetrag der genehmigten, durch die Region verbürgten, Darlehen darf keinesfalls 1,6 Milliarden Franken übersteigen.

Die Bürgschaft umfaßt gleichfalls die mit diesen Anleihen verbundenen Finanzverwaltungsgeschäfte. Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Bewilligung der Garantie der wallonischen Region für die Finanzverwaltungsgeschäfte der zwischen 1990 bis einschließlich 1994 durch den Wohnungsbaufonds der kinderreichen Familien Walloniens eingegangenen, und durch die Region verbürgten, Anleihen.

Art. 31.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, die Garantie der wallonischen Region zu erteilen für die Anleihen der «Société wallonne des Distributions d'Eau», in Höhe eines Betrages von höchstens 2 Milliarden Franken für das Haushaltsjahr 1995.

Art. 32.- § 1. Der wallonischen Regierung ist es gestattet, bis zum 31. Dezember 1995, die stellvertretende Garantie der wallonischen Region zu erteilen für die vollständige oder teilweise Rückzahlung der Hauptsumme, der Zinsen und der Nebenkosten der durch Gemeinden beim Gemeindegeldkredit Belgiens für Sonderhilfe aufgenommenen Darlehen, die auch als solche gebucht werden. Diese Garantie kann jedoch nur den Gemeinden erteilt werden, die einen Verwaltungsplan ihrer Finanzen vorlegen und, zur Gewährleistung dessen Durchführung, besondere beschränkende Aufsichtsbestimmungen gelten lassen.

§ 2.- Der wallonischen Regierung ist es, unter den gleichen Bedingungen, gestattet, Darlehen aufzunehmen um den Gemeinden die Summen auszuleihen, die erforderlich sind, damit die langfristige Konsolidierung der Lasten der Anleihen für Sonderhilfe, wofür die wallonische Region von 1981 bis 1984 Garantie erteilt hat, sichergestellt wird.

§ 3.- Die aufgrund dieses Artikels erteilten stellvertretenden Garantien dürfen den Gesamtbetrag von 12 Milliarden Franken nicht übersteigen.

Art. 33.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, die Garantie der wallonischen Region zu erteilen für die durch Landwirte und Landwirtschaftsbetriebe eingegangenen Anleihen für Investitionen in Landwirtschaft und Gartenbau im Rahmen des landwirtschaftlichen Investitionsfonds, und zwar, in 1995, in Höhe eines Gesamtbetrages von 3,3 Milliarden Franken.

Art. 34.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, die Garantie der Region zu erteilen für die Anleihen für Betriebsinvestitionen, die in der Eigenschaft als Bus- und/oder Materialmieter getätigten Geschäfte einbezogen, der wallonischen Regionalen Transportgesellschaft, für einen Betrag von höchstens 1.200 Millionen Franken.

Art. 35.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Bewilligung der Bürgschaft der Region, in Höhe eines Betrages von höchstens 500 Millionen Franken für die Anleihen für den Bau von Krankenhäusern und medizinisch-sozialen Einrichtungen, im Rahmen eines Rahmenabkommens zwischen der wallonischen Region und den Finanzinstitutionen.

KAPITEL 4.

Gewährung von Vorschüssen.

Art. 36.- Der Minister-Vorsitzende und die Mitglieder der wallonischen Regierung dürfen Vorschüsse gewähren auf die finanziellen Beteiligungen der Region an den Ausgaben für :

1° die Arbeiten in Sachen Abwässerklärung und Flurbereinigung.

Diese Vorschüsse dürfen folgende Prozentsätze nicht übersteigen :

- a) 30 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von weniger als 50 Millionen Franken;
- b) 25 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von 50 bis 200 Millionen Franken;
- c) 20 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von mehr als 200 Millionen Franken.

Die Höhe der Beteiligung der Region, die bei der Bezeichnung des Auftragnehmers festgelegt wird, dient als Anhaltspunkt für die Berechnung des Vorschusses.

Diese Summe wird der nutznießenden Einrichtung überwiesen, nachdem die Verwaltung die Anweisung erhalten hat, die Arbeiten zu beginnen.

2° die Arbeiten, ausgeführt im Rahmen eines Vorhabens zur Städte-sanierung oder Neugestaltung der ländlichen Gebiete.

a) Diese Vorschüsse dürfen 20 % des Zuschusses, berechnet auf Grundlage des Betrages des vergebenen Auftrags, nicht übersteigen. Diese Summe wird der nutznießenden Einrichtung überwiesen, nachdem die Region die Anweisung erhalten hat, die Arbeiten zu beginnen.

b) Ein erster Vorschuß, dessen Pauschalbetrag festgesetzt wird auf 5 % des Zuschusses, berechnet auf Grundlage des geschätzten Wertes des Auftrages, darf bewilligt werden für Vorentwurf- und Entwurfstudien. Diese Summe wird der nutznießenden Einrichtung überwiesen nach der Genehmigung, durch die Region, der Bewertung des Auftrages bei der Vorlage des Vorentwurfs.

Art. 37.- Der wallonischen Regierung ist es gestattet, im Rahmen der in der Basiszuwendung 63.05 des Programms 04 des Abschnitts 14 eingetragenen Haushaltsmittel, den durch Katastrophen heimgesuchten Gemeinden Beihilfe zu leisten, damit diese, in Erwartung der Beteiligung des Katastrophenfonds, den Geschädigten beitreibbare Vorschüsse gewähren können.

KAPITEL 5.

Sonderabschnitt.

Art. 38.- In Abweichung von Artikel 16 des Gesetzes vom 28. Juni 1989 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, sind, was betrifft die im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle dargestellten Fonds, die Bestimmungen der Artikel 1 und 5 des genannten Gesetzes ohne Anwendung während des Jahres 1995.

Art. 39.- Die Anordnungsart der Guthaben, die unter den Fonds vermerkt sind, die im Titel IV der diesem beiliegenden Tabelle eingetragen sind, ist neben der Artikelnummer oder neben der Litera angegeben, die sich auf jedes von ihnen bezieht.

Die Fonds, deren Ausgaben dem vorherigen Sichtvermerk des Rechnungshofes unterliegen, sind mit dem Kennzeichen A gekennzeichnet.

Die Fonds und Rechnungen über denen unmittelbar verfügt wird durch die Rechnungsführer, die deren Einnahmen getätigt haben, sind mit dem Kennzeichen C gekennzeichnet.

Art. 40.- Zu Lasten der Fonds der Abschnitte 31 und 34, aufgeführt im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle, dürfen in 1995 keine neuen Verbindlichkeiten eingegangen werden.

Art. 41.- Der Minister, der den Haushalt unter seine Befugnisse hat, darf, über den Betrag der verfügbaren Einnahmen des Artikels 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA) und 60.02.A.03 (FSE), Abschnitt 10, Teil I, Titel-IV, hinaus, Ausgaben festlegen in Höhe der durch die EWG als Beteiligung festgesetzten Beträge.

KAPITEL 6.

Regionale Unternehmen.

Art. 42.- Der Haushaltsplan des regionalen Unternehmens für die Herstellung und Zuleitung des Wassers des Jahres 1995, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 1.435,3 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 1.435,3 Millionen Franken für die Ausgaben.

Art. 43.- In Abweichung von Artikel 116 der koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, der das Wasserwesen unter seine Befugnisse hat, jegliche neue Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des regionalen Unternehmens für die Herstellung und Zuleitung des Wassers eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 44.- Der Haushaltsplan des wallonischen regionalen Amtes für Abfallstoffe des Jahres 1995, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushaltsplan beläuft sich auf 2.994,1 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 2.994,1 Millionen Franken für die Ausgaben.

Art. 45.- In Abweichung von Artikel 116 der koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, der die Umwelt unter seine Befugnisse hat, jegliche neue Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des wallonischen regionalen Amtes für Abfallstoffe eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

KAPITEL 7.

Getrennt verwalteter regionaler Dienst.

Art. 46.- Der Haushaltsplan der wallonischen Geschäftsstelle für den Export des Jahres 1995, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushaltsplan beläuft sich auf 1.050,9 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 944,3 Millionen Franken für die Ausgaben.

KAPITEL 8.

Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Art. 47.- Der Haushaltsplan des wallonischen Fonds zur Gewährung von Vorschüssen zwecks Wiederherstellung der durch Entnahme und Hochpumpen des Grundwassers entstandenen Schäden des Jahres 1995, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushaltsplan beläuft sich auf 52,9 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 52,9 Millionen Franken für die Ausgaben.

Art. 48.- Der Haushaltsplan des wallonischen Amtes für ländliche Entwicklung des Jahres 1995, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushaltsplan beläuft sich auf 842,0 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 842,0 Millionen Franken für die Ausgaben.

Art. 49.- Der Minister, der die Flurbereinigung unter seine Befugnisse hat, darf jegliche neue Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des wallonischen Amtes für ländliche Entwicklung eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

KAPITEL 9.*Verschiedene Bestimmungen.*

Art. 50.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, bis zum 31. Dezember 1997, zur Übernahme der Zinslasten der durch Gemeinden, die in 1993 durch Katastrophen getroffen wurden, beim Gemeindegeld Belgiens, oder bei durch die wallonische Regierung anerkannte Finanz-einrichtungen, aufgenommenen Anleihen, damit diese Gemeinden den Geschädigten die allernotwendigsten beizubehaltenden Vorschüsse gewähren können, in Erwartung der Beteiligung des Katastrophenfonds.

Diese Übernahme darf sich beziehen auf Anleihen, deren Gesamtvolumen 400 Millionen Franken nicht übersteigt, die in 1994 bewilligten Anleihen mit einbezogen.

Art. 51.- Die am 31. Dezember 1994 vorhandenen Saldi und laufenden Verbindlichkeiten zu Lasten des Artikels 60.01.A, Abschnitt 10, des Sonderabschnitts, Teil II, werden übertragen auf die variablen Haushaltsmittel 60.01, Programm 01, Abschnitt 11.

Art. 52.- Die am 31. Dezember 1994 vorhandenen Saldi und laufenden Verbindlichkeiten zu Lasten der Artikel 60.02.A, 60.07.A und 60.09.A, Abschnitt 10, des Sonderabschnitts, Teil II, werden übertragen auf die variablen Haushaltsmittel 01.01, Programm 05, Abschnitt 12.

Art. 53.- Die am 31. Dezember 1994 vorhandenen Saldi und laufenden Verbindlichkeiten zu Lasten des Artikels 60.05.A.01, Abschnitt 10, des Sonderabschnitts, Teil I, werden übertragen auf die variablen Haushaltsmittel 01.02, Programm 01, Abschnitt 13.

Art. 54.- Die am 31. Dezember 1994 vorhandenen laufenden Verbindlichkeiten zu Lasten des Artikels 60.05.A.02, Abschnitt 10, des Sonderabschnitts, Teil I, werden übertragen auf die Basiszuwendung 73.01, Programm 01, Abschnitt 13.

Der am selben Datum gegebenenfalls vorhandene Saldo wird annulliert.

Art. 55.- Die am 31. Dezember 1994 vorhandenen Saldi und laufenden Verbindlichkeiten zu Lasten des Artikels 60.05.A.03, Abschnitt 10, des Sonderabschnitts, Teil I, werden übertragen auf die variablen Haushaltsmittel 01.03, Programm 01, Abschnitt 13.

Art. 56.- Die am 31. Dezember 1994 vorhandenen laufenden Verbindlichkeiten zu Lasten des Artikels 60.05.A.04, Abschnitt 10, des Sonderabschnitts, Teil I, werden übertragen auf die Basiszuwendung 73.01, Programm 01, Abschnitt 13.

Der am selben Datum gegebenenfalls vorhandene Saldo wird annulliert.

Art. 57.- Die am 31. Dezember 1994 vorhandenen laufenden Verbindlichkeiten zu Lasten des Artikels 60.04.A, Abschnitt 10, des Sonderabschnitts, Teil II, werden übertragen auf die Basiszuwendung 70.01, Programm 01, Abschnitt 13.

Der am selben Datum gegebenenfalls vorhandene Saldo wird annulliert.

Art. 58.- Die am 31. Dezember 1994 vorhandenen laufenden Verbindlichkeiten zu Lasten des Artikels 60.04.A, Abschnitt 40, des Sonderabschnitts, Teil II, werden übertragen auf die Basiszuwendung 63.01, Programm 06, Abschnitt 13.

Der am selben Datum gegebenenfalls vorhandene Saldo wird annulliert.

Art. 59.- In Abweichung von Artikel 15 des königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordination der Gesetze auf die Rechnungsführung des Staates, darf jeder Minister, im Rahmen seiner Befugnisse und mit Einwilligung des Haushaltsministers, innerhalb jedes diesbezüglichen Programms, die notwendigen Haushaltsmittel der normalen Basiszuwendungen übertragen auf die für europäische Mitfinanzierung vorgesehenen besonderen Zuwendungen.

KAPITEL 10.*Schlußbestimmungen.*

Art. 60.- Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1995 in Kraft.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der technologischen Entwicklung, der wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

Der Minister der inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

**ALLGEMEINER AUSGABENHAUSHALTSPLAN DER WALLONISCHEN REGION
FÜR DAS HAUSHALTSJAHR 1995**

		(In Millionen Franken)		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
	Abschnitt 01.			
	<i>Dotation an den wallonischen Regionalrat.</i>			
Programm 01.00	Dotation an den wallonischen Regionalrat	583,0	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 01.</i>	583,0	0	0
	Abschnitt 02.			
	<i>Kabinettsausgaben des Minister-Vorsitzenden der wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus.</i>			
Programm 02.00	Existenzmittel	215,8	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 02.</i>	215,8	0	0
	Abschnitt 03.			
	<i>Kabinettsausgaben des Ministers der technologischen Entwicklung, der wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung.</i>			
Programm 03.00	Existenzmittel	158,5	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 03.</i>	158,5	0	0
	Abschnitt 04.			
	<i>Kabinettsausgaben des Ministers der inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und des Haushalts.</i>			
Programm 04.00	Existenzmittel	207,1	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 04.</i>	207,1	0	0
	Abschnitt 05.			
	<i>Kabinettsausgaben des Ministers der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens.</i>			
Programm 05.00	Existenzmittel	165,3	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 05.</i>	165,3	0	0
	Abschnitt 06.			
	<i>Kabinettsausgaben des Ministers der öffentlichen Arbeiten.</i>			
Programm 06.00	Existenzmittel	154,4	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 06.</i>	154,4	0	0

		(In Millionen Franken)		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
Abschnitt 07.				
<i>Kabinettsausgaben des Ministers der sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens.</i>				
Programm	07.00 Existenzmittel	161,0	0	0
Gesamtbeträge für Abschnitt 07.		161,0	0	0
Abschnitt 08.				
<i>Kabinettsausgaben des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft.</i>				
Programm	08.00 Existenzmittel	179,0	0	0
Gesamtbeträge für Abschnitt 08.		179,0	0	0
Abschnitt 09.				
<i>Dienststellen der wallonischen Regierung und nicht einer Verwaltungsabteilung angegliederte Einrichtungen.</i>				
Programm	09.01 Sozialwirtschaftlicher Rat der wallonischen Region	102,2	0	0
Programm	09.02 Sozialdienst	66,0	0	0
Gesamtbeträge für Abschnitt 09.		168,2	0	0
Abschnitt 10.				
<i>Generalsekretariat des Ministeriums der wallonischen Region.</i>				
Programm	10.01 Allgemeine Personalverwaltung des Ministeriums	5 265,4	0	0
Programm	10.02 Amt des Vorsitzenden, Sekretariat der wallonischen Regierung und Kanzlei	83,0	0	0
Programm	10.03 Verwaltungsbezogene Datenverarbeitung	284,8	0	0
Programm	10.04 Regionale Statistik	33,2	0	0
Programm	10.05 Juristische Direktion	5,2	0	0
Programm	10.06 Öffentliches Amt	24,4	0	0
Programm	10.07 Schatzamt, Haushalt und Finanzen	65,5	0	0
Programm	10.08 Allgemeine Schuldenlast	3 713,6	0	0
Programm	10.12 Kommunikation und Information	31,0	0	0
Gesamtbeträge für Abschnitt 10.		9 506,1	0	0

		<i>(In Millionen Franken)</i>		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
Abschnitt 11.				
<i>Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung.</i>				
Programm 11.01	Wirtschaftsexpansion	429,7	5 571,1	5 672,6
	<i>Errichtungsfonds : Fonds für die Erneuerung der Industrie (erster, zweiter und dritter Auftrag)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	4,1	4,1
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	0	0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	4,1	4,1
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	0	0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	4,1	4,1
Programm 11.02	Umstrukturierung und Entwicklung	544,2	2 350,0	2 350,0
Programm 11.03	Industriegebiete	113,0	977,0	925,0
Programm 11.05	Förderung der Investitionen aus dem Ausland	81,7	0	7,2
Programm 11.06	KMB und Mittelstand	201,0	2 826,1	2 796,6
Programm 11.07	Landwirtschaft, Schlachthöfe und landwirtschaftliche Nahrungsmittel	860,4	2 067,0	874,8
Programm 11.08	Förderung der Beschäftigung	197,2	0	0
Programm 11.09	Forem	2 088,7	0	0
	<i>Errichtungsfonds : Haushaltsfonds in Sachen Beschäftigung</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	0	0
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	100,0	100,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	100,0	100,0
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	100,0	100,0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	0	0
Programm 11.10	Durch die Verwaltung geführter Plan zur Behebung der Arbeitslosigkeit, dessen Kostenübernahme jedoch durch Forem sichergestellt wird	8 173,7	0	0
Programm 11.11	Unmittelbar durch die Verwaltung geführter Plan zur Behebung der Arbeits- losigkeit	5 137,3	520,6	430,9
Programm 11.13	Fortbildung der Angestellten und Beamten außerhalb Forem	152,5	0	0
Programm 11.14	Forem - Fortbildung	1 796,3	0	0
Programm 11.15	Landwirtschaftliche Fortbildung	33,8	0	0
Programm 11.16	Fortbildung der Selbständigen	756,5	10,0	10,0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 11.</i>		20 566,0	14 421,8	13 167,1
Abschnitt 12.				
<i>Technologien und Forschung.</i>				
Programm 12.01	Energie	22,5	326,0	400,0
Programm 12.02	Forschung	321,0	1 209,7	1 118,9
Programm 12.03	Beihilfen an Betriebe	0	1 329,1	1 435,6

		(In Millionen Franken)		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
Programm 12.05	Fonds für Beihilfen und Beteiligungen der wallonischen Region in Sachen Forschung und Technologie	0	0	0
	<i>Errichtungsfonds : Fonds zur Finanzierung der Beihilfen und Betei- teiligungen der wallonischen Region in Sachen Forschung und Technologie</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	1,3	173,3
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	100,0	100,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	101,3	273,3
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	101,3	120,4
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	0	152,9
	Gesamtbeträge für Abschnitt 12.	343,5	2 966,1	3 074,9
	Abschnitt 13.			
	Naturschätze und Umwelt.			
Programm 13.01	Forstwesen	116,8	249,4	247,6
	<i>Errichtungsfonds : Fonds für die Verwaltung der Wälder der ehemaligen «Gruerie d'Arlon» (Artikel 7 des Staatsforstgesetzes vom 26. Juli 1952)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	22,8	22,8
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	10,0	10,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	32,8	32,8
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	10,0	10,0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	22,8	22,8
	<i>Errichtungsfonds : Fonds für die Verwaltung des Waldes von Herbeumont (Artikel 1, 16, des Staatsforstgesetzes vom 1. Juli 1983)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	12,0	12,0
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	3,0	3,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	15,0	15,0
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	3,2	3,2
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	11,8	11,8
Programm 13.02	Erhaltung der Natur	111,0	143,5	135,6
Programm 13.03	Umwelt	694,1	0	1,0
	<i>Errichtungsfonds : Fonds für die Verwaltung der Abfälle (Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	1 014,1	1 086,9
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	1 575,0	1 575,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	2 589,1	2 661,9
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	2 589,1	2 589,1
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	0	72,8
Programm 13.04	Bodenschätze	48,8	1,5	23,2
Programm 13.05	Wasserwesen (Kontrolle, Verwaltung und Herstellung)	2 497,8	706,7	932,9
	<i>Errichtungsfonds : Fonds zum Schutz des zum Trinkwasser geeigneten Wassers (Dekret vom 30. April 1990 bezüglich des Schutzes und der Gewinnung des zum Trinkwasser geeigneten Wassers)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	390,0	470,0
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	1 500,0	1 500,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	1 890,0	1 970,0
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	1 200,0	200,0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	690,0	1 770,0
	<i>Errichtungsfonds : Fonds zum Schutz des Grundwassers (Dekret vom 30. April 1990 bezüglich des Schutzes und der Gewinnung des zum Trinkwasser geeigneten Wassers)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	0	0
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	50,0	50,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	50,0	50,0
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	50,0	20,0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	0	30,0

		(In Millionen Franken)			
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel		
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen	
Programm	13.06	Schutz vor Wasserverschmutzung	879,2	2 215,9	376,9
		<i>Errichtungsfonds : Fonds zum Schutz der Oberflächen- gewässer (Dekret vom 30. April 1990 bezüglich der Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern)</i>			
		<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	- 2 477,4	1 514,8
		<i>Netto Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	1 507,0	1 507,0
		<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	- 970,4	3 021,8
		<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	1 568,1	1 965,9
		<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	- 2 538,5	1 055,9
Programm	13.08	Kontrolle der Umweltverschmutzung	86,8	39,7	39,4
Programm	13.09	Verhütung der Umweltverschmutzung	32,7	0	0
Programm	13.10	Jagd, Fischfang und Fischzucht	26,5	56,0	34,9
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 13.</i>	4 493,7	8 833,1	6 579,7
		<i>Abschnitt 14.</i>			
		<i>Lokale Behörden.</i>			
Programm	14.01	Aufsicht	38,4	0	0
Programm	14.02	Allgemeine Finanzierung der Gemeinden	34 067,3	100,0	100,0
Programm	14.03	Allgemeine Finanzierung der Provinzen	4 205,7	0	0
Programm	14.04	Bezuschulte Arbeiten und Sportinfrastruktur	2 327,3	3 405,4	2 339,2
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 14.</i>	40 638,7	3 505,4	2 439,2
		<i>Abschnitt 15.</i>			
		<i>Raumordnung und Wohnungswesen.</i>			
Programm	15.01	Raumordnung und Städtebau	68,0	158,0	178,4
Programm	15.02	Städtesanierung und Sanierung der verlassenen Industriegebiete	32,5	906,0	674,5
		<i>Errichtungsfonds : Fonds Erneuerung der wallonischen Gebiete (Gesetz vom 27. Juni 1978)</i>			
		<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	0	0
		<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	0	0
		<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	0	0
		<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	0	0
		<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	0	0
Programm	15.03	Ländliche Erneuerung und Flurbereinigung	744,7	215,0	179,5
Programm	15.04	Wohnungswesen : Privatreich	2 944,0	860,0	676,0
Programm	15.05	Wohnungswesen : öffentlicher Bereich	5 418,0	1 105,4	1 200,4
Programm	15.06	Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen	227,2	727,0	733,0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 15.</i>	9 434,4	3 971,4	3 641,8

		(In Millionen Franken)		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
<i>Abschnitt 16.</i>				
<i>Auswärtige Beziehungen.</i>				
Programm	16.01 Außenhandel	322,9	0	0
Programm	16.02 Förderung der Region auf internationaler Ebene	143,0	87,0	124,9
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 16.</i>		465,9	87,0	124,9
<i>Abschnitt 17.</i>				
<i>Soziale Maßnahmen und Gesundheitswesen.</i>				
Programm	17.01 Gesundheitswesen	1 329,7	1 460,0	870,0
Programm	17.02 Geistesgesundheit	607,5	0	0
Programm	17.03 Soziale Maßnahmen	343,0	0	0
Programm	17.04 Familie	2 430,8	75,0	32,0
Programm	17.05 Senioren	14,1	520,0	282,0
Programm	17.06 Behinderte	9 594,5	161,0	111,0
Programm	17.07 Soziale Eingliederung der Einwanderer	38,7	0	0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 17.</i>		14 358,3	2 216,0	1 295,0
<i>Abschnitt 18.</i>				
<i>Tourismus.</i>				
Programm	18.01 Tourismus	486,2	513,1	460,5
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 18.</i>		486,2	513,1	460,5
<i>Abschnitt 50.</i>				
<i>Generalsekretariat des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.</i>				
Programm	50.01 Allgemeine Personalverwaltung des Ministeriums	5 104,6	0	0
Programm	50.02 Funktionskosten und Leistungen durch Drittpersonen	130,1	0	0
Programm	50.03 Immobilienverwaltung und Gebäude	986,2	0	0
Programm	50.04 Niederlassung der Immobilien	411,3	302,0	289,5
Programm	50.05 Ausrüstung und Lieferungen	308,3	0	0
Programm	50.06 Verwaltung der Datenverarbeitung des wallonischen Ministeriums für Ausrüs- tung und Transportwesen	304,9	0	0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 50.</i>		7 245,4	302,0	289,5

		(In Millionen Franken)			
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel		
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen	
Abschnitt 51.					
<i>Wegenetz der Region.</i>					
Programm	51.01	Konstruktion des Wegenetzes	1 576,6	2 953,4	3 647,0
Programm	51.02	Pflege und Instandhaltung des Wegenetzes	71,8	3 638,7	2 870,0
<i>Errichtungsfonds : Verkehrs- und Havariefonds (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)</i>					
		Saldo am 1. Januar 1995	0	163,9	222,9
		Einnahmen des laufenden Jahres	0	160,0	160,0
		Verfügbar für das Jahr 1995	0	323,9	382,9
		Ausgaben zu Lasten des Fonds	0	160,0	160,0
		Saldo am 31. Dezember 1995	0	163,9	222,9
Gesamtbeträge für Abschnitt 51.			1 648,4	6 752,1	6 677,0
Abschnitt 52.					
<i>Wasserwege der Region.</i>					
Programm	52.01	Investitionen für Wasserwege, Häfen und Zufahrtswege, sowie für Staudämme und Sparbecken	10,3	1 599,5	1 608,1
Programm	52.02	Pflege und Instandhaltung der Wasserwege	30,4	809,7	690,2
<i>Errichtungsfonds : Verkehrs- und Havariefonds (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)</i>					
		Saldo am 1. Januar 1995	0	270,0	289,2
		Einnahmen des laufenden Jahres	0	198,0	198,0
		Verfügbar für das Jahr 1995	0	468,0	487,2
		Ausgaben zu Lasten des Fonds	0	198,0	198,0
		Saldo am 31. Dezember 1995	0	270,0	289,2
Programm	52.03	Förderung der Binnenschifffahrt	5,3	0	0
Gesamtbeträge für Abschnitt 52.			46,0	2 607,2	2 496,3
Abschnitt 53.					
<i>Technische Dienststellen.</i>					
Programm	53.01	Elektrizität - Wegenetz - Konstruktion	0	429,2	469,1
Programm	53.02	Elektrizität - Wegenetz - Instandhaltung	0	1 356,3	1 226,8
Programm	53.03	Elektrizität - Wasserwege - Konstruktion	0	55,0	35,5
Programm	53.04	Elektrizität - Wasserwege - Instandhaltung	0	324,4	267,8
Programm	53.05	Fernmeldnetz - Konstruktion	0	192,0	161,5
Programm	53.06	Fernmeldnetz - Instandhaltung	0	208,0	202,2
Programm	53.07	Landschaftliche Integration	0	52,0	30,0
Programm	53.08	Kartographie	56,5	0	10,0

		(In Millionen Franken)		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
Programm 53.09	Ausrüstung des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transport	350,1	0	0
	<i>Errichtungsfonds : Fonds für technische Studien (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1995</i>	0	31,5	33,0
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	20,0	20,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1995</i>	0	51,5	53,0
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	20,0	20,0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1995</i>	0	31,5	33,0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 53.	406,6	2 636,9	2 422,9
	Abschnitt 54.			
	Transportwesen.			
Programm 54.01	Öffentliche Stadt- und Nahverkehrsmittel	8 275,3	768,0	721,3
Programm 54.02	Regionale Flughäfen und Flugplätze	143,0	557,4	778,6
Programm 54.03	Binnenschifffahrt	5,2	0	0
Programm 54.04	Förderung und Koordination des Transports	14,2	41,5	22,1
Programm 54.05	Schülertransport	779,5	0	0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 54.	9 217,2	1 466,9	1 522,0
	ALLGEMEINE GESAMTBETRÄGE.	120 848,7	50 279,0	44 190,8

TITEL IV.- SONDERABSCHNITT.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Saldo am 1. Januar 1995	Einnahmen des Jahres	Ausgaben des Jahres	Saldo am 31. Dezember 1995
		TEIL I.				
		Geschäfte, die durch laufende Einnahmen finanziert werden.				
		<i>Abschnitt 10.</i>				
AN	60 02 A	01. Fonds zur Verwirklichung der vom "FEDER" finanzierten besonderen Programme	800,0	3 400,6	3 400,6	800,0
AN		02. Fonds zur Verwirklichung der vom "FFOGA" finanzierten besonderen Programme	38,5	227,5	263,5	2,5
AN		03. Fonds zur Verwirklichung der vom "FSI" finanzierten besonderen Programme	54,9	12,0	19,3	47,6
AN		04. Fonds zur Verwirklichung der von den europäischen Gemeinschaften im Rahmen des "P.D.I." finanzierten besonderen Programme	18,0	0	6,6	11,4
TA	60 03 C	Fonds zur Verwaltung des regionalen Immobilienvermögens, das nicht für die Verwaltung bestimmt ist	0	13,0	12,0	1,0
LU	60 04 C	Fischereifonds (Gesetz vom 1. Juli 1954)	8,1	34,1	41,6	0,6
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 10.</i>	919,5	3 687,2	3 743,6	863,1
		<i>Abschnitt 31.</i>				
AN	66 08 A	Fonds zur Sicherstellung der Festlegung und Zahlungsanweisung der Ausgaben in Sachen Parallelkredite	5,7	0	0	5,7
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 31.</i>	5,7	0	0	5,7
		<i>Abschnitt 34.</i>				
CO	60 01 A	01. Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung (königlicher Erlaß Nr. 1 vom 18. April 1967) - Bereich Wirtschaft	48,2	0	0,2	48,0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 34.</i>	48,2	0	0,2	48,0
		<i>Gesamtbeträge für Titel IV, Teil I.</i>	973,4	3 687,2	3 743,8	916,8
		TEIL II.				
		Geschäfte, die durch Kapitaleinnahmen finanziert werden.				
		<i>Abschnitt 10.</i>				
LU	60 03 A	Beteiligung im Hinblick auf die Schaffung von Bauerwartungsland, entweder durch Erwerb, oder durch Zuschüsse an öffentliche Organismen oder untergeordnete Behörden, oder durch beizureichbare Vorschüsse an die nämlichen Organismen oder Behörden	3,5	0	0	3,5
CO	60 05 A	Fonds für die Entschädigung der im Rahmen der Wirtschaftsexpansionsgesetze durchgeführten Enteignungen	74,8	4,0	0,1	78,7
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 10.</i>	78,3	4,0	0,1	82,2
		<i>Abschnitt 33.</i>				
LU	63 01 A	Fonds zur Gewährung beizureichbarer Vorschüsse am "Office wallon de Développement rural" in Ausführung der Art. 56 und 57 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 betreffend die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter und des Art. 76 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 betreffend die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter bei der Ausführung von großen Infrastrukturarbeiten	33,9	0	0	33,9
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 33.</i>	33,9	0	0	33,9

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	(In Millionen Franken)			
			Saldo am 1. Januar 1995	Einnahmen des Jahres	Ausgaben des Jahres	Saldo am 31. Dezember 1995
		<i>Abschnitt 34.</i>				
CO	60 01 A	01. Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung.- Bereich Wirtschaft (Expansionsgesetze)	90,8	0	90,8	0
CO		03. Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung.- Bereich öffentliche Arbeiten	100,3	0	95,9	4,4
CO		06. Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung.- Bereich Wirtschaft, Umstrukturierungen.- Ausführung durch die Exeku- tive von Artikel 2, § 5. des Gesetzes vom 2. April 1962	103,4	0	103,4	0
		(Die Ausgaben zu Lasten dieses Artikels dürfen gezahlt wer- den durch Krediteröffnung, in Anwendung des Art.15 des Gesetzes vom 29. Oktober 1846 zur Einrichtung des Rechnungshofes.)				
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 34.</i>	294,5	0	290,1	4,4
		<i>Abschnitt 38.</i>				
LU	60 08 A	Fonds zur Bekämpfung der Umweltbelästigung in der wallonischen Region .	56,2	0	0	56,2
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 38.</i>	56,2	0	0	56,2
		<i>Abschnitt 40.</i>				
LU	60 01 A	Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung (königlicher Erlaß Nr. 1 vom 18. April 1967)	62,4	0	0	62,4
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 40.</i>	62,4	0	0	62,4
		<i>Gesamtbeträge für Titel IV, Teil II.</i>	525,3	4,0	290,2	239,1
		<i>Gesamtbeträge für Titel IV, Teil I und II.</i>	1 498,7	3 691,2	4 034,0	1 155,9

TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

(In Millionen Franken)

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Nicht auf- gegliederte Mittel	Ausgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
		REGIONALES UNTERNEHMEN FÜR DIE HERSTELLUNG UND ZULEITUNG DES WASSERS. AUSGABEN.			
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>			
LU	11.03	Besoldungen und Zulagen des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens	130,0	—	—
LU	11.04	Zulagen gleich welcher Art des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens	4,0	—	—
LU	12.01	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuelle Dienstleistungen, zur Verwirklichung der Aufgaben, an das regionale Unternehmen, einschließlich der Abgabe und Gebühr hinsichtlich der Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	154,6	—	—
LU	12.02	Entschädigungen gleich welcher Art an das Personal für wirkliche Lasten und materielle Schäden, sowie die Fahrtkosten bezüglich der Dienstreisen (einschließlich der Beteiligung des Arbeitgebers am Preis der Sozialabonnements)	1,7	—	—
LU	12.05	Abgabe und Gebühr in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	112,5	—	—
LU	21.01	Geschuldete Zinsen	0	—	—
LU	33.01	Verschiedene Vergütungen an Drittpersonen infolge der Haftung des Unternehmens	1,0	—	—
LU	41.01	Übertragung an das regionale Schatzamt	0	—	—
LU	03.01	Speisung des Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0	—	—
LU	03.02	Speisung des Reservefonds	122,8	—	—
LU	03.03	Speisung des Erneuerungsfonds	31,9	—	—
LU	03.04	Speisung des Tilgungsfonds	63,9	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt I.</i>	622,4	—	—
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>			
LU	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit der Tätigkeit des Unternehmens	—	0	0
LU	73.01	Ausgaben bezüglich der durch das Unternehmen ausgeführten Arbeiten und Erwerbungen, Kosten und Studien mit einbegriffen	—	162,9	417,5
LU	73.02	01. Arbeiten und Studien in Sachen Bereitung und Zuleitung des Wassers, mit Inbegriff der großen hydraulischen Arbeiten	—	150,0	138,3
LU		02. Arbeiten und Studien in Sachen Bereitung und Zuleitung des Wassers.- An des Dekrets vom 30. April 1990 bezüglich des kohlenhaltigen Kalksteins	—	162,0	55,0
LU	73.20	Verbesserungsarbeiten und außergewöhnliche Instandhaltungsarbeiten, mit Inbegriff der Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	—	130,0	184,1
LU	74.01	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel	—	20,0	18,0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt II.</i>	0	624,9	812,9
		<i>Gesamtbeträge für die Ausgaben.</i>	622,4	624,9	812,9

TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Erwiesene Ansprüche	
		EINNAHMEN.		
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>		
LU	16.01	Verkauf von Wasser und Strom	475,6	
LU	16.02	Erträge in Zusammenhang mit den besonderen Aufträgen des Unternehmens	0,6	
LU	16.04	Verschiedene Erträge	1,2	
LU	08.01	01. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region : Funktion	0	
LU		02. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	0	
LU	08.02	Zuschuß der wallonischen Region für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0	
LU	08.03	01. Zinsen der angelegten Fonds	21,2	
LU		02. Abbuchung aus dem Tilgungsfonds	122,8	
LU		03. Abbuchung aus dem Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber .	1,0	
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt I.</i>	622,4	
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>		
LU	08.04	01. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region	400,0	
LU		02. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	55,0	
LU	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0	
LU	08.06	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds	61,4	
LU	08.07	Abbuchung aus dem Reservefonds	296,5	
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt II.</i>	812,9	
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	1 435,3	

TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

(In Millionen Franken)

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Nicht auf- gegliederte Mittel	Ausgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
		WALLONISCHES REGIONALAMT FÜR ABFALLSTOFFE.			
		AUSGABEN.			
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>			
LU	11.03	Besoldungen und Zulagen des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens und der Dienststellen "saubere Technologien" und "saubere Produkte"	p.m.	—	—
LU	11.04	Zulagen gleich welcher Art des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens	p.m.	—	—
LU	12.01	Studien, Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuelle Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben des regionalen Unternehmens	—	27,0	37,0
LU	12.02	Entschädigungen gleich welcher Art an das Personal für wirkliche Lasten und materielle Schäden, sowie die Fahrtkosten bezüglich der Dienstreisen (einschließlich der Beteiligung des Arbeitgebers am Preis der Sozialabonnements)	p.m.	—	—
LU	12.03	Studien, Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuelle Dienstleistungen sowie Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Teilnahme an Seminare und Kolloquien, Versammlungskosten ...	25,0	—	—
LU	12.04	Einsammlung besonderer Abfälle und wiederverwertbaren Materials	—	145,0	145,0
LU	12.05	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuelle Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben der Dienststellen "saubere Technologien" und "saubere Produkte"	—	0	0
LU	12.07	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen in Zusammenhang mit der elektronischen Verarbeitung der Daten über die Überführung und die Vernichtung der Abfälle (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	—	4,0	12,0
LU	12.08	Kosten der Einziehung der Gebühr für Haushaltsabfälle (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	45,0	—	—
LU	14.01	Sonderkosten der Verarbeitung, Überführung oder Vernichtung der Abfälle, durch die Region verauslagt aufgrund der Artikel 16, 21 oder 28 des Dekrets vom 5. Juli 1985 bezüglich der Abfälle	—	0	0
LU	21.01	Zinsen der Schulden	0	—	—
LU	30.01	Zuschüsse im nicht öffentlichen Bereich in Sachen Verwaltung der Abfälle ..	—	7,0	8,8
LU	32.01	Funktionskosten der SPAQUE (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	60,0	—	—
LU	33.01	Verschiedene Vergütungen an Drittpersonen infolge der Haftung des Unternehmens	0	—	—
LU	43.01	Zuschüsse an untergeordnete Behörden für die Verbesserung in Sachen Verwaltung der Abfälle	125,0	—	—
LU	43.03	Zuschüsse zugunsten der Gemeinden und Interkommunalen, die eine Politik zur Verarbeitung der Abfälle betreiben (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	—	697,0	697,0
LU	03.01	Speisung des Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0	—	—
LU	03.02	Speisung des Erneuerungsfonds	0	—	—

TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	(In Millionen Franken)		
			Nicht auf- gegliederte Mittel	Ausgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
LU	03.03	Speisung des Tilgungsfonds	0	—	—
LU	03.04	Speisung des Reservefonds	0	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt I.</i>	255,0	880,0	899,8
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>			
LU	50.02	Zuschüsse im nicht öffentlichen Bereich zugunsten des Umweltschutzes	—	0	0
LU	51.01	Vorschüsse an Drittpersonen in Sachen regionale Beteiligung in Sachen Sa- nierungsmaßnahmen	—	400,0	0
LU	60.01	Zuschüsse im öffentlichen Bereich zugunsten des Umweltschutzes und der Verarbeitung der Abfälle	—	1 655,0	1 722,3
LU	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit der Tätigkeit des Unternehmens	—	0	0
LU	73.01	Ausgaben bezüglich der durch das Unternehmen ausgeführten Arbeiten und Erwerbungen, Kosten und Studien mit einbegriffen	—	0	0
LU	74.06	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel	4,0	—	—
LU	81.01	Kapitalzuwendungen und beizureichbare Vorschüsse in Sachen Umwelt und Verarbeitung der Abfälle	—	580,0	113,0
LU	81.02	Kapitalzuwendungen und beizureichbare Vorschüsse in Sachen Umwelt und Verarbeitung der Abfälle	—	0	0
LU	91.01	Schuldtilgung	0	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt II.</i>	4,0	2 635,0	1 835,3
		<i>Gesamtbeträge für die Ausgaben.</i>	259,0	3 515,0	2 735,1

TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Erwiesene Ansprüche	
		EINNAHMEN.		
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>		
LU	16.01	Verkauf von Dienstleistungen	0	
LU	16.02	Verschiedene Erträge	0	
LU	06.01	Abbuchung aus dem Fonds für die Verwaltung der Abfallstoffe	2 509,1	
LU	06.02	Dotation der wallonischen Region für Risiken und Lasten Drittpersonen ge- genüber	0	
LU	06.03	01. Zinsen der angelegten Fonds	0	
LU		02. Abbuchung aus dem Tilgungsfonds	0	
LU		03. Abbuchung aus dem Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber .	0	
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt I.</i>	2 509,1	
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>		
LU	96.01	Ertrag der Anleihen	0	
LU	08.04	Dotation der wallonischen Region	485,0	
LU	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0	
LU	08.06	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds	0	
LU	08.07	Abbuchung aus dem Reservefonds	0	
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt II.</i>	485,0	
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	2 994,1	

TITEL VI.- GETRENNT VERWALTETER REGIONALER DIENST.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	
		WALLONISCHE EXPORTGESCHÄFTSSTELLE — AWEX	
		ABSCHNITT I.- LAUFENDE GESCHÄFTE.	
		A. Einnahmen.	
CO	16.01	Rückzahlung von Dienstleistungen	10,0
CO	16.02	Verschiedene Erträge	213,5
CO	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	133,7
CO	08.01	Am 31. Dezember 1994 verfügbarer Saldo, den Kassenbestand des Außenhandelsfonds einbegriffen	418,5
		Gesamtbetrag für die Einnahmen.	775,7
		B. Ausgaben.	
CO	11.03	Besoldungen und Zulagen des vertraglichen Personals der regionalen Geschäftsstelle	16,0
CO	11.04	Zulagen gleich welcher Art des vertraglichen Personals der regionalen Geschäftsstelle	1,6
CO	12.02	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufträge des AWEX, insbesondere Kosten der Dienstaufträge, Teilnahme an Messen, Seminare, Kolloquien, Sitzungen, Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Gutachten, Studien, usw.	234,0
CO	12.03	Funktionskosten der Vertretungen im Ausland	250,0
CO	30.01	Zuschuß zur Förderung des Außenhandels sowie der Investitionsbereitschaft im Ausland	57,0
CO	30.02	Zuschüsse Außenhandelsfonds, Ausbildung, multisektorielle Büros, Förderung der KMB, wirtschaftspartnerschaft und Programm FEDER (Objekte 2 und 5B)	163,0
		Gesamtbetrag für die Ausgaben.	721,6
		C. Übertragungen.	
		D. Einstweilige Mittel.	
CO	11.05	Einstweilige Mittel für die Indexierung der Besoldungen, Kosten der sozialen Programmierung	0
		Gesamtbetrag für die einstweiligen Mittel.	0
		E. Saldo.	
		Einnahmen	775,7
		Ausgaben	721,6
		Einstweilige Mittel	0
		Gesamtbetrag des Saldos.	54,1

TITEL VI.- GETRENNT VERWALTETER REGIONALER DIENST.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	
		ABSCHNITT II.- KAPITALGESCHÄFTE.	
		<i>A. Einnahmen.</i>	
CO	81.01	Rückzahlung von Darlehen, Kapitalzuwendungen, Vorschüssen	3,0
CO	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	189,2
CO	08.01	Am 31. Dezember 1994 verfügbarer Saldo, den Kassenbestand des Außenhandelsfonds einbegriffen	83,0
CO	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	275,2
		<i>B. Ausgaben.</i>	
CO	71.01	Erwerb oder Ausstattung von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit den Aufträgen der Geschäftsstelle	0
CO	74.06	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel	4,2
CO	81.01	Rückzahlbare Darlehen, beizuhaltende Vorschüsse, Kapitalzuwendungen zur Förderung des Außenhandels und der Investitionen aus dem Ausland	61,0
CO	81.02	Darlehen Außenhandelsfonds, Kreditlinien, Kapitalbeteiligungen, Partnerschaftsaktionen und Ausdehnung Außenhandelsfonds	157,5
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</i>	222,7
		<i>C. Übertragungen.</i>	
		<i>D. Saldo.</i>	
		Einnahmen	275,2
		Ausgaben	222,7
		Saldo	0
		<i>Gesamtbetrag des Saldos.</i>	52,5
		ABSCHNITT III.- GESCHÄFTE FÜR ORDER.	
		<i>A. Einnahmen.</i>	
		1. Fonds für Drittzahlungen	0
		2. Finanzverwaltungsfonds	0
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	0
		<i>B. Ausgaben.</i>	
		1. Fonds für Drittzahlungen	0
		2. Finanzverwaltungsfonds	0
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</i>	0
		<i>C. Saldo.</i>	

TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1995	1994	1993
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
		WALLONISCHER VORSCHUSSFONDS FÜR DIE WIEDERHER- STELLUNG DER INFOLGE DER ENTHAIME UND DES HOCH- PUMPENS DES GRUNDWASSERS ENTSTANDENEN SCHÄDEN.			
		4. EINNAHMEN.			
LU	411.05	Rückerstattung von Vorschüssen	22,0	—	—
LU	411.07	Steuererträge	—	—	—
LU	413.01	Zinsen der Kapitalanlagen	9,0	—	—
LU	442.01	Anleihen	—	—	—
LU	460.05	Entnahme aus des Reservefonds	21,9	—	—
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.	52,9	—	—
		5. AUSGABEN.			
LU	511.08	Verwaltungsentschädigungen	0,1	—	—
LU	513.02	Reisekosten	0,1	—	—
LU	522.01	Bürokosten	0,2	—	—
LU	524.01	Kosten der Gutachten	0,5	—	—
LU	524.02	Hypothekkosten	0,5	—	—
LU	524.03	Gerichtskosten	1,0	—	—
LU	525.01	Zinsen der Anleihen	—	—	—
LU	540.01	Kosten für Studien und geotechnische Versuche	20,0	—	—
LU	540.02	Einzahlung der Vorschüsse	30,0	—	—
LU	560.01	Rückzahlung der Anleihen	—	—	—
LU	560.02	Abgabenrückzahlungen	0,5	—	—
LU	560.05	Konsolidierung der Rücklagefonds	—	—	—
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.	52,9	—	—

TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1995	1994	1993
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
		WALLONISCHES AMT FÜR LÄNDLICHE ENTWICKLUNG.			
		4. EINNAHMEN.			
		<i>Kapitel 41.</i>			
		<i>Erträge infolge der Wahrnehmung der Aufgaben des Amtes.</i>			
LU	411.01	Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehene Vorkaufsrechts erworbenen Immo- bilien	2,2	2,2	1,1
LU	411.02	Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Liegenschaftspolitik er- worbenen Güter	—	—	—
LU	411.03	Beitreibung der Kosten für Überwachung, Kontrolle und Studien	13,4	12,0	5,5
LU	411.04	Im Rahmen der ländlichen Entwicklung abgeschlossene Verträge	7,5	6,0	2,4
LU	411.05	Beitreibung nicht geschuldeter Zahlungen	—	—	0,1
LU	411.06	Mieten der Gebäude	3,6	4,4	2,4
LU	411.07	Verkauf von Plänen und Lastenheften	0,1	0,1	0,1
LU	411.09	Beteiligung der Personalmitglieder an den Kosten der Mahlzeitschecks	3,6	3,5	2,9
LU	412.01	Verkauf von Veröffentlichungen	—	—	—
LU	413.01	Zinsen der Kapitalanlagen	3,0	3,0	6,1
LU	414.01	Verschiedene Erträge	—	—	0,8
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 41.</i>	33,4	31,2	21,4
		<i>Kapitel 42.</i>			
		<i>Einnahmen mit besonderer Zweckbestimmung.</i>			
LU	420.01	Beteiligung der wallonischen Region an den technischen Ausgaben bezüg- lich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung.- Be- zuschußbarer Teil	131,1	100,2	147,0
LU	420.02	Beteiligung der wallonischen Region an den technischen Ausgaben bezüg- lich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung.- Verauslagter nicht bezuschußbarer Teil	50,3	118,6	124,4
LU	420.03	Beteiligung der wallonischen Region am Erwerb von unbeweglichen Gütern anschließend an der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorge- sehenen Vorkaufsrechts.- Vorschüsse	11,0	20,5	17,0
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 42.</i>	192,4	239,3	288,4
		<i>Kapitel 43.</i>			
		<i>Erträge des Verkaufs von Vermögensgütern.</i>			
LU	430.01	Gebäude	—	0,4	0,1
LU	430.02	Mobiliar	—	—	—
LU	430.03	Maschinen und Material	—	—	—

TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1995	1994	1993
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
LU	430.04	Kraftfahrzeuge	—	—	—
LU	430.05	Beitreibung der Bürgschaften	—	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 43.</i>	—	0,4	0,1
		<i>Kapitel 44.</i>			
		<i>Vermögenseinnahmen.</i>			
LU	444.01	Rückzahlung der dem Personal bewilligten beitreibbaren Vorschüsse	—	—	—
LU	444.02	Rückzahlung der den Ausschüssen für Flurbereinigung bewilligten Darlehen im Hinblick auf die Bereinigung ihrer Kreditsaldi	27,6	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 44.</i>	27,6	—	—
		<i>Kapitel 45.</i>			
		<i>Beteiligung der wallonischen Region.</i>			
LU	450.01	Funktionsdotation für die laufenden Ausgaben	486,2	456,6	387,7
LU	450.02	Funktionsdotation für die Kapitalausgaben	11,8	12,2	13,0
LU	450.03	Liegenschaftspolitik	—	—	3,0
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 45.</i>	498,0	468,8	403,7
		<i>Kapitel 49.</i>			
		<i>Einnahmen für Order.</i>			
LU	490.01	Der wallonischen Region zurückzuerstattende Erträge infolge der Beitreibung der für die technischen Ausgaben in Sachen der Anwendung der Gesetze über die Flurbereinigung genehmigten Vorschüsse	58,0	102,5	48,0
LU	490.02	Der wallonischen Region zurückzuerstattende Erträge infolge des Weiterverkaufs oder der Neuzuweisung der im Rahmen der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts erworbenen Immobilien	10,1	17,3	5,5
LU	490.03	Europäische Fonds	22,5	—	23,2
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 49.</i>	90,6	119,8	76,7
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.	842,0	859,5	790,3
		5. AUSGABEN.			
		<i>Kapitel 51.</i>			
		<i>Personalausgaben.</i>			
LU	511.01	Besoldung des festen Personals	302,5	278,8	241,1
LU	511.02	Besoldung des Personals mit Dienstvertrag	21,7	24,8	18,0
LU	511.03	Kosten der Renten	68,8	63,4	56,4
LU	511.04	Soziallasten infolge der sozialen Gesetze - Arbeitgeberanteil	46,1	43,5	38,3

TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1995	1994	1993
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
LU	511.05	Soziallasten außerhalb der sozialen Gesetze - Arbeitgeberanteil	0,2	0,2	—
LU	511.06	Sozialdienst	2,1	2,1	2,1
LU	511.07	Berufsausbildung	3,1	3,1	—
LU	511.09	Lasten der Vergünstigungen für Mahlzeitschecks	14,8	13,6	12,2
LU	511.10	Pauschalhonorare	0,2	0,9	0,6
LU	512.01	Entschädigungen an die Mitglieder des Koordinationsausschusses	0,2	0,3	0,2
LU	513.02	Vertretungen und Dienstreisen	10,5	8,3	7,0
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 51.</i>	470,2	439,0	375,9
		<i>Kapitel 52.</i>			
		<i>Zahlungen an Drittpersonen für Dienstleistungen, Lieferungen, usw.</i>			
LU	521.01	Miete der Räumlichkeiten und Nebenkosten	3,6	3,1	2,9
LU	521.02	Mietkosten von Material und Mobiliar	0,9	1,4	1,1
LU	521.03	Instandhaltung und Reparatur der Räumlichkeiten	3,8	3,8	3,7
LU	521.04	Instandhaltung und Reparatur des Materials, des Mobiliars und der Kraftfahr- zeuge :			
		a) Material und Mobiliar	4,5	5,1	4,0
		b) Kraftfahrzeuge	0,3	0,3	0,3
LU	521.05	Versicherungen	0,5	0,5	5,0
LU	521.06	Steuern und Gebühren	3,2	3,3	3,4
LU	521.07	Sonstiger Verbrauch (Brennstoffe, Strom, usw.)	3,2	3,0	3,0
LU	521.09	Verschiedenes	—	—	—
LU	522.01	Bürokosten jeglicher Art :			
		a) Bürobedarf	5,2	5,2	7,4
		b) Telephon, Fax und Mobilophon	1,2	1,0	—
		c) Frankierung des Briefwechsels	0,6	0,8	—
		d) Zeitschriften	0,5	0,4	—
		e) Verschiedenes	0,1	0,2	—
LU	523.01	Kosten für Veröffentlichungen und Werbung	2,0	1,4	1,3
LU	524.01	Kosten der Streitsachen	0,2	0,2	—
LU	525.01	Finanzkosten	0,1	0,1	0,1
LU	526.01	Transportkosten	—	—	0,1
LU	526.09	Verschiedenes	—	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 52.</i>	29,9	29,8	32,3
		<i>Kapitel 53.</i>			
		<i>Zahlungen an Drittpersonen infolge der Durchführung, durch die Einrichtung, ihrer Aufträge.</i>			
LU	533.05	Ausgaben im Rahmen der Liegenschaftspolitik	—	—	1,1
LU	533.06	Kosten im Zusammenhang mit der Flurbereinigung und der ländlichen Ent- wicklung	11,5	11,0	8,2

TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1995	1994	1993
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
LU	533.07	Zulieferungskosten im Zusammenhang mit den Aufträgen der Einrichtung ...	8,0	8,0	3,7
LU	533.08	Den Ausschüssen für Flurbereinigung bewilligte Darlehen im Hinblick auf die Bereinigung ihrer Kreditsaldi	27,6	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 53.</i>	47,1	19,0	13,0
		<i>Kapitel 54.</i>			
		<i>Ausgaben zu Lasten der Einnahmen mit besonderer Zweckbestimmung.</i>			
LU	540.01	Beteiligungen an den technischen Ausgaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung	181,4	167,5	116,1
LU	540.02	Ausgaben infolge der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts	10,0	19,5	16,3
LU	540.03	Grundsteuer der infolge der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts erworbenen Güter	1,0	1,0	—
LU	540.09	Vor dem 1. Januar 1993 genehmigte Beteiligungen an den technischen Ausgaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung	—	51,3	164,3
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 54.</i>	192,4	239,3	296,7
		<i>Kapitel 55.</i>			
		<i>Erwerb von Vermögensgütern.</i>			
LU	550.01	Gebäude, Grundstücke, Immobilien	4,1	4,3	5,5
LU	550.02	Mobilier	2,2	2,2	1,6
LU	550.03	Maschinen und Material	5,5	6,1	5,7
LU	550.04	Kraftfahrzeuge	—	—	—
LU	550.05	Gewährleistungen	—	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 55.</i>	11,8	12,6	12,8
		<i>Kapitel 56.</i>			
		<i>Kapitalfinanzgeschäfte.</i>			
		<i>(Uneinschränkende Mittel.)</i>			
LU	560.01	xxxx	—	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 56.</i>	—	—	—
		<i>Kapitel 57.</i>			
		<i>Zweckbestimmung der Mehrbeträge.</i>			
		<i>(Uneinschränkende Mittel.)</i>			
LU	570.01	Entrichtung an die wallonische Region	—	—	53,5
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 57.</i>	—	—	53,5

TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1995	1994	1993
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
		<i>Kapitel 59.</i>			
		<i>Ausgaben für Order.</i>			
		<i>(Uneinschränkende Mittel.)</i>			
LU	590.01	Rückerstattung an die wallonische Region der für technische Ausgaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung bewilligten Vorschüsse	58,0	102,5	—
LU	590.02	Rückerstattung an die wallonische Region der Erträge des Weiterverkaufs oder der Neuzuweisung der im Rahmen der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts erworbenen Immobilien	10,1	17,3	—
LU	590.03	Entrichtung für Rechnung Dritter	22,5	—	19,3
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 59.</i>	90,6	119,8	19,3
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.	842,0	859,5	803,5

Gesehen, um dem Dekret vom 16. Dezember 1994 beigelegt zu werden.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 218

[F — 27014]

16 DECEMBER 1994. — Decreet houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1995 (*)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1.

Algemene bepalingen.

Artikel 1.- Voor het begrotingsjaar 1995 worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten geopend tot dekking van de uitgaven van het Waalse Gewest, overeenkomstig de in de bij dit decreet gevoegde tabel opgesomde programma's en waarvan de samenvatting hieronder wordt vermeld.

Navolgende tabel bevat de raming van de in 1995 aan te rekenen uitgaven ten laste van de variabele kredieten.

(In miljoen frank)

	Aard van de kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
Ministerie van het Waalse Gewest	Niet gesplitste kredieten	102.285,1	102.285,1
	Gesplitste kredieten	30.892,2	25.774,5
	Variabele kredieten	5.621,7	5.008,6
Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer	Niet gesplitste kredieten	18.563,6	18.563,6
	Gesplitste kredieten	13.387,1	13.029,7
	Variabele kredieten	378,0	378,0
Algemeen totaal	Niet gesplitste kredieten	120.848,7	120.848,7
	Gesplitste kredieten	44.279,3	38.804,2
	Variabele kredieten	5.999,7	5.386,6

Art. 2.- Elk Lid van de Waalse Regering wordt gemachtigd, binnen de perken van zijn bevoegdheden, provisies toe te kennen aan de advocaten en gerechtsdeurwaarders die optreden voor rekening van het Waalse Gewest.

Art. 3.- In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten tot een maximum bedrag van 15 miljoen frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer met het oog op de uitbetaling van de schuldvorderingen die 200.000 frank, zonder BTW, niet overschrijden.

Dit maximum bedrag wordt gebracht op :

- 30 miljoen frank voor de buitengewone rekenplichtigen van de centrale diensten van de afdeling Begroting en Comptabiliteit van het Ministerie van het Waalse Gewest en voor de buitengewone rekenplichtigen van de afdeling Comptabiliteit van het Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, met uitzondering van de niet de vereffening van de ten laste van de basisallocatie 12.04 van programma 01 van afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest aangerekende vergoedingen belaste buitenge-

wone rekenplichtige, die kan beschikken over geldvoorschotten ten bedrage van 50 miljoen frank. Voor de rekenplichtigen voor buitenlandse betrekkingen en buitenlandse investeringen wordt dit bedrag gebracht op 15 miljoen frank per programma.

- 140 miljoen frank voor de met het beheer van het leerlingenvervoer belaste buitengewone rekenplichtige van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer voor de betaling van schuldvorderingen betreffende het leerlingenvervoer ten belope van een bedrag dat 600.000 frank, zonder BTW, niet overschrijdt en voor zover deze schuldvorderingen aanbestedingen die geleid hebben tot een contract, het onderhoud van de door de dienst voor leerlingenvervoer beheerde voertuigen evenals de betaling van de kosten van leerlingenvervoer betreffen in toepassing van de wet van 15 juli 1983 tot oprichting van de dienst voor leerlingenvervoer.

In geval van dringende noodzaak mogen de uitgaven boven de 200.000 frank, zonder BTW, in verband met de buitenlandse betrekkingen van het Gewest en aangerekend ten laste van de basisallocaties van afdeling 16 en afdeling 11, programma 05, eveneens bij middel van geldvoorschotten worden betaald voor zover zij minder dan 500.000 frank, zonder BTW, bedragen.

De buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie, belast met de betaling van de voorschotten voor de kosten van opdrachten, zijn evenwel gemachtigd aan de ambtenaren, kabinetleden en deskundigen, belast met een opdracht in het buitenland, de nodige voorschotten te verlenen, ongeacht het bedrag.

Bovendien zijn de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie gemachtigd, zonder beperking, de door het Gewest ten gevolge van vonnissen en arresten verschuldigde bedragen te vereffenen.

Art. 4.- De bij het afsluiten van het jaar 1995 beschikbare gesplitste vastleggings- en ordonnanceringkredieten worden niet overgedragen naar het jaar 1996 noch toegevoegd aan de voor dit jaar toegekende kredieten.

Art. 5.- In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat, mogen de basisallocaties betreffende de schuldenlast van de programma's 08 van afdeling 10, 07 van afdeling 11, 05 en 06 van afdeling 13, 02 en 04 van afdeling 14, 04 en 05 van afdeling 15 en 01 et 03 van afdeling 17 worden herverdeeld door de Minister van Begroting, ongeacht het bedrag, ter aanvulling van het ter betaling van de interesten van de door het Gewest aangegeven leningen noodzakelijk bedrag.

Art. 6.- De Minister van Begroting mag de Thesaurie machtigen, de uitgaven betreffende de schuldenlast ten laste van de basisallocaties van de programma's 08, afdeling 10, 07, afdeling 11, 05 en 06, afdeling 13, 02 en 04, afdeling 14, 04 en 05, afdeling 15, en 01 en 03, afdeling 17, te vereffenen door voorschotten, binnen de perken van de begrotingskredieten en mits latere regularisatie.

* Zitting 1994-1995 :

Bescheiden van de Raad 4-IVb (1994-1995), nr. 1 tot 4.

Integraal verslag.- Openbare vergadering van 15 december 1994.- Bespreking.

Integraal verslag.- Openbare vergadering van 16 december 1994.- Bespreking.- Aanneming.

Art. 7.- In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat, mag de Minister die Technologie en Wetenschappelijk Onderzoek onder zijn bevoegdheden heeft, met akkoord van de Minister van Begroting, kredietoverdrachten uitvoeren tussen de basisallocaties 01.01, programma 02, en 01.02, programma 03, van afdeling 12.

Art. 8.- De Waalse Regering is gemachtigd aan de sociale fondsen, ten laste van de op de basisallocatie 30.01 van programma 01 van afdeling 11 van de begroting ingeschreven kredieten, de nodige bedragen te storten tot dekking van de bij overeenkomst aangegane verplichtingen betreffende de uitgevoerde restructuraties.

Art. 9.- In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat, mogen de basisallocaties van de programma's 01 en 06 van afdeling 11 worden herverdeeld door de met Economic, KMO's en Begroting belaste Ministers, ongeacht het bedrag, in het kader van de uitvoering van de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 inzake economische expansie en van 4 augustus 1978 inzake economische heroriëntering.

Art. 10.- De Minister die de Huisvesting onder zijn bevoegdheden heeft wordt gemachtigd tot de reëfectatie als multifunctioneel gebouw van de sociale wijk «HADES», eigendom van de «SC le Foycr d'Hornu».

Art. 11.- De Waalse Regering is gemachtigd tot het nemen van specifieke maatregelen en/of het verhogen van de financiële tussenkomst van het Gewest in de volgens navolgende criteria bepaalde bevoorrechte initiatiefzones :

- 1) voor de zones met grote navraag naar bouwgrond : de prijs van de bouwgrond;
- 2) voor de herwaarderingszones van woonkernen :
 - de bevolkingsdichtheid;
 - de kwaliteit van de woningen;
- 3) voor de zones met initiatiefwijken waar een geïntegreerd herbevolkingsbeleid wordt gevoerd :
 - de bevolkingsdichtheid;
 - de kwaliteit van de woningen;
 - het sociaal-economisch profiel van de bevolking;
- 4) voor de zones met te herwaarderen sociale woonwijken :
 - de bevolkingsdichtheid;
 - de kwaliteit van de woningen;
 - het sociaal-economisch profiel van de huurders.

Art. 12.- De Waalse Regering wordt gemachtigd volgende bedragen te storten op de bij het Gemeentekrediet van België geopende gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden :

— op 1 april 1995 : 387.551.043 F zijnde het bedrag van de annuïteit van het jaar 1993 voor de respectievelijk voor Charleroi en, elk voor de helft, voor Charleroi en Luik aangegane leningen van 2 miljard en 750 miljoen;

— op 1 juli 1995 : 208.147.858 F zijnde het bedrag, voor 1992, van het verschil tussen de door het Gemeentekrediet van België aan de uitlenende gemeenten gevorderde annuïteit en de dezelfde, om twee ten honderd verminderde, interestvoet berekende annuïteit voor de leningen voor buitengewone hulp, en als dusdanig aangerekend, evenals voor de door het Waalse Gewest tussen 1981 en 1984 gewaarborgde leningen ter consolidatie op lange termijn van de lasten van de leningen voor buitengewone hulp;

— op 1 augustus 1995 : 1.550.000.000 F zijnde de aanvullende gewestelijke tussenkomst;

— op 1 oktober 1995 : de schijf voorzien in artikel 20, § 4, van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financieringsmodaliteiten van de gemeenten. Worden beschouwd als zijnde gemeenten in financiële moeilijkheden, in de zin van artikel 20, § 4, de gemeenten die schatkistleningen hebben aangegaan met toegang tot de gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden.

Art. 13.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot verdeling van de op de basisallocaties 43.05, 43.09 en 43.10 van programma 02 van afdeling 14 ingeschreven kredieten.

Art. 14.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot verdeling van de op de basisallocaties 43.04, 43.06 en 43.07 van programma 03 van afdeling 14 ingeschreven kredieten.

Art. 15.- Onverminderd de bepalingen van het decreet van 23 november 1988 betreffende de door het Waalse Gewest toegekende toelagen voor bepaalde investeringen van openbaar nut kan de Waalse Regering toelagen ten belope van 100 % toekennen voor de actieve inrichting van openbare ruimten.

Art. 16.- Voor het begrotingsjaar 1995 wordt de Waalse Regering gemachtigd tot overdracht, overeenkomstig de door haar bepaalde modaliteiten, aan de concessieaanschappijen van de luchthavens van Charleroi-Brussel Zuid en Luik-Bierset van het recht tot inning van de voor het gebruik van de havenfaciliteiten verschuldigde taksen.

Art. 17.- Aanvullend aan artikel 20 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming tegen vervuiling van de oppervlaktewateren kunnen de studies en werken in verband met een infrastructuur die eigendom is van een rechtspersoon en waarvan het zuiveringsorgaan de eigendom, gezien de bestemming, niet kan verwerven, door het Gewest worden betaald, in de mate dat deze werken noodzakelijk zijn voor de oprichting van in artikel 18, 1° en 4°, van ditzelfde decreet bedoelde zuiveringsinstallaties.

Een overeenkomst, aangegaan tussen de rechtspersoon die eigenaar is van de infrastructuur en het zuiveringsorgaan en goedgekeurd door de Waalse Regering, bepaalt de rechten en plichten van de partijen evenals de praktische modaliteiten voor de verwezenlijking van de studies en de werken.

Art. 18.- Binnen de perken van de betreffende basisallocaties mogen navolgende toelagen worden toegekend, met inbegrip van de door de Europese fondsen gefinancierde tussenkomsten.

Programma 09.02 : Sociale Dienst :

Toelagen ten einde de sociale dienst van de Diensten van de Waalse Regering toe te laten sociale acties te voeren ten gunste van de ambtenaren van de gezamenlijke diensten van de Waalse Regering en de technische werking van deze VZW te verzekeren.

Programma 10.02 : Diensten van de Voorzitter, Secretariaat van de Waalse Regering en Kanselarij :

Toelagen voor acties of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van de gewestelijke instelling.

Toelagen aan de lokale besturen voor door de Waalse Regering ondersteunde specifieke acties.

Toelagen aan het Instituut Jules Desrèe voor het voeren van door de Waalse Regering ondersteunde specifieke acties ter bevordering van de Waalse identiteit.

Programma 10.06 . Openbaar Ambt :

Toelagen aan openbare of privé instellingen voor beroepsopleiding voor de uitvoering van de opleidingsplannen bestemd voor de ambtenaren van het Waalse Gewest en van de ondergeschikte besturen.

Programma 11.01 : Economische Expansie :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de gewestelijke economische ontwikkeling.

Programma 11.06 : KMO's en Middenstand :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de gewestelijke economische ontwikkeling.

Programma 11.07 : Landbouw, slachthuizen en agro-alimentatie :

Aanvullende en vervangende toelagen aan verenigingen voor teelt, productie en selectie van dieren en gewassen, voor toegepast wetenschappelijk onderzoek, begeleiding, vulgarisatie en promotie van de landbouw.

Toelagen voor de labellisatie en de kwaliteitscontrole van de producten.

Bijkomende en vervangende toelagen aan universitaire Faculteiten, centra voor vorsching en studie, en instellingen voor hoger landbouwonderwijs, voor toegepast wetenschappelijk onderzoek inzake de uitwerking van technieken en systemen voor produktie en diversificatie in de landbouw.

Aanvullende en vervangende toelagen aan verenigingen en groeperingen die informatie, sensibilisering en begeleiding inzake landbouw verstrekken.

Toelagen aan verscheidene verenigingen voor de promotie van de Waalse landbouwproducties.

Aanvullende en vervangende toelagen aan de Diensten voor plaatsvervangende in de landbouw.

Toelagen aan in de Bodemcommissie van Wallonië en in het netwerk REQUASUD geïntegreerde laboratoria voor analyse.

Toelagen voor de teelt van niet voor consumptie bestemde winterkoolzaad.

Programma 11.08: Bevordering van de tewerkstelling:

Toelagen voor proefacties die zich vooral richten tot werklozen.

Toelagen voor initiatieven inzake specifieke programma's inzake beroepsintegratie.

Programma 11.13: Opleiding van van loon- en weddetrekkenden buiten Forem om:

Toelagen voor acties of activiteiten die de beroepsopleiding bevorderen.

Programma 12.01: Energie:

Toelagen ter bevordering of ondersteuning van acties ter bevordering van rationeel energiegebruik of gebruik van alternatieve energie.

Toelagen bestemd voor de betaling van de uitgaven inzake cofinanciering samen met de EG van door de partners van het Gewest in het kader van de Europese programma's gevoerde acties.

Toelagen aan het agentschap voor culturele en technische samenwerking (ACCT) te Parijs voor het voeren van specifieke «Energie» acties in het kader van het tijdens de topconferenties van de Francophonie overeengekomen beleid.

Programma 12.02: Wetenschappelijk Onderzoek:

Toelagen voor de verspreiding en de ontwikkeling van nieuwe technologieën, de industriële vernieuwing en wetenschappelijk onderzoek inzake spits technologie.

Toelagen voor activiteiten inzake bevordering van de wetenschappelijk onderzoek, de vernieuwing en de technologische ontwikkeling.

Toelagen aan de instelling voor de ontwikkeling van de ondergrondse vergassing of aan een geheel of gedeeltelijk met de opdrachten van deze instelling belast organisme.

Toelagen aan onderzoekscentra voor de financiering van onderzoeksprojecten, de aankoop van uitrusting en de levering van diensten inzake technologische raadpleging.

Programma 12.03: Hulp aan bedrijven:

Toelagen voor de ten laste neming van de uitgaven inzake projecten voor fundamenteel industrieel onderzoek.

Toelagen voor de ten laste neming van de uitgaven voor de financiering van de voorbereiding of de begeleiding van onderzoeks- of ontwikkelingsprojecten.

Programma 13.01: Bossen:

Toelagen aan de bosuitbaters voor de opslag van na stormen te verwijderen hout.

Toelagen aan verenigingen die actief zijn op het gebied van bescherming en herwaarding van de bossen.

Toelagen aan ondergeschikte besturen inzake de uitvoering van werken in bossen.

Programma 13.02: Natuurbehoud:

Toelagen aan diverse verenigingen en privé personen voor het natuurbehoud.

Toelagen voor het behoud van opmerkelijke bomen en hagen op privé eigendom en openbare groene ruimten.

Ondersteuning van proefacties op gemeentelijk niveau inzake behoud van de natuur en openbare groene ruimten.

Sensibilisering van het publiek voor de aanplantingen «Journée de l'Arbre».

Programma 13.03: Milieu:

Toelagen aan verenigingen inzake bescherming en behoud van het milieu.

Toelagen aan verenigingen en openbare ondergeschikte besturen in het kader van de «groene week» (semaine verte).

Toelagen aan gemeenten voor de aanwerving van milieuvolledigheidsadviseurs.

Toelagen aan verenigingen en gemeenten voor de aanmoediging van acties inzake preventie en recyclage van huisvuil.

Toelagen aan SPAQUE voor werkingskosten en werken voor de sanering van oude stortplaatsen.

Programma 13.04: Beheer van de ondergrond:

Toelagen aan natuurlijke personen of privé instellingen inzake de ontsluiting van de rijkdommen van de ondergrond.

Programma 13.05: Water (controle, beheer en productie):

Toelagen voor de conceptie en de uitgave van «La Tribune de l'Eau».

Toelagen aan de riviercomités voor de financiering van de voorstudie van het rivierverdrag.

Toelagen aan privé instellingen voor sensibilisering, voorlichting en opleiding in materies die het water betreffen.

Programma 13.09: Preventie inzake milieuvervuiling:

Ondersteuning van programma's voor opleiding en omscholing van het personeel van de ondergeschikte besturen.

Programma 13.10: Jacht, visvangst en visteelt:

Toelagen aan verenigingen van jagers en vissers.

Toelagen bestemd voor de ontwikkeling van de visteelt.

Programma 14.01: Toezicht:

Werkingsstoelagen aan de Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies.

Toelagen en vergoedingen aan privé verenigingen die acties op verscheidene gebieden van het gemeentelijk leven organiseren.

Toelagen aan gemeenten en openbare instellingen voor het losmaken van bedenkingen inzake de ontwikkeling van de lokale besturen.

Programma 14.02: Algemene financiering van de gemeenten:

Toelagen ten gunste van de hoofdstad Namen.

Toelagen ten gunste van gemeenten in het kader van hulpverlening in het beheer, specifieke acties voor sociale integratie en veiligheid en acties ter leniging van actuele noden.

Programma 14.03: Algemene financiering van de provincies:

Tussenkost voor de ten laste neming van de werkingskosten van de externe centra voor Toezicht.

Aanvullende toelage voor de leniging van specifieke noden en als bijdrage ter compensatie van de taks op de waterontname.

Programma 14.04: Gesubsidieerde werken:

Toelagen voor het plaatsen van signalisatie langs de in de driejarenplannen opgenomen bouwwerven.

Toelagen aan privé of openbare instellingen voor sensibilisering, voorlichting en opleiding inzake materies die de gesubsidieerde werken betreffen.

Toelagen aan de openbare en privé sector voor acties voor sensibilisering, informatie, bevordering en opleiding inzake sport.

Programma 15.01: Ruimtelijke ordening en stedenbouw:

Toelagen voor acties die een goede ruimtelijke ordening bevorderen zowel op plaatselijk als op regionaal vlak.

Programma 15.02: Stadsvernieuwing en gedsaffecteerde gebieden inzake economische activiteit:

Toelagen inzake acties met het oog op de bevordering en de begunstiging van de reffectatie, de renovatie en de aanpassing van het bestaand patrimonium met als doel een meer verantwoord bodemgebruik.

Toelagen aan gemeenten en «régies foncières» in het kader van hun aankopen en uitwisseling van terreinen, verwezenlijkt in het kader van het door het Gewest beslist grondbeleid.

Toelagen aan gemeenten die stedelijke vernieuwingswerken van het type «quartier d'initiative» ondernemen voor de gedeeltelijke betaling van de loon- en andere kosten van de door de gemeente uitsluitend voor het beheer van de onderneming tewerkgestelde projectleiders. Deze toelagen worden forfaitair vastgesteld op 1,5 miljoen frank en per project «quartier d'initiative».

Programma 15.03 : Landelijke vernieuwing en ruilverkaveling :

Toelagen aan de «Fondation rurale de Wallonie» overeenkomstig de kaderovereenkomst.

Toelagen aan natuurlijke personen of privé instellingen voor de bevordering, de ontsluiting, de sensibilisering of de voorlichting inzake landelijke ontwikkeling of ruilverkaveling.

Toelagen aan natuurlijke personen of privé instellingen voor acties, initiatieven of verrichtingen inzake landelijke vernieuwing.

Programma 15.04 : Huisvesting - privé sector :

Toelagen inzake acties met het oog op de bevordering van een betere aanpassing van het woningbestand in de privé sector aan de noden van de gemeenschap.

Programma 15.05 : Huisvesting - openbare sector :

Toelagen inzake door openbare besturen gevoerde acties inzake bouw, renovatie en bevordering van huisvesting.

Toelagen inzake acties gevoerd ten gunste van wijkbesturen in sociale woonwijken.

Programma 15.06 : Monumenten, landschappen en opgravingen :

Toelagen inzake wetenschappelijke voorstudies, ter bescherming, waardering, reafectatie, restauratie en bevordering van het monumentenpatrimonium, het natuurlijk en archeologisch patrimonium van het Waalse Gewest.

Programma 16.02 : Bevordering van het Gewest op internationaal niveau :

Toelagen inzake acties, activiteiten of studies.

Programma 17.01 : Gezondheid :

Toelagen voor onderzoek op het gebied van de gezondheid.

Toelagen aan geïntegreerde gezondheidscentra.

Toelagen voor acties op het gebied van drugsverslaving.

Toelagen voor in het kader van het objectief 1 gevoerde initiatieven.

Programma 17.02 : Geestelijke gezondheid :

Toelagen voor onderzoek op het gebied van de geestelijke gezondheid.

Toelagen aan centra voor tele-onthaal.

Toelagen aan instellingen voor studies en experimenten inzake geestelijke gezondheid.

Programma 17.03 : Sociale actie :

Toelagen aan instellingen voor sociale actie en acties inzake gezin en derde leeftijd.

Toelagen voor de financiering van onderzoek op sociaal gebied.

Toelagen aan instellingen voor coördinatie en documentatie op sociaal gebied.

Toelagen aan centra voor sociale dienst.

Ondersteuning van bijzondere initiatieven van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ondersteuning voor de opleiding van sociale werkers en ambtenaren.

Ondersteuning van initiatieven ter bemiddeling inzake schulden door de centra voor sociale dienst.

Ten laste neming van de sociale bemiddelaars in de woonwijkbesturen en de sociale immobiliënagentschappen.

Programma 17.05 : Bejaarden :

Toelagen aan dagverblijven voor bejaarden in de privé sector.

Toelagen aan dagverblijven voor bejaarden in de openbare sector.

Programma 17.06 : Gehandicapten :

Toelagen voor acties inzake sociale bevordering en integratie van gehandicapten.

Subsidies aan diensten die hulp verstrekken ter bevordering van activiteiten in het dagelijks leven voor volwassen gehandicapten.

Toelagen voor de opleiding van het personeel van de medisch-socio-pedagogische instituten.

Programma 17.07 : Sociale integratie van migranten :

Toelagen inzake sociale integratie van uitheemse bevolkingsgroepen.

Subsidies toegekend aan gewestelijke centra voor integratie van uitheemse bevolkingsgroepen.

Subsidies aan openbare en privé instellingen die acties voeren op het gebied van opvang en integratie van personen van uitheemse oorsprong.

Subsidies aan openbare en privé instellingen in het kader van de operaties «*Eté solidaire, je suis partenaire*».

Programma 18.01 : Toerisme :

Toelagen inzake acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van het gewestelijk toerisme.

Programma 50.02 : Werkingskosten en prestaties door derden :

Toelagen bestemd voor de organisatie van tentoonstellingen en conferenties evenals voor studies.

Toelagen voor de bevordering van acties voor verkeersveiligheid.

Toelagen aan diverse verenigingen en groeperingen voor sensibilisering, voorlichting en opleiding inzake openbare infrastructuur.

Programma 50.04 : Vestiging der gebouwen :

Toelagen voor het uitreiken van prijzen in het kader van de integratie van kunstwerken in de gebouwen van het Gewest.

Programma 52.03 : Bevordering van de binnenvaart :

Toelagen aan verenigingen die actief zijn op het gebied van de bevordering en de ontsluiting van de binnenvaart.

Toelagen bestemd voor de organisatie van tentoonstellingen en conferenties evenals voor studies.

Programma 54.01 : Stedelijk en interstedelijk vervoer :

Toelagen aan verenigingen met als doelstelling de bevordering van het openbaar vervoer.

Toelagen aan verenigingen die de mobiliteit inzake vervoer bestuderen en/of voorstaan.

Toelagen ter ondersteuning van organisatoren van manifestaties in verband met het vervoer.

Toelagen bestemd voor de bevordering van het imago van het Waalse Gewest en van zijn tussenkomst ten gunste van het vervoer.

Toelagen aan de maatschappijen van de groep TEC en aan de «*Société régionale wallonne des Transports*» voor de verwezenlijking van investeringen voor een kwaliteitsverbetering van het openbaar vervoer.

Programma 54.02 : Luchthavens en vliegvelden :

Toelagen aan de exploitatiebedrijven van de gewestelijke luchthavens en vliegvelden met oog op de bevordering van hun installaties.

Toelagen betreffende de verwezenlijking en de exploitatie van een geavanceerd telecommunicatiecentrum in het kader van het objectief 1.

Programma 54.04 : Bevordering en coördinatie van het vervoer :

Toelagen inzake activiteiten voor opleiding, onderzoek en vernieuwing op het gebied van het vervoer.

Toelagen bestemd voor de bevordering van het imago van het Waalse Gewest en diens tussenkomst ten gunste van het vervoer.

Art. 19.- De Minister die de begroting onder zijn bevoegdheden heeft stelt het Rekenhof regelmatig in kennis van de ten laste van de in artikel 26 vermelde machtigingen aangegane verbintenissen.

De in artikel 27, 28 et 30 vermelde machtigingen zijn onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Voor de tiende van iedere maand legt de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof een in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor, die enerzijds het bedrag vermeldt van de machtigingen die tijdens de afgelopen maand werden geïncasseerd en, anderzijds, het bedrag aangeeft van de machtigingen die werden geïncasseerd sedert het begin van het jaar.

De lijst van de maand december geldt als samenvattende jaarlijkse lijst.

Het Rekenhof zendt een geïncasseerd exemplaar van deze lijst terug naar de Minister die de begroting onder zijn bevoegdheden heeft.

Art. 20.- De Waalse Regering is gemachtigd, het beschikbaar saldo op de voor de ten laste neming van de verbintenissen van het «Etablissement» geopende gewestelijke rekening daarbij mogelijk overschrijdend, tot overname, ten laste van de betreffende basisallocaties van afdeling 18, van de lopende verbintenissen voortvloeiend uit de door genoemd organisme genomen beslissingen.

Art. 21.- De Waalse Regering is gemachtigd, in naam van het Waalse Gewest, tot de kosteloze overdracht aan het Patrimonium van de Universiteit van Luik van het aan het Gewest toebehorende, en momenteel door het «Centre Spatial Liégeois» ingenomen, terrein van 10.000 m², samen met de gebouwen, gelegen in het «Parc scientifique» van Sart-Tilman.

Art. 22.- De niet-gesplitste kredieten van de basisallocatie 34.01 van programma 01, afdeling 17, en de basisallocaties 33.08 en 43.08 van programma 06, afdeling 17, mogen worden aangewend voor uitgaven die vorige begrotingsjaren betreffen.

Art. 23.- De Waalse Regering is gemachtigd kredietoverdrachten uit te voeren tussen de basisallocaties 52.31, 63.01, 72.01 van programma 01, 52.21 en 63.01 van programma 04, 52.31, 63.01 en 63.02 van programma 05 evenals 52.22 en 52.31 van programma 06 van afdeling 17.

Art. 24.- Artikel 1, § 3, van het decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken wordt vervolledigd als volgt :

«c) voor de aanwerving van voor de afhandeling van bestellingen bestemd personeel met arbeidscontract van bepaalde duur».

HOOFDSTUK 2.

Machtigingen.

Art. 25.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het opnemen, bij het Gemeentekrediet van België en in naam van het Waalse Gewest, voor rekening van het psychiatrisch ziekenhuis «Les Maronniers» te Doornik, van een krediet ten bedrage van 34 miljoen frank, en voor rekening van het ziekenhuis «Chênes aux Haies» te Bergen, van een krediet ten bedrage van 100 miljoen frank, ter prefinanciering van de werkingskosten van voornoemde ziekenhuizen.

Deze kredieten mogen worden verhoogd met de vervallen amortisatieschijven van de in 1994 aangegane leningen van respectievelijk 200 miljoen frank en 100 miljoen frank.

De interest- en delgingslasten van de kredieten en leningen worden berekend in de prijs van een verplegingsdag van de betrokken ziekenhuizen.

Art. 26.- Onverminderd de bepalingen van voorgaand artikel wordt de Waalse Regering gemachtigd tot het aangaan van de verbintenis tot betaling, op de vervaldag, van de interest en delging, binnen een termijn van ten hoogste twintig jaar, van de door het Gemeentekrediet van België toegestane leningen, voor bedragen gelijk aan 40 % van de kostprijs van de in de psychiatrische ziekenhuizen te Bergen en Doornik uitgevoerde werken.

Deze machtigingen tot het aangaan van leningen mogen in 1995 niet meer bedragen dan 80 miljoen frank.

De interesten en de delging van voornoemde leningen worden berekend in de prijs van een verplegingsdag van de betrokken ziekenhuizen.

Art. 27.- De Minister die het Waterbeleid onder zijn bevoegdheden heeft wordt gemachtigd tot het vastleggen in 1995, ten laste van van het Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (programma 06, afdeling 13), van toelagen voor werken van de instellingen voor waterzuivering, ten belope van het op 31 december 1994 beschikbaar saldo van de in artikel 29, alinea 2, van het decreet van 23 december 1993 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1994 vermelde machtiging.

Aanvullend bij artikel 30 van het decreet van 30 april 1990 tot invoering van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, is de Minister die het Waterbeleid onder zijn bevoegdheden heeft bovendien gemachtigd tot de vastlegging van uitgaven, ten laste van het Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (programma 06, afdeling 13) en ongeacht het beschikbaar saldo van dit fonds, ten belope van het ten overstaan van de uitgaven van het jaar 1995 in de bij decreet bijgevoegde tabel vermelde bedrag.

Art. 28.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het sluiten van bouwcontracten, overeenkomstig de algemene voorwaarden voor aankoop of huur vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 mei 1981 betreffende de algemene voorwaarden voor de toekenning van openbare aanbestedingen voor de bevordering van werken en leveringen, met het oog op de bouw van navolgende administratieve gebouwen, ten belope van navolgende maximumbedragen :

Namen :

«site de la gare»	2.600,0 miljoen F
place Léopold, gebouw «Bilot»	240,0 miljoen F
boulevard Smet de Nayer, gebouw «Germinal»	350,0 miljoen F
wijk «Célestines»	310,0 miljoen F
«Moulines de Beez»	880,0 miljoen F
Charleroi :	
rue Saint-Charles	495,0 miljoen F

Art. 29.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het aangaan, in naam van het Waalse Gewest, van de verbintenis tot de betoelaging van de investeringsuitgaven van de ruilverkavelingscomités en van de verbintenis tot toekenning aan deze comités van terugvorderbare voorschotten voor uitgaven van dezelfde aard.

Deze verbintenissen mogen in 1995 betrekking hebben op bedragen die, wat betreft de toelagen, 283,2 miljoen frank, en, wat betreft de voorschotten, 125,8 miljoen frank niet overschrijden.

HOOFDSTUK 3.

Gewestelijke waarborgen.

Art. 30.- De Waalse Regering is gemachtigd over het aangaan van leningen te beschikken naargelang de staat van de geklmidelen van het Fonds der Grote Gezinnen van Wallonië. Het totaal bedrag van de onder dekking van de gewestelijke waarborg toegestane leningen mag in geen geval meer bedragen dan 1,6 miljard frank.

De waarborg omvat eveneens de verrichtingen van financieel beheer die betrekking hebben op deze leningen. De Waalse Regering is gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest te verlenen voor de verrichtingen van financieel beheer voor de van 1990 tot 1994 door het «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» aangegane en door het Gewest gewaarborgde leningen.

Art. 31.- De Waalse Regering is gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest te verlenen voor de leningen van de Waalse Maatschappij der Waterleidingen ten belope van een maximum bedrag van 2 miljard frank voor het jaar 1995.

Art. 32.- § 1.- De Waalse Regering wordt gemachtigd, tot 31 december 1995 de aanvullende waarborg van het Waalse Gewest toe te kennen voor de gehele of gedeeltelijke terugbetaling in hoofdsom, rente en bijkomende kosten, van leningen voor buitengewone hulp, en als zodanig aangerekend, die door gemeenten bij het Gemeentekrediet van België worden aangegegaan. Deze waarborg zal evenwel slechts worden toegekend aan de gemeenten die een beheersplan van hun financiën voorleggen en, ten einde de uitvoering ervan te verzekeren, bijzondere dwingende toezichtsmodaliteiten aanvaarden.

§ 2.- De Waalse Regering wordt gemachtigd, onder dezelfde voorwaarden, leningen aan te gaan ten einde de gemeenten te sommen te lenen die vereist zijn voor de zekerstelling van de consolidatie op lange termijn van de tussen 1981 en 1984 door het Waalse Gewest gewaarborgde leningen voor buitengewone hulp.

§ 3.- De krachtens dit artikel verleende aanvullende waarborgen mogen het globaal bedrag van 12 miljard frank niet overschrijden.

Art. 33.- De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest toe te kennen voor de door landbouwers en landbouwbedrijven aangegane leningen voor investeringen in land- en tuinbouw, en dit voor een totaal bedrag van 3,3 miljard frank in 1995.

Art. 34.- De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Gewest toe te kennen voor de leningen van de Waalse gewestelijke Vervoersmaatschappij betreffende de uitbatingsinvesteringen, met inbegrip van de in de hoedanigheid van bus- en/of materiaalhuurder gedane verrichtingen, voor een bedrag van maximum 1.200 miljoen frank.

Art. 35.- De Waalse Regering is gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest te verlenen, ten belope van een bedrag van ten hoogste 500 miljoen frank, voor de leningen betreffende de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale instellingen in het kader van een raamovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de financiële instellingen.

HOOFDSTUK 4.

Verlenen van voorschotten.

Art. 36.- De Minister-Voorzitter en de Leden van de Waalse Regering mogen voorschotten toekennen op de financiële tussenkomst van het Gewest in de uitgaven voor :

1° werken inzake zuivering van afvalwater en ruilverkaveling.

Deze voorschotten mogen ten hoogste bedragen :

- a) 30 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten van minder dan 50 miljoen frank;
- b) 25 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten die tussen de 50 en de 200 miljoen frank liggen;
- c) 20 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten van meer dan 200 miljoen frank.

Het bedrag van de financiële tussenkomst van het Gewest, bepaald op het ogenblik dat de aanwijzing van de aannemer, dient als referentie voor de berekening van het voorschot.

Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort op het ogenblik dat de administratie het bevel tot aanvang der werken heeft verkregen.

2° Werken uitgevoerd in het kader van een project voor landelijke of stadshernieuwing.

a) Deze voorschotten mogen niet hoger zijn dan 20 % van de toelage berekend op basis van het bedrag van de aangegane overeenkomst. Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort op het ogenblik dat het Gewest het bevel tot aanvang der werken heeft gekregen.

b) Een voorafgaand voorschot, forfaitair vastgelegd op 5 % van de toelage berekend op basis van de raming van de overeenkomst, kan worden toegekend voor voorontwerp- en ontwerpstudies. Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort na goedkeuring, door het Gewest, van de raming van de overeenkomst bij de overhandiging van het voorontwerp.

Art. 37.- De Waalse Regering is gemachtigd, binnen de perken van de op de basisallocatie 63.05 van programma 04 van afdeling 14 ingeschreven kredieten, gemeenten die door rampen werden getroffen een tegemoetkoming toe te staan, ten einde deze in staat te stellen de getroffen en terugvorderbare voorschotten te verstrekken, in afwachting van de tussenkomst van het Rampenfonds.

HOOFDSTUK 5.

Afzonderlijke afdeling.

Art. 38.- In afwijking van artikel 16 van de wet van 28 juni 1989 tot wijziging van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de comptabiliteit van de Staat, zijn de bepalingen van artikel 1 en 5 van bedoelde wet niet van toepassing tijdens het jaar 1995 voor wat betreft de fondsen vermeld onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 39.- De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel wordt aangeduid naast het artikelnummer of littera van elk betreffend fonds.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten ervan hebben verricht worden door het teken C aangeduid.

Art. 40.- Ten laste van de fondsen van de afdelingen 31 en 34 vermeld onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel mogen in 1995 geen nieuwe verbintenissen worden aangegaan.

Art. 41.- De Minister die de begroting onder zijn bevoegdigheden heeft mag, buiten de perken van de beschikbare ontvangsten van artikel 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA) en 60.02.A.03 (FSE) van afdeling 10, deel I, van Titel IV, uitgaven vastleggen ten belope van de door de EEG als tussenkomst ter beschikking gestelde bedragen.

HOOFDSTUK 6.

Gewestelijke ondernemingen.

Art. 42.- De bij dit decreet gevoegde begroting van de «Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau» voor het jaar 1995 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.435,3 miljoen frank voor de ontvangsten en 1.435,3 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 43.- In afwijking van artikel 116 van de gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat mag de Minister die het Waterbeleid onder zijn bevoegdheden heeft overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de in de begroting van de uitgaven van de «Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau» ingeschreven basisallocaties.

Art. 44.- De bij dit decreet gevoegde begroting van het «Office régional wallon des Déchets» voor het jaar 1995 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 2.994,1 miljoen frank voor de ontvangsten en 2.994,1 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 45.- In afwijking van artikel 116 van de gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat mag de Minister die het Milieu onder zijn bevoegdheden heeft overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de in de begroting van de uitgaven van het «Office régional wallon des Déchets» ingeschreven basisallocaties.

HOOFDSTUK 7.

Afzonderlijk beheerde gewestelijke dienst.

Art. 46.- De bij dit decreet gevoegde begroting van de «Agence wallonne à l'Exportation» voor het jaar 1995 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.050,9 miljoen frank voor de ontvangsten en 944,3 miljoen frank voor de uitgaven.

HOOFDSTUK 8.

Instellingen van openbaar nut.

Art. 47.- De bij dit decreet gevoegde begroting van het «Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompes d'eau souterraine» voor het jaar 1995 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 52,9 miljoen frank voor de ontvangsten en 52,9 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 48.- De bij dit decreet gevoegde begroting van het «Office wallon de Développement rural» voor het jaar 1995 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 842,0 miljoen frank voor de ontvangsten en 842,0 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 49.- De Minister die de ruilverkaveling onder zijn bevoegdheden heeft mag overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de in de begroting van de uitgaven van het «Office wallon de Développement rural» ingeschreven basisallocaties.

HOOFDSTUK 9.

Diverse bepalingen.

Art. 50.- De Waalse Regering wordt gemachtigd, tot 31 december 1997, tot overname van de interestlasten van de door in 1993 door rampen getroffen gemeenten bij het Gemeentekrediet van België of bij door de Waalse Regering erkende financiële instellingen aangegane leningen zodat deze gemeenten aan de getroffen en de alleemoedzakelijkste terugvorderbare voorschotten kunnen verlenen, in afwachting van de tussenkomst van het Rampenfonds.

Deze ten laste neming mag voor het totaal de totale omvang der leningen het bedrag van 400 miljoen frank niet overschrijden, de in 1994 toegestane leningen inbegrepen.

Art. 51.- De op 31 december 1994 ten laste van artikel 60.01.A, afdeling 10, van de afzonderlijke afdeling, deel II, bestaande saldi en lopende verbintenissen worden overgedragen naar het variabel krediet 60.01, programma 01, afdeling 11.

Art. 52.- De op 31 december 1994 ten laste van artikel 60.02.A, 60.07.A en 60.09.A, afdeling 10, van de afzonderlijke afdeling, deel II, bestaande saldi en lopende verbintenissen worden overgedragen naar het variabel krediet 01.01, programma 05, afdeling 12.

Art. 53.- De op 31 december 1994 ten laste van artikel 60.05.A.01, afdeling 10, van de afzonderlijke afdeling, deel I, bestaande saldi en lopende verbintenissen worden overgedragen naar het variabel krediet 01.02, programma 01, afdeling 13.

Art. 54.- De op 31 december 1994 ten laste van artikel 60.05.A.02, afdeling 10, van de afzonderlijke afdeling, deel I, bestaande lopende verbintenissen worden overgedragen naar de basisallocatie 73.01, programma 01, afdeling 13.

Het op dezelfde datum eventueel bestaand saldo wordt geannuleerd.

Art. 55.- De op 31 december 1994 ten laste van artikel 60.05.A.03, afdeling 10, van de afzonderlijke afdeling, deel I, bestaande saldi en lopende verbintenissen worden overgedragen naar het variabel krediet 01.03, programma 01, afdeling 13.

Art. 56.- De op 31 december 1994 ten laste van artikel 60.05.A.04, afdeling 10, van de afzonderlijke afdeling, deel I, bestaande lopende

verbintenissen worden overgedragen naar de basisallocatie 73.01, programma 01, afdeling 13.

Het op dezelfde datum eventueel bestaand saldo wordt geannuleerd.

Art. 57.- De op 31 december 1994 ten laste van artikel 60.04.A, afdeling 10, van de afzonderlijke afdeling, deel II, bestaande lopende verbintenissen worden overgedragen naar de basisallocatie 70.01, programma 01, afdeling 13.

Het op dezelfde datum eventueel bestaand saldo wordt geannuleerd.

Art. 58.- De op 31 december 1994 ten laste van artikel 60.04.A, afdeling 40, van de afzonderlijke afdeling, deel II, bestaande lopende verbintenissen worden overgedragen naar de basisallocatie 63.01, programma 06, afdeling 13.

Het op dezelfde datum eventueel bestaand saldo wordt geannuleerd.

Art. 59.- In afwijking van artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de comptabiliteit van de Staat kan elke Minister, in het kader van zijn bevoegdheden en met akkoord van de Minister van Begroting, binnen elk betreffend programma de nodige kredietoverdrachten uitvoeren van de gewone basisallocaties naar de specifiek voor Europese cofinanciering voorziene allocaties.

HOOFDSTUK 10. Slotbepalingen.

Art. 60.- Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1995.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

ALGEMENE BEGROTING VAN DE UITGAVEN VAN HET WAALSE GEWEST
VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1995

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
	Afdeling 01.			
	<i>Dotatie aan de Waalse Gewestraad.</i>			
Programma 01.00	Dotatie aan de Waalse Gewestraad	583,0	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 01.</i>	583,0	0	0
	Afdeling 02.			
	<i>Kabinetsuitgaven van de Minister-Voorzitter van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme.</i>			
Programma 02.00	Bestaansmiddelen	215,8	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 02.</i>	215,8	0	0
	Afdeling 03.			
	<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding.</i>			
Programma 03.00	Bestaansmiddelen	158,5	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 03.</i>	158,5	0	0
	Afdeling 04.			
	<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting.</i>			
Programma 04.00	Bestaansmiddelen	207,1	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 04.</i>	207,1	0	0
	Afdeling 05.			
	<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer.</i>			
Programma 05.00	Bestaansmiddelen	165,3	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 05.</i>	165,3	0	0
	Afdeling 06.			
	<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Openbare Werken.</i>			
Programma 06.00	Bestaansmiddelen	154,4	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 06.</i>	154,4	0	0

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplijste kredieten	Gesplijste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Afdeling 07.				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid.</i>				
Programma 07.00	Bestaansmiddelen	161,0	0	0
Totalen voor afdeling 07.		161,0	0	0
Afdeling 08.				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.</i>				
Programma 08.00	Bestaansmiddelen	179,0	0	0
Totalen voor afdeling 08.		179,0	0	0
Afdeling 09.				
<i>Diensten van de Waalse Regering en niet aan de organieke afdelingen verbonden organismen.</i>				
Programma 09.01	Economische en sociale Raad van het Waalse Gewest	102,2	0	0
Programma 09.02	Sociale dienst	66,0	0	0
Totalen voor afdeling 09.		168,2	0	0
Afdeling 10.				
<i>Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest.</i>				
Programma 10.01	Algemeen beheer van het personeel van het Ministerie	5 265,4	0	0
Programma 10.02	Dienst van het voorzitterschap, secretariaat van de Waalse Regering en Kanse- larij	83,0	0	0
Programma 10.03	Administratieve informatica	284,8	0	0
Programma 10.04	Gewestelijke statistieken	33,2	0	0
Programma 10.05	Juridische directie	5,2	0	0
Programma 10.06	Openbaar ambt	24,4	0	0
Programma 10.07	Thesaurie, Begroting en Financiën	65,5	0	0
Programma 10.08	Algemene schuldenlast	3 713,6	0	0
Programma 10.12	Communicatie en informatie	31,0	0	0
Totalen voor afdeling 10.		9 506,1	0	0

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Afdeling 11.				
<i>Economie, tewerkstelling en beroepsopleiding.</i>				
Programma 11.01	Economische expansie	429,7	5 571,1	5 672,6
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor industriële vernieuwing (eerste, tweede en derde opdracht)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	4,1	4,1
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	0	0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	4,1	4,1
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	0	0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	4,1	4,1
Programma 11.02	Restructuratie en ontwikkeling	544,2	2 350,0	2 350,0
Programma 11.03	Industriezones	113,0	977,0	925,0
Programma 11.05	Bevordering van buitenlandse investeringen	81,7	0	7,2
Programma 11.06	KMO's en Middenstand	201,0	2 826,1	2 796,6
Programma 11.07	Landbouw, slachthuizen en agrarische voedingsproducten	860,4	2 067,0	874,8
Programma 11.08	Bevordering van de tewerkstelling	197,2	0	0
Programma 11.09	Forem	2 088,7	0	0
	<i>Oprichtingsfonds : Begrotingsfonds inzake tewerkstelling</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	0	0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	100,0	100,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	100,0	100,0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	100,0	100,0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	0	0
Programma 11.10	Door de administratie beheerd plan voor de opslorping van de werkloosheid waarvan de kostenovername echter verzekerd wordt door Forem	8 173,7	0	0
Programma 11.11	Rechtstreeks door de administratie beheerd plan voor de opslorping van de werkloosheid	5 137,3	520,6	430,9
Programma 11.13	Vorming van loon- en weddetrekkenden behalve Forem	152,5	0	0
Programma 11.14	Forem - Vorming	1 796,3	0	0
Programma 11.15	Landbouwkundige vorming	33,8	0	0
Programma 11.16	Vorming van zelfstandigen	756,5	10,0	10,0
<i>Totalen voor afdeling 11.</i>		20 566,0	14 421,8	13 167,1
Afdeling 12.				
<i>Technologieën en versing.</i>				
Programma 12.01	Energie	22,5	326,0	400,0
Programma 12.02	Versing	321,0	1 209,7	1 118,9
Programma 12.03	Tegemoetkomingen aan bedrijven	0	1 329,1	1 435,6

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Programma 12.05	Fonds voor bijstand en tussenkomst van het Waalse Gewest inzake vorsing en technologie	0	0	0
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de financiering van de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest inzake vorsing en technologie</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	1,3	173,3
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	100,0	100,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	101,3	273,3
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	101,3	120,4
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	0	152,9
	Totalen voor afdeling 12.	343,5	2 966,1	3 074,9
	Afdeling 13.			
	Natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu.			
Programma 13.01	Bossen	116,8	249,4	247,6
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor het beheer van de bossen van de voormalige «Gruerie d'Arion» (artikel 7 van de domeinwet van 26 juli 1952)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	22,8	22,8
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	10,0	10,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	32,8	32,8
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	10,0	10,0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	22,8	22,8
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor het beheer van het bos van Herbeumont (artikel 1, 16, van de domeinwet van 1 juli 1983)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	12,0	12,0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	3,0	3,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	15,0	15,0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	3,2	3,2
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	11,8	11,8
Programma 13.02	Natuurbehoud	111,0	143,5	135,6
Programma 13.03	Leefmilieu	694,1	0	1,0
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor afvalbeheer decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	1 014,1	1 086,9
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	1 575,0	1 575,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	2 589,1	2 661,9
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	2 589,1	2 589,1
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	0	72,8
Programma 13.04	Ondergrondse rijkdommen	48,8	1,5	23,2
Programma 13.05	Water (controle, beheer en productie)	2 497,8	706,7	932,9
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van het voor drinkwater geschikt water (decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van voor drinkwater geschikt water)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	390,0	470,0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	1 500,0	1 500,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	1 890,0	1 970,0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	1 200,0	200,0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	690,0	1 770,0
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van het grondwater (decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van voor drinkwater geschikt water)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	0	0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	50,0	50,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	50,0	50,0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	50,0	20,0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	0	30,0

		<i>(In miljoen frank)</i>		
		Niet gesplijste kredieten	Gesplijste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Programma 13.06	Bescherming van het water tegen vervuiling	879,2	2 215,9	376,9
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (decreet van 30 april 1990 betreffende het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	- 2 477,4	1 514,8
	<i>Netto ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	1 507,0	1 507,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	- 970,4	3 021,8
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	1 568,1	1 965,9
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	- 2 538,5	1 055,9
Programma 13.08	Controle van milieuvervuiling	86,8	39,7	39,4
Programma 13.09	Preventie van milieuvervuiling	32,7	0	0
Programma 13.10	Jacht, visvangst en visteelt	26,5	56,0	34,9
	<i>Totalen voor afdeling 13.</i>	4 493,7	8 835,1	6 579,7
	<i>Afdeling 14.</i>			
	<i>Plaatselijke besturen.</i>			
Programma 14.01	Toezicht	38,4	0	0
Programma 14.02	Algemene financiering van de gemeenten	34 067,3	100,0	100,0
Programma 14.03	Algemene financiering van de provincies	4 205,7	0	0
Programma 14.04	Gesubsidieerde werken en sportinfrastructuur	2 327,3	3 405,4	2 339,2
	<i>Totalen voor afdeling 14.</i>	40 638,7	3 505,4	2 439,2
	<i>Afdeling 15.</i>			
	<i>Ruimtelijke ordening en huisvesting.</i>			
Programma 15.01	Ruimtelijke ordening en stedenbouw	68,0	158,0	178,4
Programma 15.02	Stadsvernieuwing en sanering van verlaten industriegebieden	32,5	906,0	674,5
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de vernieuwing van de Waalse gebieden (wet van 27 juni 1978)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	0	0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	0	0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	0	0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	0	0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	0	0
Programma 15.03	Landinrichting en ruilverkaveling	744,7	215,0	179,5
Programma 15.04	Huisvesting : privé sector	2 944,0	860,0	676,0
Programma 15.05	Huisvesting : openbare sector	5 418,0	1 105,4	1 200,4
Programma 15.06	Monumenten, landschappen en opgravingen	227,2	727,0	733,0
	<i>Totalen voor afdeling 15.</i>	9 434,4	3 971,4	3 641,8

		<i>(In miljoen frank)</i>		
		Niet gesplijste kredieten	Gesplijste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
<i>Afdeling 16.</i>				
<i>Externe betrekkingen.</i>				
Programma 16.01	Buitenlandse handel	322,9	0	0
Programma 16.02	Bevordering van het Gewest op internationaal niveau	143,0	87,0	124,9
<i>Totalen voor afdeling 16.</i>		465,9	87,0	124,9
<i>Afdeling 17.</i>				
<i>Sociale actie en gezondheid.</i>				
Programma 17.01	Gezondheid	1 329,7	1 460,0	870,0
Programma 17.02	Geestelijke gezondheid	607,5	0	0
Programma 17.03	Sociale actie	343,0	0	0
Programma 17.04	Gezin	2 430,8	75,0	32,0
Programma 17.05	Bejaarden	14,1	520,0	282,0
Programma 17.06	Gehandicapten	9 594,5	161,0	111,0
Programma 17.07	Sociale integratie van migranten	38,7	0	0
<i>Totalen voor afdeling 17.</i>		14 358,3	2 216,0	1 295,0
<i>Afdeling 18.</i>				
<i>Toerisme.</i>				
Programma 18.01	Toerisme	486,2	513,1	460,5
<i>Totalen voor afdeling 18.</i>		486,2	513,1	460,5
<i>Afdeling 50.</i>				
<i>Secretariaat-generaal van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.</i>				
Programma 50.01	Algemeen beheer van het personeel van het Ministerie	5 104,6	0	0
Programma 50.02	Werkingskosten en prestaties door derden	130,1	0	0
Programma 50.03	Onroerend beheer en gebouwen	986,2	0	0
Programma 50.04	Vestiging der gebouwen	411,3	302,0	289,5
Programma 50.05	Uitrusting en leveringen	308,3	0	0
Programma 50.06	Informatiebeheer van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer	304,9	0	0
<i>Totalen voor afdeling 50.</i>		7 245,4	302,0	289,5

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Afdeling 51.				
<i>Wegennet van het Gewest.</i>				
Programma 51.01	Aanleg van het wegnennet	1 576,6	2 953,4	3 647,0
Programma 51.02	Verzorging en onderhoud van het wegnennet	71,8	3 638,7	2 870,0
<i>Oprichtingsfonds : Verkeers- en averijfonds (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>				
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	163,9	222,9
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	160,0	160,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	323,9	382,9
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	160,0	160,0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	163,9	222,9
Totalen voor afdeling 51.		1 648,4	6 752,1	6 677,0
Afdeling 52.				
<i>Waterlopen van het Gewest.</i>				
Programma 52.01	Investerings voor waterwegen, havens en toegangswegen, evenals voor stuwdammen en spaarbekkens	10,3	1 599,5	1 608,1
Programma 52.02	Verzorging en onderhoud van de waterwegen	30,4	809,7	690,2
<i>Oprichtingsfonds : Verkeers- en averijfonds (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>				
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	270,0	289,2
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	198,0	198,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	468,0	487,2
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	198,0	198,0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	270,0	289,2
Programma 52.03	Bevordering van de binnenvaart	5,3	0	0
Totalen voor afdeling 52.		46,0	2 607,2	2 496,3
Afdeling 53.				
<i>Technische diensten.</i>				
Programma 53.01	Elektriciteit - Wegen - Aanleg	0	429,2	469,1
Programma 53.02	Elektriciteit - Wegen - Onderhoud	0	1 356,3	1 226,8
Programma 53.03	Elektriciteit - Waterwegen - Aanleg	0	55,0	35,5
Programma 53.04	Elektriciteit - Waterwegen - Onderhoud	0	324,4	267,8
Programma 53.05	Telecommunicatienet - Aanleg	0	192,0	161,5
Programma 53.06	Telecommunicatienet - Onderhoud	0	208,0	202,2
Programma 53.07	Integratie in het landschap	0	52,0	30,0
Programma 53.08	Cartografie	56,5	0	10,0

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Programma 53.09	Uitrusting van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer	350,1	0	0
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor technische studies</i>			
	<i>(decreet van 17 december 1992 tot oprichting</i>			
	<i>van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1995</i>	0	31,5	33,0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	20,0	20,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1995</i>	0	51,5	53,0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	20,0	20,0
	<i>Saldo op 31 december 1995</i>	0	31,5	33,0
	Totalen voor afdeling 53.	406,6	2 636,9	2 422,9
	Afdeling 54.			
	Vervoer.			
Programma 54.01	Stedelijk en interstedelijk vervoer	8 275,3	768,0	721,3
Programma 54.02	Gewestelijke luchthavens en vliegvelden	143,0	657,4	778,6
Programma 54.03	Binnenvaart	5,2	0 [†]	0
Programma 54.04	Bevordering en coördinatie van het vervoer	14,2	41,5	22,1
Programma 54.05	Leerlingenvervoer	779,5	0	0
	Totalen voor afdeling 54.	9 217,2	1 466,9	1 522,0
	ALGEMENE TOTALEN.	120 848,7	50 279,0	44 190,8

TITEL IV.- AFZONDERLIJKE AFDELING.

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	(In miljoen frank)			
			Saldo op 1 januari 1995	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1995
		DEEL I.				
		Verrichtingen gestijfd door lopende ontvangsten.				
		<i>Afdeling 10.</i>				
AN	60 02 A	01. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het "FEDER" gefinancierde bijzondere programma's	800,0	3 400,6	3 400,6	800,0
AN		02. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het "FEOGA" gefinancierde bijzondere programma's	38,5	227,5	263,5	2,5
AN		03. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het "FSE" gefinancierde bijzondere programma's	54,9	12,0	19,3	47,6
AN		04. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de in het kader van "PDI" door de Europese Gemeenschappen gefinancierde bijzondere programma's ..	18,0	0	6,6	11,4
TA	60 03 C	Beheersfonds van het niet voor de administratie bestemde gewestelijk onroerend patrimonium	0	13,0	12,0	1,0
LU	60 04 C	Visserijfonds (wet van 1 juli 1954)	8,1	34,1	41,6	0,6
		<i>Totalen voor afdeling 10.</i>	919,5	3 687,2	3 743,6	863,1
		<i>Afdeling 31.</i>				
AN	66 08 A	Fonds bestemd voor de zekerstelling van de vastlegging en ordonnanciering van de uitgaven inzake compensatiekredieten	5,7	0	0	5,7
		<i>Totalen voor afdeling 31.</i>	5,7	0	0	5,7
		<i>Afdeling 34.</i>				
CO	60 01 A	01. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967): Sector Economische Zaken	48,2	0	0,2	48,0
		<i>Totalen voor afdeling 34.</i>	48,2	0	0,2	48,0
		Totalen voor Titel IV, deel I.	973,4	3 687,2	3 743,8	916,8
		DEEL II.				
		Verrichtingen gestijfd door kapitaalontvangsten.				
		<i>Afdeling 10.</i>				
LU	60 03 A	Tussenkost voor de aanleg van grondreserves, hetzij door aankoop, hetzij door toelagen aan openbare instellingen en ondergeschikte besturen, hetzij door terugvorderbare voorschotten aan diezelfde instellingen en besturen	3,5	0	0	3,5
CO	60 05 A	Fonds voor de schadeloosstelling van de in het kader van de wetten op de economische expansie doorgevoerde ontelingen	74,8	4,0	0,1	78,7
		<i>Totalen voor afdeling 10.</i>	78,3	4,0	0,1	82,2
		<i>Afdeling 33.</i>				
LU	63 01 A	Fonds bestemd voor de toekenning van terugvorderbare voorschotten aan het "Office wallon de Développement rural" voor de uitvoering van artikel 56 en 57 van de wet van 22 juli 1970 op de wettelijke ruilverkaveling van landeigendommen en van artikel 76 van de wet van 12 juli 1976 op de wettelijke ruilverkaveling van landeigendommen bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken	33,9	0	0	33,9
		<i>Totalen voor afdeling 33.</i>	33,9	0	0	33,9

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	(In miljoen frank)			
			Saldo op 1 januari 1995	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1995
		<i>Afdeling 34.</i>				
CO	60 01 A	01. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.- Sector Economische Zaken (wetten op de expansie)	90,8	0	90,8	0
CO		03. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.- Sector Openbare Werken	100,3	0	95,9	4,4
CO		06. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.- Sector Economische Zaken, restructuraties.- Uitvoering door de Executieve van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962	103,4	0	103,4	0
		(De uitgaven ten laste van deze onderlittera mogen worden betaald door kredietopening, in toepassing van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op het Rekenhof.)				
		<i>Totalen voor afdeling 34.</i>	294,5	0	290,1	4,4
		<i>Afdeling 38.</i>				
LU	60 08 A	Fonds bestemd voor de strijd tegen de hinder in het Waalse Gewest	56,2	0	0	56,2
		<i>Totalen voor afdeling 38.</i>	56,2	0	0	56,2
		<i>Afdeling 40.</i>				
LU	60 01 A	Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967)	62,4	0	0	62,4
		<i>Totalen voor afdeling 40.</i>	62,4	0	0	62,4
		<i>Totalen voor Titel IV, deel II.</i>	525,3	4,0	290,2	239,1
		<i>Totalen voor Titel IV, deel I en II.</i>	1 498,7	3 691,2	4 034,0	1 155,9

TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	Niet-gesplitste kredieten	(In miljoen frank) Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
		GEWESTELIJK BEDRIJF VOOR DE BEREIDING EN TOEVOER VAN WATER.			
		UITGAVEN.			
		<i>Afdeling I. Lopende verrichtingen.</i>			
LU	11.03	Bezoldigingen en toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf	130,0	—	—
LU	11.04	Allerhande toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf	4,0	—	—
LU	12.01	Levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten aan het gewestelijk bedrijf, met inbegrip van de verschuldigde bijdrage en taks inzake de toepassing van de decreten van 30 april 1990	154,6	—	—
LU	12.02	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementsen)	1,7	—	—
LU	12.05	Taks en belasting in toepassing van de decreten van 30 april 1990	112,5	—	—
LU	21.01	Te betalen interesten	0	—	—
LU	33.01	Diverse vergoedingen aan derden ten gevolge van de aansprakelijkheid van het bedrijf	1,0	—	—
LU	41.01	Overdracht naar de gewestelijke thesaurie	0	—	—
LU	03.01	Aanvulling van het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	—	—
LU	03.02	Aanvulling van het reservefonds	122,8	—	—
LU	03.03	Aanvulling van het vernieuwingsfonds	31,9	—	—
LU	03.04	Aanvulling van het amortisatiefonds	63,9	—	—
		<i>Totalen voor afdeling I.</i>	622,4	—	—
		<i>Afdeling II. Kapitaalverrichtingen.</i>			
LU	71.01	Aankoop van gronden en gebouwen in verband met de activiteiten van het bedrijf	—	0	0
LU	73.01	Uitgaven in verband met de door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, met inbegrip van studies en kosten	—	162,9	417,5
LU	73.02	01. Werken en studies inzake productie en aanvoer van water, met inbegrip van de grote waterwerken	—	150,0	138,3
LU		02. Werken en studies inzake productie en aanvoer van water. Toepassing van het decreet van 30 april 1990 inzake koolstofrijk kalksteen	—	162,0	55,0
LU	73.20	Verbeteringswerken en buitengewoon onderhoud, met inbegrip van de toepassing van de decreten van 30 april 1990	—	130,0	184,1
LU	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen	—	20,0	18,0
		<i>Totalen voor afdeling II.</i>	0	624,9	812,9
		<i>Totalen voor de uitgaven.</i>	622,4	624,9	812,9

TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF:

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Vastgestelde rechten
		ONTVANGSTEN.	
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>	
LU	16.01	Verkoop van water en elektriciteit	475,6
LU	16.02	Opbrengsten in verband met de specifieke opdrachten van het bedrijf	0,6
LU	16.04	Diverse opbrengsten	1,2
LU	08.01	01. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest : werking	0
LU		02. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest in toepassing van de decreten van 30 april 1990	0
LU	08.02	Toelage van het Waalse Gewest voor risico's en lasten t.o.v. derden	0
LU	08.03	01. Rente op belegde fondsen	21,2
LU		02. Voorafname op het amortisatiefonds	122,8
LU		03. Voorafname op het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	1,0
		<i>Totaal voor afdeling I.</i>	622,4
		<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>	
LU	08.04	01. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest	400,0
LU		02. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest in toepassing van de decreten van 30 april 1990	55,0
LU	08.05	Diverse vermogensontvangsten	0
LU	08.06	Voorafname op het vernieuwingsfonds	61,4
LU	08.07	Voorafname op het reservefonds	296,5
		<i>Totaal voor afdeling II.</i>	812,9
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	1 435,3

TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	(In miljoen frank)		
			Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
		WAALSE GEWESTELIJKE DIENST VOOR AFVALSTOFFEN.			
		UITGAVEN.			
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>			
LU	11.03	Bezoldigingen en toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf en van de diensten "propere technologieën" en "propere produkten"	p.m.	—	—
LU	11.04	Allerhande toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf	p.m.	—	—
LU	12.01	Studies, levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten van het gewestelijk bedrijf	—	27,0	37,0
LU	12.02	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	p.m.	—	—
LU	12.03	Studies, levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties evenals public relations, documentatie, deelname aan seminars en colloquia, kosten van vergaderingen	25,0	—	—
LU	12.04	Inzameling van bijzondere afvalstoffen en recupereerbaar materiaal	—	145,0	145,0
LU	12.05	Levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten van de diensten "propere technologieën" en "propere produkten"	—	0	0
LU	12.07	Levering van goederen en diensten in verband met de computerverwerking van de gegevens betreffende overbrenging en vernietiging van afvalstoffen (niet-beperkende kredieten)	—	4,0	12,0
LU	12.08	Inningskosten van de taks op huishoudelijk afval (niet-beperkende kredieten)	45,0	—	—
LU	14.01	Buitengewone kosten voor verwerking, overbrenging of vernietiging van afvalstoffen, door het Gewest vooruitbetaald krachtens artikel 16, 21 of 28 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen	—	0	0
LU	21.01	Interesten op de schuld	0	—	—
LU	30.01	Toelagen aan de niet-openbare sector inzake afvalbeheer	—	7,0	8,8
LU	32.01	Werkingskosten van SPAQUIE (niet-beperkende kredieten)	60,0	—	—
LU	33.01	Diverse vergoedingen aan derden ten gevolge van de aansprakelijkheid van het bedrijf	0	—	—
LU	43.01	Toelagen aan ondergeschikte besturen voor de verbetering inzake afvalbeheer	125,0	—	—
LU	43.03	Toelagen ten gunste van gemeenten en intercommunales die een afvalstoffenverwerkingsbeleid voeren (niet-beperkende kredieten)	—	697,0	697,0
LU	03.01	Aanvulling van het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	—	—
LU	03.02	Aanvulling van het vernieuwingsfonds	0	—	—

TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	(In miljoen frank)		
			Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
LU	03.03	Aanvulling van het amortisatiefonds	0	—	—
LU	03.04	Aanvulling van het reservefonds	0	—	—
<i>Totalen voor afdeling I.</i>			255,0	880,0	899,8
<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>					
LU	50.02	Toelagen aan de niet-openbare sector inzake milieubescherming	—	0	0
LU	51.01	Voorschotten aan derden inzake gewestelijke tussenkomst betreffende herstelmaatregelen	—	400,0	0
LU	60.01	Toelagen aan de openbare sector inzake milieubescherming en verwerking van afvalstoffen	—	1 655,0	1 722,3
LU	71.01	Aankoop van gronden en gebouwen in verband met de activiteiten van het bedrijf	—	0	0
LU	73.01	Uitgaven in verband met de door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, met inbegrip van studies en kosten	—	0	0
LU	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen	4,0	—	—
LU	81.01	Verstrekken van kapitalen en terugvorderbare voorschotten inzake milieu en afvalstoffenverwerking	—	580,0	113,0
LU	81.02	Verstrekken van kapitalen en terugvorderbare voorschotten inzake milieu en afvalstoffenverwerking	—	0	0
LU	91.01	Delging van de schuld	0	—	—
<i>Totalen voor afdeling II.</i>			4,0	2 635,0	1 835,3
<i>Totalen voor de uitgaven.</i>			259,0	3 515,0	2 735,1

TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

(In miljoen frank)

Ordon- nance- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	Vastgestel- de rechten	
		ONTVANGSTEN.		
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>		
LU	16.01	Verkoop van diensten	0	
LU	16.02	Diverse opbrengsten	0	
LU	06.01	Voorafname op het fonds voor afvalstoffenbeheer	2 509,1	
LU	06.02	Dotatie van het Waalse Gewest voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	
LU	06.03	01. Rente op belegde fondsen	0	
LU		02. Voorafname op het amortisatiefonds	0	
LU		03. Voorafname op het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	
		<i>Totaal voor afdeling I.</i>	2 509,1	
		<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>		
LU	96.01	Opbrengst van leningen	0	
LU	08.04	Dotatie van het Waalse Gewest	485,0	
LU	08.05	Diverse vermogensontvangsten	0	
LU	08.06	Voorafname op het vernieuwingsfonds	0	
LU	08.07	Voorafname op het reservefonds	0	
		<i>Totaal voor afdeling II.</i>	485,0	
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	2 994,1	

TITEL VI.- AFZONDERLIJK BEHEERDE GEWESTELIJKE DIENST.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	
		WAALS AGENTSCHAP VOOR DE EXPORT — AWEX	
		AFDELING I.- LOPENDE VERRICHTINGEN.	
		A. Ontvangsten.	
CO	16.01	Terugbetaling van leveringen van diensten	10,0
CO	16.02	Diverse opbrengsten	213,5
CO	06.01	Tussenkost van het Waalse Gewest	133,7
CO	08.01	Beschikbaar saldo op 31 december 1994, het kassaldo van het fonds voor buitenlandse handel inbegrepen	418,5
		Totaal voor de ontvangsten.	775,7
		B. Uitgaven.	
CO	11.03	Bezoldigingen en toelagen van het contractueel personeel van het gewestelijk agentschap	16,0
CO	11.04	Allerhande toelagen van het contractueel personeel van het gewestelijk agentschap	1,6
CO	12.02	Levering van goederen en diensten voor de verwezenlijking van de opdrachten van AWEX, inzonderheid kosten voor missies, deelname aan jaarbeurzen, seminars, colloquia, vergaderingen, public relations, documentatie, expertises, studies, enz.	234,0
CO	12.03	Werkingskosten van vertegenwoordigingen in het buitenland	250,0
CO	30.01	Toelage voor de bevordering van de buitenlandse handel evenals de buitenlandse investeringen	57,0
CO	30.02	Toelagen Fonds voor buitenlandse handel, vorming, multisectoriële burelen, promotie van KMO's, economisch partnership en programma FEDER (objectief 2 en 5B)	163,0
		Totaal voor de uitgaven.	721,6
		C. Overdrachten.	
		D. Provisioneel krediet.	
CO	11.05	Provisie voor de indexatie van de bezoldigingen, kosten van de sociale programmatische	0
		Totaal voor het provisioneel krediet.	0
		E. Saldo.	
		Ontvangsten	775,7
		Uitgaven	721,6
		Provisioneel krediet	0
		Totaal voor het saldo.	54,1

TITEL VI.- AFZONDERLIJK BEHEERDE GEWESTELIJKE DIENST.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	
		AFDELING II.- KAPITAALVERRICHTINGEN.	
		<i>A. Ontvangsten.</i>	
CO	81.01	Terugbetaling van leningen, verstrekte kapitalen, voorschotten	3,0
CO	06.01	Tussenkost van het Waalse Gewest	189,2
CO	08.01	Beschikbaar saldo op 31 december 1994, het kassaldo van het fonds voor buitenlandse handel inbegrepen	83,0
CO	08.05	Diverse vermogensontvangsten	0
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	275,2
		<i>B. Uitgaven.</i>	
CO	71.01	Aankoop of geschiktmaking van gronden en gebouwen in verband met de opdrachten van het agentschap	0
CO	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen	4,2
CO	81.01	Terughetaalbare leningen, terugvorderbare voorschotten, verstreken van kapitalen ter bevordering van de buitenlandse handel en de buitenlandse investeringen	61,0
CO	81.02	Leningen Fonds voor buitenlandse handel, deelname in het kapitaal, acties partnership en uitbreiding Fonds voor buitenlandse handel	157,5
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	222,7
		<i>C. Overdrachten.</i>	
		<i>D. Saldo.</i>	
		Ontvangsten	275,2
		Uitgaven	222,7
		Saldo	0
		<i>Totaal voor het saldo.</i>	52,5
		AFDELING III.- VERRICHTINGEN VOOR ORDER.	
		<i>A. Ontvangsten.</i>	
		1. Fonds voor derden	0
		2. Thesauriefonds	0
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	0
		<i>B. Uitgaven.</i>	
		1. Fonds voor derden	0
		2. Thesauriefonds	0
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	0
		<i>C. Saldo.</i>	

TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordon- nante- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	1995	1994	1993
			per artikel	vermoedelijke	gedane
		WAALS FONDS VOOR VOORSCHOTTEN TER HERSTELLING VAN DE SCHADE VEROORZAAKT DOOR HET AFTAPPEN EN OPPOMPEN VAN GRONDWATER.			
		4. ONTVANGSTEN.			
LU	411.05	Terugbetaling van voorschotten	22,0	—	—
LU	411.07	Opbrengst der contributies	—	—	—
LU	413.01	Interest op beleggingen	9,0	—	—
LU	442.01	Leningen	—	—	—
LU	460.05	Voorafname op het reservefonds	21,9	—	—
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	52,9	—	—
		5. UITGAVEN.			
LU	511.08	Beheersvergoedingen	0,1	—	—
LU	513.02	Verplaatsingskosten	0,1	—	—
LU	522.01	Bureaunkosten	0,2	—	—
LU	524.01	Expertisekosten	0,5	—	—
LU	524.02	Hypotheekkosten	0,5	—	—
LU	524.03	Gerechtskosten	1,0	—	—
LU	525.01	Interesten van leningen	—	—	—
LU	540.01	Kosten van studies en geotechnische proefnemingen	20,0	—	—
LU	540.02	Storting van voorschotten	30,0	—	—
LU	560.01	Terugbetaling van leningen	—	—	—
LU	560.02	Terugbetaling van contributies	0,5	—	—
LU	560.05	Consolidatie van de reservefondsen	—	—	—
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.	52,9	—	—

TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	1995	1994	1993
			per artikel	vermoedelijke	gedane
		WAALSE DIENST VOOR LANDELIJKE ONTWIKKELING.			
		4. ONTVANGSTEN.			
		<i>Hoofdstuk 41.</i>			
		<i>Opbrengsten uit de waarneming van de opdrachten van de Dienst.</i>			
LU	411.01	Opbrengsten voortvloeiend uit de eigendom van in het kader van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling bepaalde recht van voorkoop verworven onroerende goederen	2,2	2,2	1,1
LU	411.02	Opbrengsten voortvloeiend uit de eigendom van in het kader van het grondbeleid verworven goederen	—	—	—
LU	411.03	Recuperatie van kosten voor bewaking, controle en studies	13,4	12,0	5,5
LU	411.04	In het kader van de landelijke ontwikkeling aangegane overeenkomsten	7,5	6,0	2,4
LU	411.05	Recuperatie van ten onrechte gedane betalingen	—	—	0,1
LU	411.06	Huur van gebouwen	3,6	4,4	2,4
LU	411.07	Verkoop van plannen en lastenboeken	0,1	0,1	0,1
LU	411.09	Tussenkost van de personeelsleden in de lasten van de voordelen in maaltijdcheques	3,6	3,5	2,9
LU	412.01	Verkoop van publicaties	—	—	—
LU	413.01	Interest op beleggingen	3,0	3,0	6,1
LU	414.01	Diverse opbrengsten	—	—	0,8
		<i>Totalen voor hoofdstuk 41.</i>	33,4	31,2	21,4
		<i>Hoofdstuk 42.</i>			
		<i>Ontvangsten met bijzondere affectatie.</i>			
LU	420.01	Tussenkost van het Waalse Gewest in de technische uitgaven inzake de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling.- Betroclaagbaar gedeelte	131,1	100,2	147,0
LU	420.02	Tussenkost van het Waalse Gewest in de technische uitgaven inzake de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling.- Voorgesloten niet betoclaagbaar gedeelte	50,3	118,6	124,4
LU	420.03	Tussenkost van het Waalse Gewest in de aankoop van onroerende goederen aansluitend aan de uitoefening van het inzake ruilverkaveling voorziene recht van voorkoop.- Voorschotten	11,0	20,5	17,0
		<i>Totalen voor hoofdstuk 42.</i>	192,4	239,3	288,4
		<i>Hoofdstuk 43.</i>			
		<i>Opbrengst van de verkoop van vermogensgoederen.</i>			
LU	430.01	Gebouwen	—	0,4	0,1
LU	430.02	Meubilair	—	—	—
LU	430.03	Machines en materieel	—	—	—

TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordon- nance- rende Minister	Artikel	TEKSTEN	1995	1994	1993
			per artikel	vermoedelijke	gedane
LU	430.04	Motorvoertuigen	—	—	—
LU	430.05	Terugvordering van borgstellingen	—	—	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 43.</i>	—	0,4	0,1
		<i>Hoofdstuk 44.</i>			
		<i>Vermogensinkomsten.</i>			
LU	444.01	Terugbetaling van de aan het personeel toegekende terugbetaalbare voorschotten	—	—	—
LU	444.02	Terugbetaling van aan de comités voor ruilverkaveling toegekende leningen met het oog op de aanzuivering van hun creditsaldi	27,6	—	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 44.</i>	27,6	—	—
		<i>Hoofdstuk 45.</i>			
		<i>Tussenskomst van het Waalse Gewest.</i>			
LU	450.01	Werkingsdotatie voor de lopende uitgaven	486,2	456,6	387,7
LU	450.02	Werkingsdotatie voor de kapitaaluitgaven	11,8	12,2	13,0
LU	450.03	Grondbeleid	—	—	3,0
		<i>Totalen voor hoofdstuk 45.</i>	498,0	468,8	403,7
		<i>Hoofdstuk 49.</i>			
		<i>Inkomsten voor order.</i>			
LU	490.01	Aan het Waalse Gewest terug te betalen opbrengsten voortvloeiend uit de inning van de voorschotten, toegekend voor technische uitgaven inzake de toepassing van de wetten op de ruilverkaveling	58,0	102,5	48,0
LU	490.02	Aan het Waalse Gewest terug te betalen opbrengsten voortvloeiend uit de wederverkoop of de hertoewijzing van in het kader van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling bepaalde recht van voorkoop verworven onroerende goederen	10,1	17,3	5,5
LU	490.03	Europese fondsen	22,5	—	23,2
		<i>Totalen voor hoofdstuk 49.</i>	90,6	119,8	76,7
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	842,0	859,5	790,3
		5. UITGAVEN.			
		<i>Hoofdstuk 51.</i>			
		<i>Personeelsuitgaven.</i>			
LU	511.01	Bezoldiging van het vast personeel	302,5	278,8	241,1
LU	511.02	Bezoldiging van het contractueel personeel	21,7	24,8	18,0
LU	511.03	Pensioenlasten	68,8	63,4	56,4
LU	511.04	Sociale lasten inzake sociale wetgeving - bijdrage van de werkgever	46,1	43,5	38,3

TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	(In miljoen frank)		
			1995	1994	1993
			per artikel	vermoedelijke	gedane
LU	511.05	Sociale lasten naast de sociale wetgeving - bijdrage van de werkgever	0,2	0,2	—
LU	511.06	Sociale dienst	2,1	2,1	2,1
LU	511.07	Beroepsopleiding	3,1	3,1	—
LU	511.09	Lasten van de voordelen in maaltijdcheques	14,8	13,6	12,2
LU	511.10	Forfaitaire erelonen	0,2	0,9	0,6
LU	512.01	Vergoedingen aan de leden van het coördinatiecomité	0,2	0,3	0,2
LU	513.02	Representatie en dienstreizen	10,5	8,3	7,0
<i>Totalen voor hoofdstuk 51.</i>			470,2	439,0	375,9
<i>Hoofdstuk 52.</i>					
<i>Betalingen aan derden voor prestaties, leveringen, enz.</i>					
LU	521.01	Huur van lokalen en nevenkosten	3,6	3,1	2,9
LU	521.02	Huur van materieel en meubilair	0,9	1,4	1,1
LU	521.03	Onderhoud en reparatie van de lokalen	3,8	3,8	3,7
LU	521.04	Onderhoud en reparatie van materieel, meubilair en voertuigen : a) materieel en meubilair	4,5	5,1	4,0
		b) voertuigen	0,3	0,3	0,3
LU	521.05	Verzekeringen	0,5	0,5	5,0
LU	521.06	Belastingen en taksen	3,2	3,3	3,4
LU	521.07	Diverse verbruiksuitgaven (brandstof, elektriciteit, enz.)	3,2	3,0	3,0
LU	521.09	Diversen	—	—	—
LU	522.01	Allerhande bureaunkosten : a) bureaubehoeften	5,2	5,2	7,4
		b) telefoon, fax en mobilfoon	1,2	1,0	—
		c) frankering van de briefwisseling	0,6	0,8	—
		d) tijdschriften	0,5	0,4	—
		e) diversen	0,1	0,2	—
LU	523.01	Kosten voor publicaties en publiciteit	2,0	1,4	1,3
LU	524.01	Kosten van geschillen	0,2	0,2	—
LU	525.01	Financiële kosten	0,1	0,1	0,1
LU	526.01	Vervoerkosten	—	—	0,1
LU	526.09	Diversen	—	—	—
<i>Totalen voor hoofdstuk 52.</i>			29,9	29,8	32,3
<i>Hoofdstuk 53.</i>					
<i>Betalingen aan derden ingevolge de uitvoering door de instelling van haar opdrachten.</i>					
LU	533.05	Uitgaven in het kader van het grondbeleid	—	—	1,1
LU	533.06	Kosten verbonden aan ruilverkaveling en landelijke ontwikkeling	11,5	11,0	8,2

TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordon- nanc- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	1995	1994	1993
			per artikel	vermoedelijk	gedane
LU	533.07	Onderaannemingskosten in verband met de uitvoering van de opdrachten van de instelling	8,0	8,0	3,7
LU	533.08	Aan de comités voor ruilverkaveling toegekende leningen met het oog op de aanzuivering van hun creditsaldi	27,6	—	—
		Totalen voor hoofdstuk 53.	47,1	19,0	13,0
		Hoofdstuk 54.			
		Uitgaven ten laste van inkomsten met bijzondere affectatie.			
LU	540.01	Tussenkosten in de technische uitgaven inzake de toepassing van de wetgeving op de ruilverkaveling	181,4	167,5	116,1
LU	540.02	Uitgaven ten gevolge van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling voorziene recht van voorkoop	10,0	19,5	16,3
LU	540.03	Onroerende voorheffing betreffende de ingevolge de uitoefening van het inzake ruilverkaveling voorziene recht van voorkoop verworven goederen	1,0	1,0	—
LU	540.09	Voor 1 januari 1993 goedgekeurde tussenkosten in de technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving op de ruilverkaveling	—	51,3	164,3
		Totalen voor hoofdstuk 54.	192,4	239,3	296,7
		Hoofdstuk 55.			
		Aankoop van vermogensgoederen.			
LU	550.01	Gebouwen, tegreinen, immobiëlen	4,1	4,3	5,5
LU	550.02	Meubilair	2,2	2,2	1,6
LU	550.03	Machines en materieel	5,5	6,1	5,7
LU	550.04	Motorvoertuigen	—	—	—
LU	550.05	Waarborgen	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk 55.	11,8	12,6	12,8
		Hoofdstuk 56.			
		Financiële kapitaalverrichtingen.			
		(Niet-beperkende kredieten.)			
LU	560.01	xxxxx	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk 56.	—	—	—
		Hoofdstuk 57.			
		Affectatie van de halige saldi.			
		(Niet-beperkende kredieten.)			
LU	570.01	Storting aan het Waalse Gewest	—	—	53,5
		Totalen voor hoofdstuk 57.	—	—	53,5

TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordon- nance- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	1995	1994	1993
			per artikel	vermoedelijke	gedane
		<i>Hoofdstuk 59.</i>			
		<i>Uitgaven voor order.</i>			
		<i>(Niet-beperkende kredieten.)</i>			
I.U.	590.01	Terugbetaling aan het Waalse Gewest van de voor technische uitgaven be- treffende de toepassing van de wetgeving op de ruilverkaveling toege- kende voorschotten	58,0	102,5	—
I.U.	590.02	Terugbetaling aan het Waalse Gewest van de opbrengst van de wederver- koop of de hertoewijzing van in het kader van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling voorzien recht van voorkoop verworven on- roerende goederen	10,1	17,3	—
I.U.	590.03	Storingsen voor rekening van derden	22,5	—	19,3
		<i>Totalen voor hoofdstuk 59.</i>	90,6	119,8	19,3
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.	842,0	859,5	803,5

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 16 december 1994.